

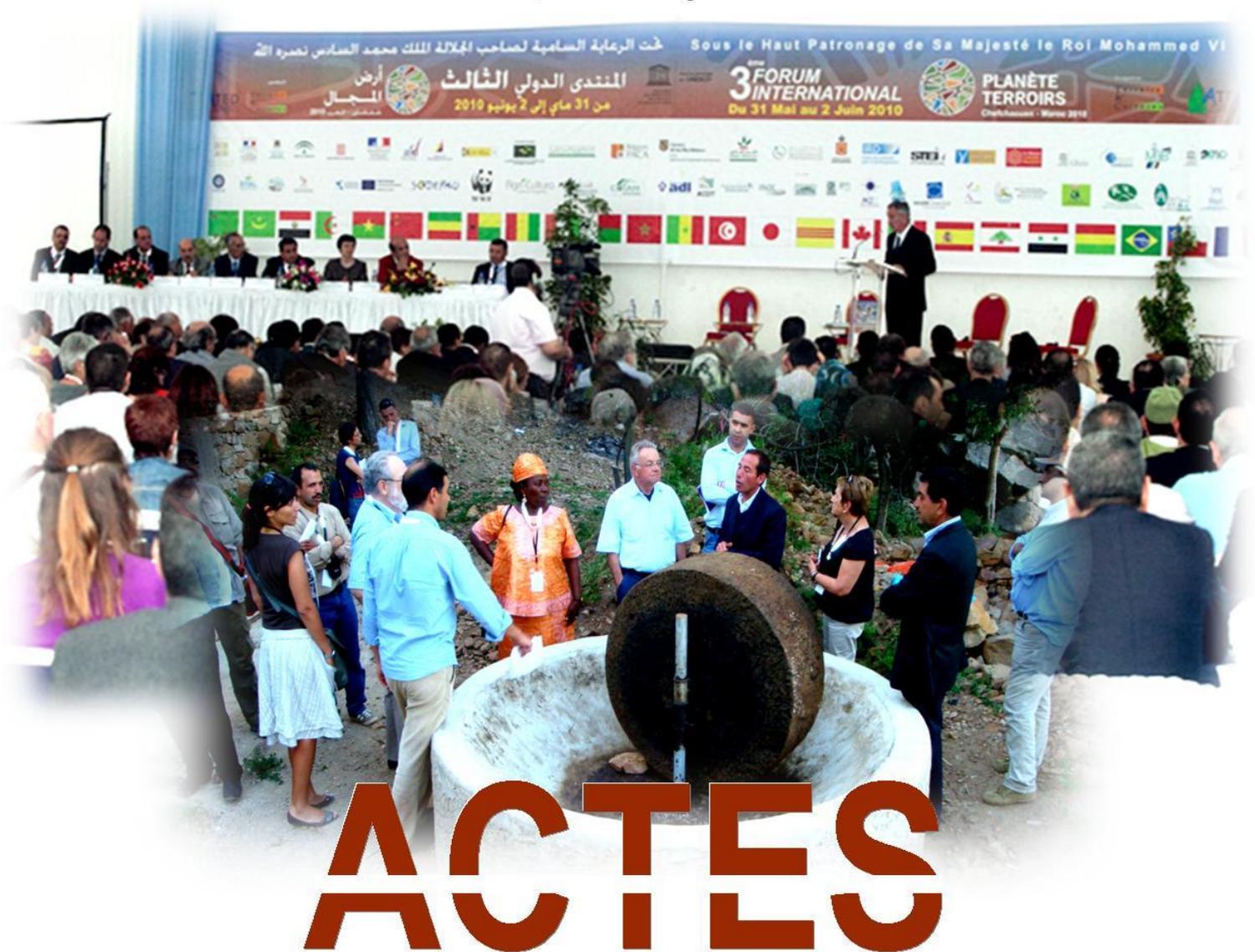
Sous le Haut Patronage de sa Majesté le Roi Mohamed VI



PLANÈTE
TERROIRS

3^e FORUM INTERNATIONAL CHEFCHAOUEN, MAROC 2010

31 mai, 1^{er} et 2 juin 2010



ACTES

Terroirs
&
Cultures



Sous le patronage
de l'UNESCO

Royaume du Maroc



Ministère de l'Agriculture
et de la Pêche Maritime



+ d'infos :



**PLANÈTE
TERROIRS**

www.planete-terroirs.org

**Terroirs
&
Cultures**

www.terroirsetcultures.org

contact@terroirsetcultures.org



www.assated.com

assated@yahoo.fr

SOMMAIRE

Séance Plénière du 31 mai 2010	9
Ouverture officielle par les autorités marocaines et françaises du 3^{ème} Forum International « Planète Terroirs »	10
Allocution de Mohamed Sefiani, Président de la Commune Urbaine de Chefchaouen.....	11
Allocution de Aziz Akhannouch, Ministre de l’Agriculture et de la Pêche maritime marocain	11
Allocution de Catherine de Menthère, - Conseillère en charge de l’Espace Rural au cabinet de Michel Mercier - Ministre français de l’Espace Rural et de l’Aménagement du Territoire.	15
Introduction par les organisateurs	17
Intervention de Ahmed Achernan, Président de l’ATED.....	17
Intervention de Dominique Chardon, Président de Terroirs & Cultures.....	20
Cérémonie de passage de relais entre les organisateurs des Forums Internationaux « Planète Terroirs » Aubrac 2006, Dentelles de Montmirail 2008 et Chefchaouen 2010	26
L’« approche Terroir » : itinéraire pour le développement durable des pays du Sud et pour la sauvegarde des diversités dans le Monde ?	27
En quoi « l’approche Terroir » peut apporter des réponses innovantes, durables et contemporaines ? par Jacques Lefort, Secrétaire Général et co-responsable du comité de pilotage scientifique international de Terroirs & Cultures	27

<i>Les terroirs : une approche novatrice</i>	27
<i>L'enjeu identitaire</i>	28
<i>L'enjeu économique</i>	29
<i>L'enjeu de diversité culturelle et biologique</i>	30
<i>L'enjeu d'appropriation par les acteurs locaux</i>	31
<i>L'enjeu de développement durable</i>	31
<i>Les terroirs des pays du Sud</i>	32
Regards croisés sur les enjeux des terroirs	35
Plan Maroc Vert et Stratégie Montagne : Pourquoi l'engagement du Maroc dans les terroirs ? par Mohamed Ait Kadi – Président du Conseil Général du Développement Agricole marocain	35
L'expérience de l'Aubrac par André Valadier, Président du syndicat des communes de l'Aubrac aveyronnais, membre de l'INAO, président fondateur de la coopérative Jeune Montagne	41
<i>L'activité territoriale, une dynamique, l'AOP</i>	42
<i>L'AOP Laguiole</i>	43
<i>Le panier de l'Aubrac</i>	45
Quelle vision et quelle place pour le développement des terroirs en méditerranée, par Francisco Mombiela Muruzabal, Secrétaire Général du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes	46
Table ronde de regards d'experts internationaux :	50
Climate Vulnerability, Livelihood and Culture par Negussie Retta, Directeur du programme des Sciences de l'Alimentation— Ethiopie	50
<i>Environmental Policies</i>	50
<i>Major Challenges Some of the major challenges:</i>	51
L'approche du terroir et le développement rural au Vietnam par Dong BUI KIM – Chargé de recherche, Vice-directeur du département des Institutions et des organisations de l'Agriculture et des Paysans au CASRAD Vietnam	54
Les indications géographiques au Brésil par Jorge Tonietto, Chercheur à l'Institut de Recherche Agronomique du Brésil (EMBRAPA)	58

Les produits de terroirs et dynamique locales de développement par Souaki Chafik Directeur Régional Tanger Tétouan de l'Agence de Développement Social du Maroc.....	64
<i>Objectifs de l'ADS</i>	<i>64</i>
<i>Pourquoi l'ADS adopte l'approche filière ?.....</i>	<i>65</i>
<i>L'ADS développe 4 piliers pour l'appui aux filières des produits de terroirs.....</i>	<i>65</i>
Intervention de Foulematou Camara, représentante de la confédération des organisations paysannes de Guinée et Vice Présidente du réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	67
En quoi les terroirs peuvent ils agir sur le maintien et la valorisation des diversités biologique et Culturelle ? par Jo Mulongoy – Directeur scientifique à la Convention sur la Diversité Biologique	69
Conclusions et synthèse de la matinée - Salvatore Arico, spécialiste biodiversité au sein de la Division des sciences écologiques et de la terre de l'UNESCO.....	73
Présentation de la région Tanger Tétouan et introduction des circuits visites par Mostafa Hassani, Directeur de la Direction Régionale Tanger Tétouan....	77

Séance Plénière du 1^{er} juin 2010.....80

Présentation de différents types d'expériences innovantes en matière de développement local à l'international.....81

Session sous l'égide de l'UNESCO, animée par Guilhem Calvo – Agri-Cultura Conseil pour Terroirs & Cultures et ATED 81

Satoyama Initiative par Yoshihiro Natori, Professeur à l'Université des nations Unies 82

Développement rural territorial avec identité culturelle en Amérique Latine et dans les Caraïbes par Claudia Ronaboldo, chercheuse principal au Centro latinoamericano para el desarrollo rural90

Territoire pour la Conservation et le Développement durable : Réserve de Biosphère Mata Atlantica au Brésil par Clayton Lino Ferreira, coordinateur..... 96

MAB's objective 96

Biosphere Reserves – Functions..... 96

Biosphere Reserves – Zoning 96

La Réserve de Biosphère Mata Atlântica..... 98

Programme Mercado Mata Atlantica 99

Synthèse générale du travail des ateliers102

La valorisation économique des terroirs : Atouts, enjeux et questions par François Casabianca, Chercheur INRA France103

Introduction 103

1 – Quelle dimension économique pour les terroirs ? 104

2 – Le terroir, siège d'intenses innovations 105

2.1 – Les indications géographiques vues comme des innovations majeures..... 105

2.2 – Le tourisme de terroir et les enjeux de sa conception 107

3 – Les marchés et les clientèles du terroir..... 108

4 – De nombreux obstacles à surmonter pour la valorisation des terroirs 109

Conclusion : Ethique et économie..... 110

Gouvernance et Politique par Guillaume Benoit, Ingénieur agronome, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, ex directeur du Plan Bleu, conseiller du Maroc (CGDA).....	111
1 - une conjonction d'enjeux et de défis forts.....	111
2 - La gouvernance locale.....	113
3 - Les politiques publiques.....	115
4 - La recherche formation et développement.	117
5 – La coopération internationale	117
Durabilité : gestion des ressources et prise en compte des agro-systèmes, par Mohammed Naciri, Professeur, Géographe et expert de la montagne	119
Préalables	119
Synthèse	121
Quelle stratégie pour que vive le « Terroir » à l'International ?.....	123
Terroirs dans le monde, s'organiser pour demain par Jacques Lefort.....	123
Un constat	123
Des attentes.....	123
Des acteurs et des partenaires internationaux	123
Répondre à ces attentes : Réseau « Planète Terroirs » Dialoguer, échanger, coopérer... par un réseau de compétences	124
Répondre à ces attentes : S'organiser et agir ensemble	125
Nous organiser sur un plan international.....	125
Perspectives sur les « approches terroir » au Maroc par Lahcen Kenny, enseignant-chercheur à L'Institut Agronomique et vétérinaire d'Agadir.....	126
Regards de grands témoins sur l'avenir des terroirs	128
Juan Antonio Blanco Rodriguez, Délégué Provincial de l'agriculture de Cadiz du Ministère Régional de l'Agriculture et de la Pêche.....	128
Nadjirou Sall, Secrétaire Général de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS).....	131
Henri Carsalade, Président de la Fondation Agropolis et de l'ICARDA	135

Zineb Benrahmoune Idrissi, enseignante ENFI Salé et Agroécologiste.....	139
Erik ORSENNA, Membre de l'Académie Française	142
René CARRON, Président de la Confédération Internationale du Crédit Agricole, de la Fondation Grameen crédit Agricole pour la microfinance et de FARM.	144
Antoni Díaz i Vendrell, Directeur Général de Planification et Relations professionnelles, Generalitat de Catalunya.	149
Interventions de Clôture du 3^{ème} Forum international « Planète Terroirs – Chefchaouen 2010 ».....	151
Philippe Quéau, Directeur du Bureau de l'UNESCO Rabat, Représentant de l'UNESCO au Maghreb	151
Dominique Chardon.....	154
Ahmed Achernan.....	159
Mohamed Sefiani, Président de la commune urbaine de Chefchaouen.....	161
Mostafa Hassani	162
Annexes	165
Les Ateliers/visites en détail	165
Les Intervenants	171
Le Forum illustré.....	179

Séance Plénière du 31 mai 2010



Ouverture officielle par les autorités marocaines et françaises du 3^{ème} Forum International « Planète Terroirs »



Allocution de Mohamed Sefiani, Président de la Commune Urbaine de Chefchaouen

Allocution de Aziz Akhannouch, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime marocain

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de commencer mon propos par des remerciements. Ils s'adressent d'abord à vous tous, venus de 30 pays du monde et des 16 régions du Maroc pour ces 3 jours partagés. A nos amis étrangers, je souhaite la bienvenue au Maroc, bienvenue dans cette belle ville de Chefchaouen, riche d'histoire et de traditions et si chère au coeur de l'ensemble des marocains. Mes remerciements



s'adressent tout particulièrement à tous ceux qui ont rendu cet événement possible. Ils sont nombreux et il ne me sera pas possible de tous les citer. Depuis l'accueil le 15 janvier 2009 par le Conseil Général du Développement Agricole de votre délégation, jour où vous nous avez proposé l'idée de ce Forum, vous avez en effet, cher Président Dominique Chardon, par votre enthousiasme communicatif, su mobiliser un nombre toujours plus grand de partenaires!

Parmi eux, je voudrais citer et remercier d'abord tous ceux qui, à Chefchaouen et au niveau de la Région Tanger-Tétouan, ont répondu 'présent' au défi qui leur était proposé. Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour donner un sens bien concret à l'expression « dynamique de terroir » et pour nous préparer ce magnifique événement. C'est d'abord leur engagement continu et toujours croissant, depuis 16 mois, qui va en effet faire de cette rencontre quelque chose d'inédit dans notre pays. Merci également à tous ceux, qui, venus de toutes les provinces du Royaume pour cette première foire nationale des produits de terroirs, permettront à nos hôtes étrangers, dont certains ne connaissent le Maroc que par les écrits, de mieux prendre la mesure de l'extrême diversité de notre pays. Que cette palette de produits et de couleurs soit pour eux une invitation à de nombreux futurs voyages. Mes remerciements s'adressent aussi à tous les experts des panels, internationaux et nationaux, qui ont apporté leur contribution à la préparation du Forum, ainsi qu'à tous ceux qui, venus de Méditerranée, des Amériques, d'Europe, d'Asie et d'Afrique, vont apporter leurs précieuses contributions aux travaux des ateliers et aux séances plénières. Ils s'adressent enfin aux nombreuses institutions marocaines, françaises, espagnoles et internationales venues appuyer cet événement. Leur soutien a permis de donner au forum la dimension que nous en attendions. Mes remerciements s'adressent en particulier à la France et à l'UNESCO qui, avec le Maroc, ont apporté leur appui institutionnel et ont su développer avec nous des relations de grande complicité.

Mesdames et Messieurs ;

Sa Majesté Le Roi Mohamed VI a bien voulu accorder son Haut Patronage à ce Forum en témoignage de Sa sollicitude pour le monde agricole et rural. Parcourant les différentes régions du Royaume y inaugurant les nombreux chantiers du « Plan Maroc Vert », notre Souverain a constamment appelé à privilégier l'agriculteur et à faire en sorte qu'il reste attaché à sa terre. Il doit être au centre des préoccupations et au cœur du développement agricole et rural. Tout doit concourir à l'honorer, à le doter de moyens d'une vie décente, en un mot à veiller à sa dignité. Les potentialités de l'agriculture marocaine sont, en effet, d'abord celles des agriculteurs. Ils sont attachés à la terre, travailleurs et persévérants. Ils possèdent un savoir faire considérable dont on a, trop souvent, ignoré la richesse. Leur capacité d'initiative et d'innovation est considérable, en dépit de tout ce qui se dit du «conservatisme paysan ». La priorité donnée aux « terroirs » et à l'engagement sur les produits de qualité, qui fut d'ailleurs le thème de la 3ème édition des Assises Nationales de l'Agriculture organisées au mois d'avril dernier à Meknès, permettra de valoriser ce potentiel latent. Nous y sommes déjà engagés et les visites de terrain prévues dans le programme du Forum, illustreront le chemin parcouru et les résultats significatifs obtenus qui confortent la crédibilité de nos ambitions. Je voudrais aussi parler du capital culturel dont les agriculteurs et les ruraux en général sont dépositaires, de la cohésion sociale et de la solidarité traditionnelles du monde rural. La culture rurale est l'un des fondements essentiels de la culture nationale. L'épanouissement de cette culture est un facteur indispensable de la diversification et de l'enrichissement du patrimoine de la nation. Je souhaite souligner, à ce titre, que si notre engagement sur les terroirs et leurs produits et services s'est donné des objectifs de progrès, il pose comme condition de réalisation et comme finalité la consolidation de la cohésion sociale. Celle-ci est à la fois un moyen et un but. Le terroir apparaît, dans cette perspective, comme une sorte d'interface. C'est par de nouveaux rapports entre les populations et leurs terroirs que l'on ambitionne d'apporter une réponse crédible à la manifestation d'un besoin de plus en plus affirmé pour une identité sociale vivable dans un monde globalisé devenu trop vaste.

Mesdames et Messieurs,

Je veux dire ici avec une certaine solennité ce que ce Forum et la dynamique Planète Terroirs représentent plus spécifiquement pour le Maroc. Notre pays comme d'autres pays méditerranéens, et peut être même plus que d'autres, est un pays de diversité et de complexité. Le Maroc est en effet tout à la fois méditerranéen, atlantique, saharien et atlasique. On y trouve des montagnes sèches et humides, de grands plateaux arides, des oasis, des collines et des déserts, des vallées, des périmètres irrigués, des plaines fertiles et semi-arides, et des systèmes agro-sylvo-pastoraux dont certains sont tout à fait uniques.

Notre longue histoire et la grande diversité naturelle de notre pays se sont conjuguées pour nous donner en legs des milliers de terroirs. Ensemble, ceux-ci apportent au Maroc ce qu'il a sans doute de plus précieux, c'est-à-dire son identité et son unité dans sa diversité, c'est-à-dire aussi ses paysages culturels, ses couleurs et sa lumière, des savoir-faire innombrables et une palette exceptionnelle de produits de qualité. Notre pays, comme d'autres pays de la région, est aussi un pays confronté à de nombreux défis. Ces défis, vous les connaissez. Ce sont ceux de la sécurité alimentaire, de l'érosion et de la désertification, du changement climatique et de la raréfaction de la ressource en eau ; les défis de la petite agriculture, de la pauvreté et du développement rural ; et ceux enfin de la sauvegarde de la diversité et de nos équilibres territoriaux dans la mondialisation. Relever tous ces défis nécessite aujourd'hui de donner une nouvelle priorité à la petite agriculture et aux terroirs. En effet, seules des approches nouvelles de développement, permettant de valoriser toute la diversité des potentialités territoriales du pays et des opportunités de marché, et de concilier les exigences de l'accès au marché, du développement solidaire et de la durabilité nous permettront de réussir notre développement économique et social.

C'est la raison pour laquelle le Plan Maroc Vert, voulu par S.M. le Roi et adopté en Avril 2008, comprend un Pilier II spécifiquement dédié au développement solidaire de la petite agriculture. Et c'est aussi la raison pour laquelle la valorisation des produits de terroirs est devenue une de nos toutes premières priorités. Si des avancées récentes et encourageantes ont déjà été obtenues, l'essentiel reste cependant à accomplir. Il nous faut en effet consolider et généraliser les premiers acquis et réussir à faire de la valorisation de nos produits de véritables vecteurs d'un développement durable. Il nous faut aussi et en même temps, par des approches terroirs adaptées, beaucoup mieux gérer nos ressources naturelles et réussir de meilleures synergies entre notre développement agricole, artisanal et touristique.

Le 3ème Forum Planète Terroirs arrive par conséquent au moment le plus opportun pour notre pays et nous en attendons beaucoup !

Mesdames et Messieurs,

Le 3ème Forum Planète Terroirs s'est donné la grande ambition de résultats à 4 niveaux de territoire : le niveau local, le niveau national, le niveau méditerranéen et le niveau planétaire. Cette ambition doit être saluée car c'est bien à ces 4 niveaux qu'il convient d'agir concomitamment si l'on veut faire des terroirs les nouveaux vecteurs de développement durable que nous souhaitons. Le niveau local, l'exemple de Chefchaouen et du pays Jbala en témoigneront, est le niveau de l'action. C'est celui où les terroirs peuvent se décrypter dans toute leur complexité et les savoir-faire qui y sont associés se voir repérés et valorisés. Celui aussi où l'action de développement local s'opère et doit trouver sa cohérence et son efficacité. Celui encore où, s'agissant des terroirs et de la petite agriculture, il faut

réussir à atteindre chaque douar, chaque communauté, chaque exploitation. Dans ce sens, les dynamiques initiées dans le cadre de la préparation du Forum aboutiront certainement à des résultats tangibles.

Entre le niveau local et le niveau national se situe un niveau intermédiaire que nous considérons aujourd'hui au Maroc comme d'une importance également fondamentale : je veux dire ici celui de la Région. Ce niveau a vocation en effet à devenir celui d'une planification qui prenne mieux en compte notre grande diversité et celui de l'impulsion et du soutien des échelons locaux. L'expérience récente du Maroc montre combien le niveau régional et les coopérations décentralisées entre régions des 2 rives de la Méditerranée peuvent être importants pour initier de nouvelles dynamiques sur les terroirs et leurs produits. Le niveau national est celui de la fixation des grands objectifs, des lois et des autres décisions qui permettent de créer un environnement porteur pour le développement et d'assurer la préservation des grands équilibres, l'équité et la durabilité. La mise en place depuis 2 ans d'un cadre pour les produits de terroirs et les signes d'origine a été déterminante des progrès en cours. Beaucoup reste cependant à faire et nous attendons du Forum qu'il nous aide dans la réflexion afin de progresser davantage dans le sens d'une meilleure intégration de la dimension « terroirs » dans nos stratégies et plans d'action. Notre espoir est que nos réflexions et nos expériences, au plan local régional et national, puissent être utiles à la réflexion internationale du Forum sur les 2 grands thèmes retenus : celui des pays en développement et celui de la durabilité et de la diversité. Réciproquement, c'est avec la plus grande attention que nous prendrons connaissance des expériences d'autres pays et des résultats de vos travaux. L'échelle de la grande région enfin, celle du destin commun, c'est-à-dire pour nous l'échelle euro-méditerranéenne, est, à nos yeux, tout à fait essentielle s'agissant des terroirs. La Méditerranée dispose en effet en partage d'une richesse exceptionnelle en diversité, en savoir faire et en produits et paysages de qualité. Cependant, cette richesse demeure très insuffisamment valorisée alors que les problèmes de non durabilité ne cessent de s'accroître. Le temps est donc venu de donner à cette grande initiative qu'est l'Union pour la Méditerranée un contenu et une dynamique opérationnelle par l'affirmation d'une ambition commune sur les terroirs. Des programmes et des projets concrets permettant de conforter la réflexion stratégique et de multiplier les partenariats de recherche et les coopérations décentralisées entre l'Europe, le Sud et l'Est méditerranéen, pour apprendre les uns des autres, valoriser nos atouts communs, promouvoir un développement agricole et rural beaucoup plus durable et renforcer le positionnement stratégique de la Méditerranée dans la mondialisation s'imposent. Ils sont en effet une condition de notre stabilité et de notre prospérité partagée. Nous attendons donc beaucoup du Forum et de la prochaine réunion ministérielle de l'UPM consacrée à l'agriculture, au développement rural et à la sécurité alimentaire. Je souhaite plein succès au 3ème Forum Planète Terroirs, un Forum qui apportera, sans aucun doute, une contribution nouvelle et essentielle à la construction de notre avenir commun. Et je vous remercie de votre attention.

Allocution de Catherine de Menthière, - Conseillère en charge de l'Espace Rural au cabinet de Michel Mercier - Ministre français de l'Espace Rural et de l'Aménagement du Territoire.

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs

Michel MERCIER, ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire regrette sincèrement de ne pouvoir être à vos côtés aujourd'hui et il m'a chargé de vous assurer de tout son soutien et de vous délivrer ces quelques mots en introduction de vos travaux.



Je souhaite, tout d'abord, remercier le Royaume du Maroc, l'UNESCO et le Président Dominique Chardon ainsi que tous les acteurs du terroir de Chefchaouen d'avoir pu faire en sorte que le 3ème Forum Planète Terroirs puisse se tenir ici, sur la rive Sud de la Méditerranée. Le choix du Maroc est, à nos yeux, particulièrement pertinent car votre pays s'est engagé depuis avril 2008 dans une nouvelle stratégie agricole ambitieuse et innovante : le Plan Maroc Vert. Le Plan Maroc Vert témoigne en effet d'une évolution en profondeur de la vision du développement agricole du pays. Je pense en particulier à son pilier II dédié au développement solidaire de la petite agriculture.

Celui-ci invite en effet à un nouveau regard sur ce type d'agriculture, puisqu'il vise la professionnalisation et la structuration des acteurs, première clef du développement rural, en donnant une grande importance aux produits et aux dynamiques de terroirs. Je souhaite ici dire combien la France suit avec la plus grande attention les progrès générés par la mise en oeuvre du Plan Maroc Vert. Elle est heureuse également de pouvoir y apporter sa pierre à travers nos partenariats de réflexion et d'action, et par l'appui de l'Agence française de développement. J'ai noté, en particulier, avec intérêt toutes les avancées récentes permises par nos coopérations décentralisées sur les terroirs et les produits d'origine, qu'elles relèvent du niveau régional ou local.

Monsieur le Ministre, en votre qualité de président de la région SOUSS MASSA DRAA, vous avez vous-même montré l'exemple et je me réjouis de la reconnaissance de ce projet emblématique que représente l'officialisation de la première IG « Huile d'Argane ». Que les familles vivant en zone rurale puissent, à travers la reconnaissance de ce terroir, s'organiser collectivement et capter localement la valeur ajoutée de la production d'huile d'argan, représentera pour votre pays une grande avancée.

Que demain, la reconnaissance de l'IG Viande d'agneau Béni Guil permette à son tour aux éleveurs des hauts plateaux de l'Oriental, de faire reconnaître la valeur de leurs produits et de leur savoir-faire, pourrait aussi avoir une grande portée. Dans ces deux cas, comme dans beaucoup d'autres, y

compris les petits projets comme l'huile d'olive IG Tyout Chiadma, les enjeux, on en a bien conscience sont essentiels. Il s'agit en effet de réduire les bas revenus, de sauvegarder les savoir-faire et de préserver voire de restaurer en même temps les écosystèmes. Il s'agit aussi et nous le savons bien de traiter les questions d'exode rural. De ces initiatives peuvent naître également un développement économique de plus grande ampleur alliant par exemples l'artisanat et le tourisme.

De véritables systèmes de développement local ont pu ainsi se construire en France tel que celui du plateau de l'Aubrac, qui a valeur d'exemple et qui a justifié pleinement d'être choisi pour lieu du premier forum Planète Terroirs.

La troisième édition de ce forum se tient aujourd'hui hors de France et démontre le chemin parcouru par l'association Terroirs et Cultures animée par une équipe dynamique dont je salue l'engagement. Aujourd'hui, nous pouvons dire, Monsieur le Ministre, que votre pays, et il n'est pas le seul en Méditerranée, présente assez d'atouts, pour affirmer que le moment est venu de passer à la vitesse supérieure au niveau euro méditerranéen.

Il nous faut en effet répondre de façon pragmatique et concrète aux enjeux globaux et locaux, auxquels nous sommes, en Méditerranée, confrontés individuellement. Et, à cette fin, il nous faut œuvrer collectivement à ce que l'Union pour la Méditerranée, cette grande initiative voulue par nos chefs d'Etat et de gouvernements, devienne chaque jour davantage une réalité en mouvement.

Or, avec les terroirs, nous sommes bien dans un domaine où nous pouvons donner un contenu opérationnel à notre destin commun. Notre richesse partagée est en effet exceptionnelle et agir de façon concertée pour faire des produits de terroirs une offre méditerranéenne valorisable dans chacun de nos pays mais aussi dans le reste du monde, pourrait devenir un véritable projet partagé de développement durable.

Ce Forum arrive donc au meilleur moment et il faut s'en réjouir. Merci au Maroc et merci à Dominique Chardon.

Introduction par les organisateurs

Intervention de Ahmed Achernan, Président de l'ATED

Monsieur le Ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, Monsieur le Gouverneur, Mesdames et Messieurs les invités du 3^{ème} Forum International « Planète terroirs – Chefchaouen, Maroc 2010 »,

D'abord et avant tout permettez-moi de souhaiter la bienvenue à nos invités et de les remercier d'avoir accepté notre invitation, votre présence ici aujourd'hui n'est que preuve de votre intérêt pour

ce forum et pour le terroir dans toutes ses composantes et ses manifestations.



Le 3^{ème} Forum International « Planète Terroirs - Chefchaouen, Maroc 2010 », que notre association ATED co-organise avec Terroirs & Cultures est le premier du genre sur la rive sud de la Méditerranée. Ce qui le caractérise et lui donne une dimension particulière c'est qu'il est sous le haut patronage de sa majesté le Roi Mohammed VI, et le patronage de l'UNESCO et appuyé par beaucoup de partenaires marocains, français et espagnols.

Ce Forum International « Planète Terroirs - Chefchaouen, Maroc 2010 » correspond à la philosophie, aux objectifs des plans et des stratégies nationaux et internationaux, en particulier le 2^{ème} pilier du Plan Maroc Vert. Il correspond aussi aux objectifs de notre association et de ces partenaires locaux et internationaux.

Pourquoi avoir choisi la ville de Chefchaouen pour la tenue de ce Forum ?

Et pourquoi l'ATED comme co-organisateur ?

Deux questions qui s'imposent ... auxquelles je vais essayer de répondre.

D'abord les caractéristiques de la ville de Chefchaouen : sa position géographique spécifique, son environnement, sa riche histoire, sa médina, ses ruelles, sa richesse culturelle, ses reliefs difficiles, son climat, ses atouts naturels comme le Parc National de Talassemtane et le Parc Naturel de Bouhachem et sa position centrale dans la Réserve de Biosphère Intercontinentale de la Méditerranée (RBIM) ; la ville appartient à une région montagneuse et rurale, où la diversité des populations entraîne une diversité de coutumes, de savoir faire et de patrimoines.

Ses caractéristiques et autres ont pu faire de Chefchaouen un lieu d'échanges des savoirs et des expériences et de promotion des produits de terroir, leur valorisation et leur commercialisation.

Pourquoi l'ATED a été choisie pour co-organiser le forum « Planète Terroirs » avec Terroirs & Cultures en partenariat avec d'autres institutions ?

ATED depuis sa création en 1996 a montré son intérêt pour le terroir et le local, intérêt qui n'a cessé de croître. Sa large implication avec la population locale en lien avec son environnement, a pour objectifs de préserver et valoriser les patrimoines locaux (matériels et immatériels) et les ressources naturelles de la région et favoriser la sécurité alimentaire locale.

Notre association grâce à ses partenaires donne une grande importance au développement des territoires ruraux de la Province de Chefchaouen et plus largement de la région Tanger Tetouan et du territoire sud de la RBIM. Nous travaillons pour le développement en nous appuyant au maximum sur les patrimoines locaux. Nos champs d'action sont divers et nous nous concentrons dans nos activités et nos interventions sur la valorisation des produits jbala à travers :

L'exécution de projets liés au tourisme rural pour faire connaître le milieu naturel spécifique de la région et créer des opportunités de travail dans le monde rural autour notamment de la promotion des produits de terroir et de leur commercialisation

L'exécution de projets pour améliorer les compétences des populations locales pour produire et commercialiser les produits de terroir par la création et l'appui de coopératives.

L'appui à la commercialisation de produits de terroir ou locaux en organisant la participation des producteurs à des foires régionales ou nationales.

L'exécution de projets environnementaux pour faire connaître et protéger les richesses naturelles de la région.

L'appui de projets qui permettent de sauvegarder le caractère jebli et andalous de la région

Ces prestations et autres ont fait de l'ATED une institution au service des produits de terroirs chaouni et des acteurs. Une tâche qui renforce notre engagement avec la population et nos partenaires.

Cela a augmenté notre enthousiasme et notre volonté pour que le 3^{ème} Forum International « Planète Terroirs - Chefchaouen, Maroc 2010 » se tienne à Chefchaouen avec la volonté d'associer un maximum de partenaires et particulièrement les acteurs locaux : associations, acteurs économiques, personnes intéressées.

Plusieurs niveaux d'objectifs pour ce Forum :

- Localement : la promotion des produits de terroir de Chefchaouen en quête de nouveaux partenaires qui assureront la valorisation de ces produits à travers le monde ainsi que la

création d'une nouvelle approche qui garantira le développement d'un projet socio-économique durable autour du terroir dans la région.

- National : l'appui des stratégies nationales qui encouragent le développement des produits de terroir, et en particulier le 2^{ème} pilier du Plan Maroc Vert.
- International : promotion des produits de terroirs et la préservation des savoir faire qui reflètent les interactions Homme/ milieux naturels et aussi encourager l'échange des expériences et des directives de développement du réseau Planète Terroirs

Mesdames et messieurs,

Nous vous promettons durant ces 3 jours que vous allez passer parmi nous, un programme riche préparé par des experts et qui traitera du « terroir à travers toutes ses composantes ».

Encore une fois merci pour votre présence et pour votre contribution à ce Forum par vos savoirs, vos expériences et vos propositions.

Enfin je veux rendre hommage à tous celles et ceux qui ont participé à la préparation de cet évènement en particulier le Comité Local d'Animation et d'Organisation et le Comité scientifique.

Merci aussi aux acteurs de l'ATED et de Terroirs & Cultures,

Merci aux partenaires et coopérations

Mesdames et messieurs,

Je souhaite la réussite de ces travaux, et je vous souhaite un bon séjour dans la perle de la montagne, la ville sur laquelle un poète a dit :

« Moi je suis Chefchaouen, je suis le paradis de la Montagne... »

Intervention de Dominique Chardon, Président de Terroirs & Cultures

Monsieur le Ministre, Monsieur le Gouverneur, Madame La Conseillère du Ministre, Messieurs les Directeurs, Chers amis,

Chefchaouen 2010 : Sommet des Terroirs de la Planète !

Nous sommes entrain d'écrire, j'en ai la conviction, une belle page d'Histoire.



Notre événement a reçu le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI. Nous mesurons l'importance et la portée symbolique de cette reconnaissance et les obligations que cela nous donnent.

Elle témoigne de la volonté de sa Majesté de développer, avec le pilier II du grand Plan Maroc Vert, les politiques spécifiques aux régions défavorisées. Son importance est considérable pour le développement des politiques propres aux Terroirs, à leurs Produits et aux Hommes qui y et en vivent.

Mais bien au delà c'est une formidable signe de soutien pour le mouvement « Planète Terroirs ». Il apporte un encouragement sans précédent pour montrer que le Terroir représente un véritable bien commun pour l'humanité !

Heureux aussi de retrouver l'appui de l'UNESCO. Nous sommes profondément honorés que Madame Irina Bokova sa Directrice Générale ait renouvelé son patronage. Monsieur Quéau, Directeur Régional Maghreb, transmettez lui nos plus chaleureux remerciements. Depuis le début de notre action l'UNESCO nous a toujours soutenus. Nous savons combien cet engagement se concrétise aussi dans la volonté d'associer les états membres dans notre Dynamique, bien au delà, de ces journées.

La présence dans cette salle de représentants de onze zones de biosphères témoigne de cet engagement. Salvatore Arico nous vous devons beaucoup dans ce partenariat et nous ne l'oublions pas. Cette étroite collaboration nous a aussi permis de relier notre action sur les terroirs aux dimensions des conventions sur les diversités humaines, biologiques et culturelles dont vous êtes les garants.

A l'image de cette Foire Nationale des Produits de terroir organisée spécialement pour notre Forum sur l'Esplanade Mohamed VI. Chacun pourra la découvrir. Quelle merveilleuse initiative avez-vous pris là Monsieur le Ministre! Que de talents réunis ! Des seize régions du Maroc, des paysans, des

techniciens et des acteurs sont venus pour présenter leurs produits, les faire déguster et nous montrer tout leur savoir faire. Et bien sûr les vendre. Vendredi je croisais les représentants de la région d'Oued Dahab Lagouira. Hier c'étaient ceux de Laayoune. Ils ont parcouru plus de 2000 Kms /2500 kms pour être à nos côtés. Comme ceux de toutes les provinces, je veux les saluer et leur dire combien nous sommes fiers de les avoir avec nous ! Je n'oublie pas non plus les producteurs caprins qui tiennent aussi leur foire régionale en ce moment à Chaouen. Vous leur rendrez visite, j'en suis certain.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche nous savons combien vous teniez à l'organisation de ce Forum International. L'accord que vous avez scellé avec Michel Barnier, alors Ministre de l'Agriculture Français, voici maintenant un an et demi se concrétise aujourd'hui. Et de quelle belle manière !

Depuis des mois vous avez sollicité les services et les moyens de votre Ministère. La mobilisation de Monsieur Hassani Directeur Régional de l'Agriculture et de toutes les structures régionales – en étroite collaboration avec la Chambre Régionale d'Agriculture – a permis un très efficace soutien à l'organisation de notre Forum. Vous avez également demandé la contribution du Président du Conseil Général du Développement Agricole M. Ait Kadi pour son expertise. Il nous a accompagnés et soutenus depuis plus d'un an ne ménageant pas sa peine. Nous l'en remercions.

Le challenge est entrain d'être relevé. Nos travaux ne pouvaient débiter sur un plus beau signe ! Pour cette marque de confiance et pour votre présence aujourd'hui soyez chaleureusement remercié.

Je veux également remercier en votre nom à tous Monsieur le Gouverneur de Chefchaouen pour son appui efficace et constant.

Mais la grandeur de l'événement tient aussi à la beauté de l'écrin qui l'accueille : Chefchaouen. C'est un cadre magique, une ville bleue dont le Président, Monsieur Sefiani a soutenu avec conviction et j'ajouterais avec enthousiasme le Projet. Merci à vous et à tous vos élus pour cette aide. Je sais votre combat pour inscrire votre ville dans l'excellence environnementale et votre mobilisation pour obtenir la reconnaissance de la diète Méditerranéenne au sein du patrimoine mondial de l'UNESCO. Que nos journées contribuent à vous aider à relever ces beaux challenges.

J'aurais l'opportunité à d'autres moments de vous dire combien nous avons apprécié tous les autres soutiens institutionnels et financiers de tous nos partenaires sans qui rien n'aurait été possible à cette dimension.

Je pense au Ministère Français de l'Agriculture, dont je salue les représentants présents, et à l'ambassade de France. Je pense au Ministère Marocain de la Culture. Je me dois aussi de témoigner

de la forte implication de la Junta Andalousia et de la Generalitat de Catalunya. Les Régions de Tétouan-Tanger, de Provence Alpes Cotes d'Azur, du Languedoc Roussillon ont aussi pris une part active dans notre démarche avec le Conseil Général du Vaucluse et l'agence de coopération des îles Baléares. Je me dois enfin de souligner l'engagement à nos côtés des grandes agences de développement tels que l'AFD (l'Agence Française de Développement) l'Agence de Développement Social du Maroc, l'INDH, l'Agence pour la promotion et le développement du Nord. Le Crédit Agricole du Maroc est également un partenaire majeur de notre action et bien sur un acteur essentiel du développement.

Mesdames, Messieurs, il me semble essentiel de souligner le contexte spécifique de la préparation de ce Forum. Depuis des mois, des équipes se croisent aussi bien à Chefchaouen, Rabat, Montpellier, Tanger, Paris ou Barcelone.

Ce bouillonnement général d'activités est un défi et un pari. Mais n'est ce pas là le seul vrai secret des réussites qui sont toujours à l'origine des grands mouvements. Tout cela sous la coordination des petites équipes de nos deux Associations ATED – dont je remercie chaleureusement le président, le vice-président et le trésorier - et de Terroirs & Cultures. Je veux saluer l'implication de tous ses administrateurs et de tous ses collaborateurs. Le tout appuyé par le Comité Local d'Organisation. Avec la précieuse collaboration du Comité scientifique Planète Terroirs - co-présidé par Jacques Lefort et Claude Béranger - et des nombreux organismes de recherche et du Comité de panel d'experts du CGDA animé par Guillaume Benoit. Les paroles ne suffiront pas pour exprimer la réalité de cette aventure humaine.

Que toutes et tous soient remerciés pour leur contribution à la mise en œuvre de cette approche Terroir.

Nous pouvons aujourd'hui prendre la mesure du travail réalisé!

- Prés de 500 participants présents,
- Prés de trente pays présents,
- Des centaines de repas et de nuitées à organiser,
- 180 personnes ressources auront travaillé sur les sujets de fonds et vont continuer à animer ce Forum
- Une traduction simultanée en 4 langues
- Des plates-formes d'échanges collaboratifs
- Et surtout la volonté commune de travailler au rapprochement des idées et des concepts pour ne pas dire de la traduction du mot « Terroir » pour l'internationaliser

Une telle énergie mobilisée exige de notre part une obligation de résultats. Le programme ne fait pas mystère du travail à réaliser. Le Forum n'est pas prétexte à une ballade exotique !

Ici, nous devons donc poursuivre la construction de « l'approche terroir ».

Et elle passe par le Maroc et les pays Sud. Les enjeux sont donc autres.

- Défi de la petite paysannerie,
- Défi de l'alimentation,
- défi économique,
- défi démographique,
- défi du maintien des diversités.
- défi de la survie, parfois

Tous s'additionnent ! Notre responsabilité commune est donc forte ! Il faut travailler, fouiller, réfléchir, innover, comparer, inventer pour bâtir collectivement des réponses !

Durant ces trois jours nous devons confronter nos visions, échanger sur nos savoirs respectifs, croiser nos expériences.

Bien sûr, comme toutes les belles histoires, ce Forum est d'abord né d'une rencontre. Celle avec M Chriqi, alors DPA de Chefchaouen, présent au dernier Forum des Dentelles de Montmirail. Merci Abdeslam de nous permettre de vivre ce moment. Nous avons trouvé sur ces terres les points d'ancrage idéaux pour travailler aux conditions d'émergence et/ou de développement des terroirs.

Chefchaouen d'abord ! Au cœur de la réserve de biosphère intercontinentale de la Méditerranée. Vous allez le découvrir, cet après midi, des Hommes ont fait ici le choix de bâtir un avenir s'appuyant sur la construction « d'un panier de biens et services territorialisés » ou « koffa » en valorisant leurs ressources locales - et elles sont multiples - pour s'offrir un avenir. Le tourisme y prenant une part essentielle. Soyons à leur écoute pour apprendre et comprendre sans jugement ! Soyons tous attentifs pour œuvrer à notre modeste niveau à appuyer cette dynamique locale.

Le Maroc ensuite : Le Plan Maroc Vert lancé en 2008, met en œuvre le deuxième pilier spécifiquement dédié au développement solidaire de la petite agriculture et de toute la filière des produits de terroir. Il met l'accent vous le verrez durant ces journées sur les produits de qualité. Il s'inscrit dans une démarche de développement rural intégré. L'enjeu est considérable pour les régions à handicaps, les zones sèches, les montagnes et les oasis. Les Hommes et les produits de terroirs sont au cœur de cette politique. Il cherche à garantir la sécurité alimentaire en répondant aux préoccupations de notre époque : celles de garantir la durabilité et de protéger les

valeurs de diversités biologiques et culturelles en s'appuyant sur un développement économique. Sachons nous en inspirer pour élaborer notre pensée et élaborer notre plan d'action.

La Méditerranée aussi ! Au Nord comme au Sud, terre de complexité et de contraste elle n'en est pas moins exemplaire du champ des possibles ouvert par les terroirs autour des enjeux de développement durable et de préservation des cultures et des écosystèmes. La présence ici de délégations, de Tunisie, du Liban, d'Égypte, de Syrie, en est une preuve de plus

Enfin, ce triptyque doit nourrir une large réflexion internationale ! C'est l'autre enjeu de notre rendez-vous. Vietnam, Canada, Brésil, Japon, Pays d'Europe et une forte participation des pays africains en témoigne.

Mesdames, Messieurs,

Nos trois journées de travail doivent nous permettre de débattre d'un enjeu majeur :

N'y aurait-il dans le monde qu'une réponse technique et économique modélisée pour les Régions « privilégiées ». Celles bénéficiant d'avantages géographiques, naturelles climatiques ou techniques ? Et donc par voie de conséquence, aucune, ou si peu de réponses pour les régions à handicaps multiples dans lesquelles les communautés humaines seraient irrémédiablement condamnées à la marginalité.

Elles ont le droit d'accéder au respect pour leur propre développement sans esprit de compétition entre les systèmes de production.

Diversité, durabilité, Terroirs et Développement voilà la demande posée.

L'histoire n'a pas dit son dernier mot. Nous constatons chaque jour combien les réussites économiques sont fragiles. Et force est de reconnaître que nous devons réinventer par rapport aux modèles dominants. Et, les terroirs ont droit au développement en faisant appel à la promotion des Hommes par la formation, la réflexion, la prise de conscience et par le « travailler ensemble ». Même si ce n'est pas facile. Nous sommes dans la complexité. Notre choix de développement se nourrit de la transversalité et intègre la dimension des diversités biologiques et culturelles. Surtout il donne corps à une vision nouvelle et complémentaire des fonctions de l'agriculture. L'analyse des atouts et handicaps nous montre au contraire que même sur le plan alimentaire le respect, la valorisation, la promotion des cultures vivrières peuvent fournir une des réponses.

Attention, il n'est point là, question d'un retour au passé, de la mystification des temps anciens. L'innovation, le progrès technique prennent toute leur place dans notre conception.

Nous sommes ici nombreux à venir du monde paysan. Nous avons ainsi découvert l'intérêt de ces « approches Terroir » au même moment où nous pressentions la fin d'un cycle. Celui de l'uniformisation des démarches technico-économiques basées le plus souvent sur la massification. La seule réponse était alors quantitative. Elle amenait à la seule dimension des réductions des coûts de production ! Loin d'une recherche de création de valeurs ajoutées. L'élaboration des produits de terroirs inversent la tendance. La valorisation de l'origine, le lien aux paysans, aux artisans, aux acteurs de terroirs aux savoirs et aux savoir-faire y est privilégié. Le « Terroir » accroche l'économie et donc les populations aux territoires en leur rendant la fierté de produire bon et beau ! A nous d'en faire la démonstration !

Les terroirs ont d'autant plus besoin du progrès technique comme ils ont besoin d'une économie marchande. Cela exige d'intégrer la dimension commerciale qui s'appuie sur une communauté humaine, une histoire, une race, une variété, un paysage, un lieu, des cuisines. Nous sommes dans l'exigence de la différenciation par la segmentation, le marketing, la promotion des terroirs, la communication... Cela exige la professionnalisation.

Vous le voyez le chantier est immense. Il n'est d'ailleurs qu'un départ et doit s'inscrire dans le temps. Votre travail en profondeur doit permettre d'élaborer de nouveaux itinéraires pour répondre à ce bon de commande.

Les visites, les ateliers de recherches/action vont vous permettre de continuer de répondre à ce challenge. Albert Einstein a dit "Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé." Alors mes amis au travail !

Le Forum est aussi un instant de partage, un temps pour faire connaissance, pour échanger nos expériences où nos cartes de visite. Pour créer de l'ambiance, du lien social et de la convivialité. Nos amis de Chaouen ont fait le nécessaire pour cela.

Encore merci à tous pour votre accueil. Bon Forum à toutes et à tous

Cérémonie de passage de relais entre les organisateurs des Forums Internationaux « Planète Terroirs » Aubrac 2006, Dentelles de Montmirail 2008 et Chefchaouen 2010



L'« approche Terroir » : itinéraire pour le développement durable des pays du Sud et pour la sauvegarde des diversités dans le Monde ?

En quoi « l'approche Terroir » peut apporter des réponses innovantes, durables et contemporaines ? par Jacques Lefort, Secrétaire Général et co-responsable du comité de pilotage scientifique international de Terroirs & Cultures

Monsieur le Ministre, Madame la Représentante du Ministre, Messieurs les Présidents, Monsieur et Mesdames les Directeurs, Mesdames, Messieurs,

Le but de cet exposé, est de situer, à travers les expériences et les acquis, ce que nous pouvons

dire aujourd'hui sur le terroir, les produits de terroir et leurs enjeux. Cet exposé a été préparé avec Claude Béranger et Jacques Fanet qui n'ont pu être présents et qui le regrettent énormément ; et je tiens à rappeler l'importance de leur travail dans la préparation de ce forum.



Ces expériences, ces acquis ont été obtenus grâce à des témoignages de nombreux chercheurs, de nombreux acteurs des Terroirs, et c'est eux qu'il faudrait remercier aujourd'hui dans la construction de ce que j'appellerais un socle commun, mais aussi des interrogations communes. En effet, ce que je dis aujourd'hui n'est pas une somme de certitudes, c'est un état de la réflexion, et nous devons avoir à l'esprit cette modestie permanente : les terroirs et la société rurale comme toute la société sont en construction permanente, et vouloir arrêter cette construction avec une somme d'affirmations me semblerait pour le moins incongru.

Les terroirs : une approche novatrice

Les « Terroirs » sont des espaces vivants et innovants qui concilient le développement économique et social des espaces ruraux avec la préservation de l'environnement et la promotion des valeurs culturelles. En effet, dans le contexte de standardisation et d'uniformisation engendrée par la mondialisation des échanges, il s'agit de maintenir et valoriser le patrimoine local matériel et immatériel, la diversité biologique et la diversité culturelle.

Mais nous sommes dans un contexte de crise. Cette crise s'exprime sous différents aspects qui sont très fortement écologiques, et pas seulement financiers et économiques. Il faut aussi rappeler qu'une majorité d'espaces et de sociétés humaines sont tout à fait en dehors de ces grands flux économiques dont nous parlons tant. Et ces sociétés nous rappellent à l'ordre. Face à ces situations d'inégalité, de crise, comment peut-on s'appuyer sur les terroirs, sur le patrimoine local, biologique, naturel mais aussi culturel, pour faire face à cela ?

Le concept de terroir n'est pas une idée nouvelle... Et c'est un mot ; c'est un mot français qui n'a pas de mot équivalent dans la plupart des langues et certains pays ont adopté de fait le mot *terroir*; ce qui veut dire que le mot peut s'internationaliser comme d'autres mots l'ont fait. Ce n'est pas à nous de décider, l'Histoire le fera.

Une équipe de recherche française INRA-INAO a tenté une définition du mot terroir:

DEFINITION ADOPTÉE LORS DES « RENCONTRES INTERNATIONALES PLANÈTE TERROIRS » 2005

« Un Terroir est un espace géographique délimité, défini à partir d'une communauté humaine qui construit au cours de son histoire un ensemble de traits culturels distinctifs, de savoirs et de pratiques, fondés sur un système d'interactions entre le milieu naturel et les facteurs humains. Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et permettent une reconnaissance pour les produits ou services originaires de cet espace et donc pour les hommes qui y vivent. Les terroirs sont des espaces vivants et innovants qui ne peuvent être assimilés à la seule tradition ».

La première observation est qu'il s'agit d'une construction humaine. C'est aussi une dynamique, pas quelque chose de figé mais qui se construit dans l'histoire et qui se poursuit, grâce à l'innovation, dans la nouveauté. Troisièmement, il y a un lien fort entre la communauté des hommes de ce terroir et le milieu naturel et ses composantes ; c'est une sorte de contrat entre l'homme et le milieu naturel qui construit à partir de cela toute une identité, des produits et une activité économique. Tout cela n'est possible que parce que cette communauté mobilise une culture, des savoirs et des savoirs faire.

L'approche terroir est donc une forme de gestion intégrée du territoire façonné par des pratiques sociales et culturelles en interaction avec des composantes biogéographiques. Elle doit permettre de conserver la diversité biologique et culturelle des territoires ruraux, en favorisant et valorisant les interactions entre ces deux socles de la condition humaine, en créant de la valeur ajoutée appropriable localement et durablement, tout en évitant les écueils du repli identitaire et de l'isolement local par rapport au développement global.

L'approche terroir s'inscrit résolument dans la vision défendue par l'UNESCO d'un développement durable à quatre piliers : l'écologique, l'économique, le social et le culturel.

L'enjeu identitaire

L'enjeu identitaire concerne les espaces et les sociétés : le terroir est un espace géographique, délimité et dynamisé par une société humaine pour des produits à identité locale. La notion d'espace est très importante. Nous l'avons rencontrée lors du dernier Forum aux Dentelles de Montmirail : des produits qui avaient des appellations d'origine contrôlée – il y en avait quatre en l'occurrence – étaient dans des limites qui ne se recoupaient pas. Les acteurs locaux, les producteurs, leurs

organisations se sont rendus compte qu'ils étaient concernés par un espace commun, par une sorte de grand terroir, les Dentelles de Montmirail. Tous se sont retrouvés autour de cette identité commune à travers une réflexion basée sur la relation des produits avec l'espace concerné.

Il y a un enjeu également autour de la valorisation locale des ressources par les savoirs et les savoir-faire locaux. L'exemple qui me vient à l'esprit, c'est celui du Beaufort, un fromage français : à travers la gestion de troupeaux, la gestion des alpages, la fabrication fromagère en différents lieux, toute une mobilisation de savoirs et de savoir-faire aboutit à des produits d'une qualité et d'une typicité remarquables.

Les terroirs sont des espaces de projets basés sur une dynamique d'innovation. Et là, je pense à l'exemple de l'Aubrac. Il y a une dynamique d'innovation qui a été générée par une communauté humaine menée par quelques hommes de valeur et qui s'est mis au service de l'identité et du développement des produits. Croire que le terroir c'est une nostalgie, un retour en arrière, un culte d'un produit ancien, est une erreur profonde. Certes, un terroir a ses racines mais un terroir c'est quelque chose qui vit et se développe. Et sans l'innovation, il n'y a pas de vie et pas de développement.

Le dernier point dans ce premier enjeu identitaire est le lien avec les consommateurs. Qu'ils soient urbains, qu'ils soient de proximité ou régionaux, ou qu'ils soient lointains, il est clair que les consommateurs aujourd'hui voient dans le terroir quelque chose qui les relie à une identité, à des racines et qui leur donne une ouverture sur la diversité. Et cette recherche n'est pas le privilège de sociétés, aisées ou enrichies. A Madagascar les consommateurs des Hautes terres expriment toute la nostalgie et le besoin qu'ils ont de retrouver un certain riz qu'est le *vary mena*, le riz rouge, qui représente quelque chose de fort dans leur identité. Ce lien des consommateurs débouche sur des notions de marketings adaptés. On n'est pas dans la nostalgie, même s'il y a un support culturel bien évidemment, on est dans la construction.

L'enjeu économique

Les terroirs, ce sont d'abord des accès à des marchés mieux protégés par des labels, des appellations. Ce qui veut dire qu'un environnement réglementaire national est incontournable. On ne peut pas construire une économie de terroir sans une politique nationale de labellisation autour des indications géographiques.

Le terroir n'est pas une approche classique en économie, notamment en économie libérale. C'est en fait une forme particulière d'économie caractérisée par la valorisation locale de savoirs et de savoir faire locaux. Le produit de terroir est donc un produit local avec son identité (ou son originalité) ce qui permet de distinguer le produit du terroir de celui d'un autre terroir. Un produit de terroir est

également un produit de qualité selon des procédures et des normes précises. Et dans cette qualité, il y a le point spécifique de la typicité qui est conférée au produit en s'appuyant sur les techniques de production et de transformation du dit produit. C'est cet ensemble de caractéristiques qui correspond le plus souvent à une réputation et à une certaine valeur marchande du produit.

Il faut évoquer le risque de monoproduction : dans de nombreuses régions, le poids dominant, sinon exclusif d'une production agricole a des conséquences négatives graves, économiques, face à des aléas du marché et écologiques par l'absence de diversité. Les exemples sont nombreux en régions tropicales : cacao, canne à sucre... mais aussi méditerranéennes avec l'olivier ou vigne par exemple. Et la démarche terroir ne doit évidemment pas conforter ce risque en spécialisant un territoire au détriment de la diversité et de la répartition des risques pour les revenus des producteurs.

J'ajouterai l'importance de la transformation et de la valorisation locale dans les terroirs. Un produit de terroir, n'est pas seulement un produit agricole ou artisanal brut, c'est un produit qui subit toute une transformation locale, de façon à apparaître avec toute la richesse de la filière concernée. L'huile d'Olive de Tyout Chiadma est un bon exemple au Maroc. Seule la transformation locale assure la valeur ajoutée pour l'économie locale tout en renforçant l'identité locale du produit.

Enfin, il y a un dernier point en matière d'enjeu économique, c'est la répartition locale de la valeur ajoutée. Seule la mobilisation des acteurs peut permettre une répartition ou une redistribution locale. Sinon, on peut avoir des situations d'entreprises qui monopoliseraient la manne économique des terroirs ce qui limiterait singulièrement l'impact de ces terroirs sur le développement local.

L'enjeu de diversité culturelle et biologique

Les terroirs sont porteurs de diversité culturelle : lieux, histoire, savoirs, distinguent chaque terroir et leur permettent de s'identifier les uns par rapport aux autres et d'apporter chacun leur pierre à une construction commune. Et la somme de tous ces terroirs peu à peu construits rappelle qu'il y a une grande diversité entre les terroirs : la diversité culturelle est aussi celle qui existe entre les différents terroirs. On est dans un renouveau en quelque sorte de la reconnaissance des cultures locales à travers les terroirs.

De même, les terroirs sont porteurs de diversité biologique : ce sont des lieux de gestion responsable de la diversité biologique car les facteurs naturels spécifiques sont rendus actifs par le savoir des hommes. En outre, bon nombre de produits de terroirs sont puisés dans la richesse biologique et constituent un rempart puissant contre la perte de cette diversité par la protection que leur labellisation assure. Les terroirs et leurs produits constituent une des réponses efficaces contre la standardisation des produits et la perte de diversité biologique qui en résulte.

La combinaison des deux, l'identité culturelle et la diversité culturelle, les facteurs naturels, les écosystèmes et leurs diversités, fait que l'on a les conditions de ce qu'on pourrait appeler une durabilité vertueuse. Les terroirs sont un exemple de durabilité.

L'enjeu d'appropriation par les acteurs locaux

Nous l'avons déjà rappelé, l'environnement réglementaire national doit exister. Mais il n'y a pas de bon environnement réglementaire national s'il n'est pas dialogué avec les communautés locales. Dans une petite région de France qui s'appelle le Salers, à propos d'un dialogue sur quel type de matériel utiliser dans la fabrication du fromage, les communautés locales voulaient garder une gerle en bois (pour la réception et le caillage du lait) qui préserve les flores indigènes, et la réglementation européenne disait : « Non, sur le plan de l'hygiène, ce n'est pas possible, il faut passer absolument à un matériel en inox ». Le dialogue fut rude mais les locaux eurent gain de cause.

L'appropriation du concept et de la pratique du terroir et de ses composantes par les acteurs locaux (producteurs, transformateurs, artisans, commerçants, agents de développement...) constitue une impérieuse nécessité pour la réussite d'un terroir et le développement de ses produits. Cela suppose une mobilisation, une organisation et une responsabilisation de ces acteurs locaux. La bonne gouvernance d'un terroir ne peut que se situer dans cette perspective et elle doit donc disposer de tout l'appui mais aussi de toute l'autonomie nécessaires pour cela. Cela suppose une volonté politique, des leaders diplomates et déterminés sachant englober et dépasser les cahiers des charges de chacun, les intérêts et les langages différents. Notons que Les politiques nationales et de firmes peuvent contrer ou bien favoriser ces dynamiques locales.

L'enjeu de développement durable

Les terroirs permettent une combinaison vertueuse des composants d'un développement durable : un développement économique par la valorisation de produits et services locaux et spécifiques, une gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité, une promotion et une protection de la diversité culturelle et enfin une vie sociale des territoires concernés. Le développement durable est l'enjeu majeur des terroirs.

Il y a une valorisation économique des produits locaux spécifiques. Et cette valorisation économique prend tout son sens dans la diversité des productions au sein même d'un terroir ou d'une petite famille de terroir, d'un espace de terroir. Cette diversité, on l'appelle « panier de terroir » ou « panier de biens et services ». Dans des pays en émergence, dans des pays en développement, dans des pays qui voient aujourd'hui leur économie se développer fortement, la place des terroirs aura tout son sens, que s'ils sont capables d'aligner des produits agricoles diversifiés, mais aussi des produits artisanaux et des produits touristiques. Il y a donc à construire des formes de reconnaissance pour

les produits qui ne soient pas forcément des produits agricoles. J'ai évoqué l'Aubrac avec son couteau. Son couteau n'a pas d'appellation d'origine parce qu'il n'y a pas d'appellation d'origine sur ce type de produit. Mais pourtant, le couteau de Laguiole est un produit de terroir et il faut trouver une modalité de reconnaissance, de labellisation pour de produit. Il en est de même de gîtes ruraux ou de produits touristiques marqués par une forte typicité et pour lesquels il faut aussi penser à une appellation.

Un deuxième enjeu concerne la gestion et la valorisation des diversités locales. Il s'agit tout d'abord des ressources du milieu pour lesquelles il faut –là où s'est possible- sortir de la stricte protection, notamment des paysages, pour insérer cette diversité dans une dynamique de développement, avec les sociétés humaines concernées. On doit penser aussi à des ressources immatérielles, les cuisines et systèmes alimentaires locaux. Il y a une richesse considérable de diversité qui marque et renforce même les identités locales des terroirs et constitue un atout important de développement. A titre d'exemple, on n'imagine pas - du moins moi je n'imaginai pas – la diversité qu'il peut y avoir dans les préparations des couscous sur l'ensemble du Maghreb. Il y a également la promotion et le renforcement et la protection des diversités culturelles, j'en ai un peu parlé et donc je ne reviendrai pas dessus.

Je conclurai en rappelant qu'un professeur d'économie avait utilisé un terme que j'aimais beaucoup « l'éco-développement ». Je crois qu'on est là dans effectivement quelque chose qui est un développement durable local qu'on peut qualifier d'écodéveloppement, ce qui semblerait tout à fait approprier.

Les terroirs des pays du Sud

Je terminerai cet exposé sur les perspectives relatives aux espaces et aux sociétés du sud qui peuvent développer une dynamique de terroirs. Les espaces et les sociétés concernés sont très nombreux, et ceux qui ont une ouverture vers les terroirs sont immenses en termes d'espace et nombreux en termes d'Hommes. Il est clair qu'à ce titre, le deuxième pilier du plan vert marocain prend toute son importance, et je crois que la démarche des terroirs, celle d'un développement local de ce type, paraît une des possibilités pour que ces espaces et ces sociétés puissent avoir un avenir, et notamment un avenir économique.

Les atouts sont très grands. A titre d'exemple, le Maroc, comme d'autres pays, a une grande diversité de produits recherchés par des consommateurs ou ignorés mais ayant un très grand potentiel. Il y a également l'identité du territoire, la diversité des écosystèmes et dans l'ensemble des systèmes agricoles, alimentaires et culinaires qui sont des richesses considérables à partir desquelles les terroirs peuvent apporter des réponses en terme de développement.

Mais il y a des handicaps à surmonter, notamment démographique. Jusqu'à maintenant la plupart des terroirs ayant des produits labellisés sont assez peu peuplés. Sur des terroirs fortement peuplés, il faudra regarder de beaucoup plus près la façon dont se font les mécanismes de mobilisation, d'organisation, de diffusion technologique, d'innovation, d'appropriation, de répartition,... Tous ces mécanismes là doivent être regardés de façon très attentive sinon la démarche terroir n'ajoutera pas grand chose et on risque d'observer un exode rural massif. Je crois que c'est autre chose qui est visé.

Un second handicap majeur est l'absence de capitaux locaux. Le blocage majeur du développement économique local est la capacité à mobiliser des financements ou plutôt la capacité du système financier à s'adapter à ces types de besoins. Les solutions sont assez bien connues mais difficiles à mettre en œuvre. Je n'en dirai pas plus car ce n'est pas un aspect spécifique aux terroirs.

L'éloignement des marchés, les coûts en termes de distance ou en termes de desserte routière constituent des handicaps d'autant plus importants que les terroirs porteurs d'avenir en terme de produits sont souvent dans des conditions d'éloignement ou de difficultés d'accès.

Et enfin, les technologies et la qualification des Hommes. Il est clair que beaucoup d'espaces qui pourraient devenir des terroirs sont pour l'instant bien loin des systèmes de formation et bien loin des technologies dont ils auraient besoin. Il y a un énorme travail qui devrait être fait dans ce domaine là, et cela concerne tous les espaces et les sociétés des pays du sud.

Pour terminer, j'évoquerai quelques priorités pour les espaces et les sociétés du sud.

La première priorité est la protection et la valorisation des produits et les conditions d'accès au marché ; en d'autres termes il s'agit du cadre réglementaire national -notamment quant aux labellisations- et des conditions qui permettent aux produits de terroirs d'être présentés sur des marchés.

Ensuite il est essentiel de créer de la valeur ajoutée et des emplois locaux à travers l'identité, la qualité, la traçabilité et la typicité des produits, mais aussi à travers la transformation locale des produits de terroir.

En troisième lieu, la gestion de la diversité biologique et culturelle doit être assurée. On a parfois tendance à dire : « On va faire tel produit, et bien on va transférer la race ou l'espèce dont on sait qu'elle fait bien ce produit ailleurs ». Nous pensons, à l'inverse, qu'il faut travailler sur les identités et la diversité locales de façon à s'appuyer sur la richesse de cette diversité pour œuvrer dans le sens d'une gestion durable de cette diversité tout en renforçant ainsi l'identité des produits concernés. On est là au cœur de la démarche « Terroir ».

Enfin, il faut évoquer le développement des régions marginales. Un exemple me paraît une bonne introduction du sujet : dans les années 60, en France, la DATAR avait écrit que l'Aubrac était un pays définitivement marginal et qu'on ne pouvait guère y voir que des forêts et quelques touristes égarés. Aujourd'hui, l'Aubrac est un pays en plein développement économique autour de la dynamique terroir : un pays marginal perdu au fin fond du Massif Central français est aujourd'hui un pays qui a un sens économique. Là où il y a des Hommes, il n'y a généralement pas de pays marginaux à condition de travailler sur la valorisation des acquis et des potentialités locales, de former les acteurs locaux, et surtout de former les jeunes et de leur donner l'espoir, parce qu'il n'y a de chance que les terroirs existent que si les Hommes y croient.

Et je voudrais conclure là-dessus parce que le terroir c'est avant tout une grande note d'espoir.

Regards croisés sur les enjeux des terroirs

Plan Maroc Vert et Stratégie Montagne : Pourquoi l'engagement du Maroc dans les terroirs ? par Mohamed Ait Kadi – Président du Conseil Général du Développement Agricole marocain



Monsieur le Ministre, Monsieur Le Gouverneur, Messieurs les représentants des pays et organisations internationales participant au Forum, Monsieur le président Chardon, Chers collègues, Mesdames, Messieurs,

La réponse à la question « pourquoi l'engagement du Maroc dans les terroirs ? » qui est le thème annoncé pour mon intervention a été amplement développée dans le discours d'ouverture de Monsieur Le Ministre qui nous a permis d'en saisir les multiples dimensions économique, sociale, culturelle, environnementale et politique. Dans le prolongement de ce discours je voudrais, pour ma part, développer succinctement les idées force de ce discours qui ont présidé à l'élaboration de la nouvelle stratégie agricole du Maroc dont la dénomination « Le Plan Maroc Vert » voudrait exprimer tout l'espoir que notre pays place dans le développement agricole. Il a été conçu comme un nouveau contrat avec la société pour un progrès durable et équitable de notre agriculture.

Le Royaume du Maroc, confiant dans son histoire, profondément attaché à ses racines, mais aussi conscient de ses atouts et de ses limites, a opté pour le secteur agricole comme moteur de son développement économique et social.

Les raisons qui ont fondé ce choix historique sont nombreuses. Le poids de l'agriculture dans l'économie nationale à lui seul justifiait une telle option, comme la justifiaient les revenus que le secteur distribue à une fraction majoritaire de la population ainsi que les besoins alimentaires du pays en plein accroissement.

Ces considérations n'ont pas perdu de leur vigueur aujourd'hui : l'agriculture reste le support pivot de la population rurale qui représente environ 45% de la population totale. Elle est le plus gros générateur d'emplois occupant pratiquement la moitié de la population active. Elle contribue pratiquement au cinquième du PIB en comptant l'agro-industrie

L'agriculture et le milieu rural marocains ont effectivement connu des changements importants depuis un demi-siècle. Mais cette dynamique de progrès a rencontré ces dernières années certaines limitations. Elles sont dues en partie à des difficultés internes pour ajuster l'agriculture du pays aux

nouveaux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Elles sont dues aussi aux changements imposés par la mondialisation et ses contraintes génératrices d'inégalités.

Ces défis nous ont obligés à réagir pour mieux valoriser les potentialités de notre pays et ses ressources humaines. Notre agriculture doit, tout d'abord, devenir pleinement ouverte sur les marchés extérieurs. Les progrès de la libéralisation insèrent le Maroc dans un large espace de libre échange. Nous devons en saisir toutes les opportunités. Mais il nous faut en même temps maîtriser cette ouverture pour en éviter les risques. Cette maîtrise implique que notre agriculture soit une agriculture territorialement diversifiée. Pour mieux rencontrer les marchés, nous devons en effet stimuler la compétitivité des territoires et valoriser au mieux les possibilités de chaque ensemble agro-écologique. Notre agriculture doit, par ailleurs, être sociologiquement plurielle. Elle doit réussir à associer, dans une même spirale de progrès, les stratégies différenciées et souvent contradictoires de catégories d'agriculteurs structurellement et fonctionnellement diverses. Nos politiques agricoles doivent donner la priorité au développement des capacités des agriculteurs mais en sachant s'adresser différemment à leurs diverses composantes, aux grandes exploitations mais aussi aux petites et moyennes exploitations agricoles, à l'agriculture de pointe mais aussi à l'agriculture des terroirs. Notre agriculture doit, enfin, être une agriculture durable. Elle doit en effet se développer en préservant les ressources naturelles sur lesquelles elle se fonde. Cela signifie que les exploitations agricoles doivent s'engager dans des processus d'agriculture raisonnée, qu'elles doivent promouvoir des pratiques propres à réduire l'impact de l'érosion naturelle hydrique et éolienne, propres également à maintenir la fertilité des sols et la qualité des eaux. Nous serions bien coupables si nous ne faisons pas assez pour anticiper et limiter les risques du changement climatique.

Le plan Maroc Vert s'est situé au carrefour de ces exigences politiques. Il s'est fixé quatre objectifs fondamentaux. Il s'agit : (1) d'imprimer au secteur agricole une dynamique d'évolution harmonieuse, équilibrée et évolutive qui tienne compte de ses spécificités ; (2) d'exploiter les marges de progrès et de valoriser au mieux les potentialités ; (3) faire face aux nouveaux enjeux en préservant les équilibres économiques, sociaux et environnementaux et (4) accompagner la profonde mutation que connaît le système agroalimentaire mondial.

Pour atteindre ces objectifs le Plan Maroc Vert repose sur deux piliers. Le premier pilier porte sur une dynamisation de pôles de haute valeur ajoutée et de haute productivité tant dans les productions agricoles que dans les industries agroalimentaires. Le second pilier vise un développement solidaire de la petite agriculture. Ces deux piliers sont sous tendus par un bloc de réformes structurelles.

Le développement accéléré de l'agriculture à forte valeur ajoutée et à forte productivité envisagé dans le premier pilier est assuré à travers la création volontariste de pôles de développement

agricoles et agroalimentaires et par le déclenchement d'une nouvelle vague d'investissement massif autour de nouveaux acteurs à forte capacité managériale. Il appelle également à la rationalisation des structures de l'industrie et à la mutualisation des moyens autour de modèles d'agrégation innovants. Pour cela, « l'Offre Maroc » consiste en un partenariat « gagnant-gagnant » sur la base de contrats clairement définis en amont par filières et par acteurs.

L'effort essentiel dans le cadre du second pilier porte sur le développement solidaire de la petite agriculture à travers l'amélioration de la productivité et l'appui à la reconversion vers des secteurs de production porteurs. L'ambition est celle du développement de systèmes locaux d'entreprenariats dynamiques qui valorisent les atouts des territoires, permettent un meilleur accès aux marchés (locaux, nationaux et internationaux) et s'inscrivent dans des filières rémunératrices. Le Maroc qui a relevé le défi du million d'hectares irrigués peut relever un nouveau défi, celui de transformer un million d'exploitations agricoles en un million d'entreprises agricoles. Cela contribuera à éliminer la pauvreté à la racine et permettra de maintenir l'équilibre urbain-rural du pays et d'éviter de ce fait, les impasses de transition.

Pour ces deux piliers un large portefeuille de projets a été développé et connaît déjà un début d'exécution dans le cadre des plans agricoles régionaux et des plans de développement des filières qui engagent l'ensemble des acteurs à travers les contrats agricoles régionaux et les contrats-programmes de développement des filières.

Comme vous le constatez le Plan Maroc Vert s'est inscrit en rupture totale avec le modèle dominant durant ces cinquante dernières années, celui d'une agriculture dite « moderne » correspondant à de grandes exploitations mécanisées, souvent tournées vers l'export.

Ce modèle d'intervention a contribué par la standardisation qu'il impose, comme l'a souligné Dominique Chardon, à une vision appauvrie du développement agricole, inhibant largement un potentiel d'innovation fondé sur la richesse de la diversité, sur la mobilisation des acteurs et sur l'adaptation aux opportunités de marché. Il a de ce fait, marginalisé la petite exploitation agricole et nourrit les dualismes.

Ainsi, même si les politiques agricoles ont apporté des progrès indéniables dans les pays du circum méditerranéen, qui ont tous subi à un degré ou un autre cet héritage, ces politiques n'ont pas su, à mon humble avis, aborder le développement agricole dans sa totalité, dans sa diversité, et dans sa relation fondamentale avec le développement rural comme avec la durabilité. Elles ont donc été incapables de répondre aux enjeux d'aujourd'hui. Une première conséquence en a été, en effet, la dualité croissante de nos agricultures et, sa conséquence directe, le mal développement rural.

Je voudrais donc insister sur l'importance de la rupture que représente le Plan Maroc Vert et celle, véritablement stratégique, des terroirs, des produits de terroirs et des approches terroirs pour la réussite de sa mise en œuvre.

Le Plan Maroc Vert représente un véritable changement de paradigme car il est fondé, comme je l'ai souligné, sur le double principe d'une « agriculture pour tous » et d'une « agriculture plurielle ». Il considère en effet que le développement durable ne consiste pas à pousser hors de l'agriculture les paysans les plus faibles face à la concurrence, mais, au contraire, à prendre les mesures pour les aider à s'intégrer équitablement aux échanges marchands. Il affirme donc l'ambition d'un traitement non pas « social » de la petite agriculture, mais, au contraire, de son accès au marché, de sa professionnalisation et de sa structuration.

Relever le défi du Pilier II est pour le pays un enjeu essentiel. Il s'agit en effet de permettre l'accès à l'économie marchande de près de 700.000 petites et moyennes exploitations dans les meilleurs délais tout en créant d'importantes valeurs ajoutées et en assurant une gestion beaucoup plus durable des ressources naturelles et biologiques.

Nos réflexions relatives à sa mise en œuvre ont ainsi mis en avant deux grandes priorités :

La valorisation des produits locaux, y compris par la transformation et le conditionnement, pour créer localement de la valeur ajoutée et de l'emploi et aider la petite agriculture à se structurer et à accéder au marché,

Une meilleure gestion des ressources naturelles et de l'environnement pour des progrès en termes de production agricole et de services environnementaux.

Faire face à de tels défis nécessite de donner une importance stratégique aux produits et aux dynamiques de terroirs. Ils sont en effet le meilleur moyen de créer à la fois de l'innovation, de la valeur ajoutée et de l'accès au marché pour la petite agriculture, et de la résilience et des services environnementaux.

Le pays dispose heureusement pour cela de plusieurs atouts forts.

Le premier atout est certainement la richesse exceptionnelle de sa diversité, et la qualité de ses produits et de ses paysages culturels. Il a aussi pour lui, dans nombre de ses montagnes et de ses oasis, des communautés encore relativement peu déstructurées. Il peut également mettre à profit les nouvelles demandes des marchés, celle des 10 millions de touristes attendus au Maroc et celle des marchés internationaux mais aussi celle, essentielle, des ménages marocains, notamment des ménages urbains qui restent attachés aux produits de ferme dits « beldi » et sont et seront de plus

en plus à la recherche d'une authenticité et d'une qualité dans leur consommation alimentaire ou touristique.

Notre pays a aussi pour lui des premières réussites exemplaires. Il a connu ces dernières années le développement encourageant de petites coopératives locales qui s'attachent à mieux valoriser les produits locaux ainsi que du tourisme rural. Il a en outre adopté en 2008 sa nouvelle loi sur les signes d'origine et de qualité, qu'il s'attache à mettre en œuvre d'une façon exemplaire.

Cette nouvelle loi, d'une importance essentielle pour le pays, a d'ailleurs été impulsée par le terrain grâce à certaines personnes de progrès qui, à des échelles très locales ou régionales, ont su se donner de nouvelles visions de développement, reconnaître la valeur de leurs produits et s'organiser collectivement pour les défendre et en tirer bénéfice.

Le document que nous avons mis à votre disposition vous donnera quelques aperçus de nos réflexions sur le Pilier II, les terroirs et l'origine, ainsi que des informations sur les nouvelles dispositions prises par le pays pour valoriser sa diversité et sur plusieurs « success stories » récentes.

Vous pourrez y découvrir comment le Maroc, en seulement quelques années, a pu innover pour initier de nouvelles dynamiques et déjà aboutir seulement 1 an après la publication des décrets de la nouvelle loi à la reconnaissance des IGP Argane et Clémentine de Berkane et des AOP huile d'olive de Tyout Chiadma et safran de Taliouine.

Vous mesurerez également la diversité des attentes exprimées, les gains de progrès possibles et le souhait de faire des produits et des approches terroirs de véritables vecteurs de développement durable. Vous mesurerez aussi l'importance du retournement de vision et de la révolution silencieuse en cours, une révolution qui commence à rendre visibles nos montagnes, nos oasis et nos zones d'agriculture sèche mais dont le dénouement est loin d'être acquis. Vous mesurerez ainsi très certainement l'importance pour le pays de savoir consolider et généraliser ces acquis et de poursuivre son effort de réforme pour réussir la mise en œuvre du Pilier II du Plan Maroc Vert.

Ce document intitulé : Terroirs et Origine : leçons d'une lecture croisée des expériences du Maroc et de la France pour une Méditerranée durable » est un document conjoint aux 2 Conseils généraux de l'agriculture, du Maroc et de la France.

Ceci n'est pas le fruit du hasard. Le Maroc et la France ont en effet développé de longue date un partenariat de réflexion et d'action dans le domaine agricole, qui, s'agissant du Pilier II, des terroirs et de l'origine, a trouvé ces dernières années un terrain d'application privilégié. Il s'agit en effet de questions pour lesquelles les pays du sud doivent réussir des « sauts » qualitatifs et pour lesquels l'expérience de la rive Nord peut être très utile à la rive Sud de la méditerranée. Il s'agit aussi de questions pour lesquelles nos pays, comme le Maroc le fait, doivent affirmer leurs propres visions et

leurs propres doctrines d'action en tenant compte de leurs propres spécificités. Il s'agit par conséquent de questions pour lesquelles des partenariats et des regards croisés peuvent nous permettre de mieux apprendre mutuellement et de mieux réfléchir et agir ensemble pour relever le défi d'une Méditerranée durable.

C'est en effet toute l'écorégion méditerranéenne qui dispose d'un important potentiel en produits de terroirs qui doit réussir à créer beaucoup plus de valeur ajoutée et de durabilité.

Or, nos regards croisés dont le document rend compte, permettent de montrer toute l'importance et la complexité de ces questions pour notre avenir commun ainsi que le bénéfice possible de partenariats intellectuels et de coopérations d'action, décentralisées. Ces coopérations entre régions ont en effet permis des avancées concrètes importantes et leur multiplication à l'échelle de la région méditerranéenne pourrait changer bien des choses en donnant aux méditerranéens l'occasion de nouvelles rencontres, de nouvelles perspectives et de nouvelles fiertés.

Cet esprit de rencontre et de construction partagée inspire totalement ce 3^{ème} Forum Planète Terroirs, le 1^{er} organisé dans un pays du Sud.

J'aimerais remercier vivement le Président Chardon qui nous a invités à cette grande aventure partagée. Le féliciter aussi d'avoir voulu lui donner une dimension exceptionnelle puisque le forum s'est fixé des objectifs à 4 niveaux de territoires - local, national, méditerranéen et international - avec 2 grands thèmes transversaux : les pays du Sud et la durabilité/diversité.

Nous souhaitons que cette réunion exceptionnelle nous permette d'avancer au niveau local et national. Il s'agit notamment pour nous de trouver les moyens de consolider et de généraliser les acquis en démultipliant les réussites et en faisant de la valorisation des produits de terroirs de véritables vecteurs d'un développement agricole et rural durable.

Nous souhaitons aussi que le Forum soit l'occasion d'une véritable avancée au niveau régional méditerranéen. La thématique des terroirs intéresse d'ailleurs 3 des 4 priorités déjà retenues pour le volet agricole de l'Union pour la Méditerranée, à savoir l'espace commun de recherche, les produits de qualité et le développement rural durable.

Une grande ambition, au-delà du partage dans la réflexion et l'action, permettrait de gagner un temps essentiel pour valoriser nos atouts communs et apprendre à mieux faire face aux problèmes communs de non durabilité. Elle pourrait permettre aux pays des deux rives de mieux tirer parti de la mondialisation en faisant reconnaître à l'échelle internationale la valeur unique des terroirs méditerranéens, de leurs produits et des modes de consommations qui y sont liés et en élargissant nos marchés respectifs. Nous attendons donc du Forum qu'il puisse formuler des propositions pertinentes aussi à cette échelle. Je vous remercie de votre attention.

L'expérience de l'Aubrac par André Valadier, Président du syndicat des communes de l'Aubrac aveyronnais, membre de l'INAO, président fondateur de la coopérative Jeune Montagne

M'adressant à vous toutes et à vous tous, je sais qu'il me faut être le plus concis et le plus concret possible. Je vais le faire grâce au point d'appui qui n'est autre que mon champ d'action.

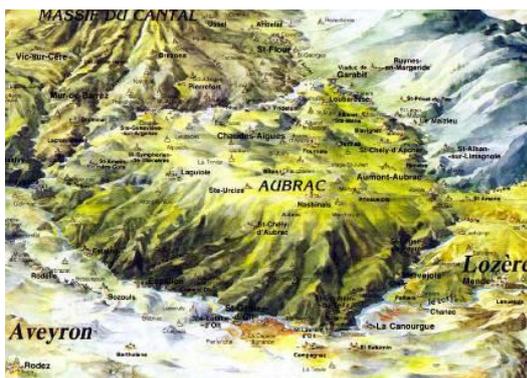
Je vous demanderais quand même de permettre deux propos préalables.

- Premièrement, mon intervention s'exerce à deux titres : je dois représenter aujourd'hui, parce qu'il n'a pu être parmi nous ce matin, le président Prugue retenu pour des impératifs familiaux. Il m'a demandé, en tant que membre toujours actuellement de l'INAO de le représenter.
- Et puis je voudrais dire aussi, parce que Aubrac 2006, c'était le lancement d'une certaine aventure il y a quatre ans, et ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu ce matin me permet de dire que cette initiative de Terroirs et Cultures et sous l'impulsion de Dominique Chardon et d'Eric, prend de l'ampleur, et je suis convaincu qu'elle monte en puissance.

Alors revenons maintenant, sur mon parcours d'acteur, acteur d'une entreprise TERRITORIALE. C'est cinquante ans de parcours, heureusement, le durable reprend quelque vigueur, et ça me rassure.

L'Aubrac, c'est un territoire tourmenté, façonné par une alternance de l'activité volcanique et des époques glaciaires. Là, la vie n'est possible, le peuplement n'est possible que par troupeaux interposés. C'est la raison pour laquelle, revenant si vous voulez à la vie, à l'activité territoriale, vous verrez souvent le troupeau mis en avant. Depuis des siècles, l'esprit des lieux... L'esprit des dieux, c'est facile, dès le XIIe siècle avec l'activité monastique, comme ailleurs, comme dans d'autres situations, et en 1960 l'étude du CNRS qui a permis le diagnostic et la vocation du territoire qui a déclenché une prise de conscience, le renouveau du territoire.

L'Aubrac doit vivre et doit agir en toutes saisons, en tout temps et avec une adaptation maintenant précise et cohérente.



L'activité territoriale, une dynamique, l'AOP

La fête de la transhumance, le temps des fleurs, c'est la plus grande fête locale qui est devenue une véritable expression de ce panier du terroir, de ce panier de bienfaits.



Le taureau : celui-ci est en bronze mais il est fortement lié à ce qu'ont représenté l'élevage et la race d'Aubrac pour les éleveurs d'Aubrac qui, au milieu du siècle dernier, dans les années 50, étaient en situation de déclin absolu. Quelqu'un a parlé de la reprise, de la relance identitaire et patrimoniale. Le taureau, qui était un peu statue du souvenir, est devenu le blason du territoire. Mais il marque une rupture avec un certain cheminement d'une époque que nous ne regrettons pas mais qui, quelque part, nous a conduits à refaire le cap pour le tenir. Je crois que c'est Jacques Lefort qui l'a rappelé, je ne pense pas qu'on puisse réellement retrouver une capacité de ressources pour un territoire voué à l'élevage sans une réflexion génétique plus élaborée.



L'estive sur l'Aubrac, la mise en valeur du territoire passent par le troupeau, par une période où, grâce à la vache d'Aubrac, on peut aller plus vite, grâce à la vache d'Aubrac qui était le garde-manger, l'énergie, l'élément fertilisateur, et bien c'est d'abord une démarche de survie. Et ensuite une démarche d'économie, avec des adaptations.

L'AOP Laguiole



Ce n'est pas le fait du hasard. Je voudrais retenir votre attention : vous voyez apparaître un logo. C'est le logo de l'AOP. Et là s'instaure une réflexion plus institutionnelle, plus organisée : comment faire pour prolonger la tradition en évitant de basculer dans l'inertie ? L'inertie ne mène nulle part, et grâce au concept d'appellation d'origine, l'Aubrac retrouve une dynamique, une capacité. Alors, en ce qui concerne la production fromagère qui vous est proposée sur des règles, il ne s'agit pas de partir du principe que, parce que nous avons fait du fromage pendant douze siècles grâce à ceux qui avaient inventé le fromage pour conserver le lait, et bien c'est acquis une fois pour toutes, comme on est rattaché à un code postal par exemple, il y a lieu de mettre en œuvre les conditions qui permettent la notoriété, des exemples :

- 6 000 litres de lait par vache, on n'a pas le droit de dépasser, le lait cru est entier. On collecte le lait tous les jours. L'ensilage humide est proscrit. La transformation bien entendu est quotidienne. Après deux décennies de collecte tous les deux jours, voire tous les trois jours, on revient à la collecte quotidienne.

Depuis lors, on peut dire que ce qu'on appelle cahier des charges. Et j'ai un regret de mon passage au comité de l'INAO, de ne pas avoir pu institutionnaliser « cahier de ressources ». « Cahier des charges », ne correspond pas. « Cahier de ressources » parce que j'ai pu mesurer avec d'autres tout ce que représentait un cahier des charges avec les efforts faits pour retrouver une race qui sur le plan génétique avait des aptitudes montagnardes et fromagères à la fois, ce qui n'exclut pas un retour à la race d'origine. Vous voyez ici le troupeau qui va à la traite ou au pâturage, ça peut être l'un ou l'autre, l'un après l'autre, et là nous aurons une référence d'origine de plus en plus accentuée avec, justement ce cahier de ressources qui nous permet aujourd'hui d'obtenir un lait qui assure des qualités bactériologiques et chimiques et qui est parmi les meilleurs de France.

- La transformation : j'ai bien dit, les fromagers, on les appelait les buronniers chez nous, avec les moyens du bord, réussissaient un tour de force sensationnel, un produit au stade liquide, un jour et demi de vie devant lui. Il devient, après transformation, élément solide qui a un an et demi de vie devant lui. Voilà, je vais – il faut aller assez vite – rappeler que c'est l'œil et le geste des fromagers qui peuvent s'adapter et gérer un matériel plus performant qui reste artisanal mais pas archaïque. Ce n'est pas incompatible. C'est un travail intense que d'égoutter la tome, le caillé après coagulation parce qu'un mauvais égouttage ne permet pas un bon affinage, et il faut savoir que les éléments sensoriels de nos produits sont le résultat d'interactions obtenues en cours d'affinage.

L'Institut des Appellations d'Origine qui, en permanence, vérifie le bon déroulement des opérations.

La mise en moule : nous avons dans le panier ces trois morceaux qui pèsent deux kilos chacun. Ils sont partis d'un fromage qui pèse 50 kg. Alors la mise en moule avec le marquage, qui est une opération obligatoire qui permet l'identification, le contrôle, la transparence absolue sur l'origine du produit.



Le fromage raffiné, quatre mois au décret, quatre mois minimum. La dynamique de vente aujourd'hui c'est 9–12 mois, et c'est un élément révélateur de ce que j'aime bien mettre en évidence : la teneur de base du produit est un élément indispensable, la teneur de base, assurer une garantie sur la teneur, sur la sécurité. Mais, vous savez, si l'on était ramené au cours mondial des matières grasses ou des produits, on n'irait pas bien loin. Il apparaît aujourd'hui qu'un produit qui sort de la cave est valorisé deux fois mieux que le produit qui sort du moule. Et il a la même teneur.

Où sont ces valeurs ? Quelles sont-elles ? Je ne sais pas si on les a rappelées. Elles sont de quatre ordres différents :

- SENSORIEL, et je l'écris toujours en majuscules, SENSORIEL et ça déclenche un complément
- culturel,
- émotionnel et
- esthétique qui de plus en plus se répercute sur l'environnement du produit.

Ce n'est pas par hasard qu'on parle de notoriété des produits qui ont la chance d'avoir accès aux signes officiels de qualité, mais il faut savoir que, dans bien des cas, ils sont appréciés, remarquables par le consommateur, par le distributeur, par les clients qui les avaient appréciés et qui, pour les retrouver, leur donnaient le nom de leur village ou de leur région.

Le panier de l'Aubrac

Il y a dans le panier de l'Aubrac, paysages, fromage de Laguiole, couteau de Laguiole, la race Aubrac, la race bovine qui a 18 000 vaches de race pure en 1978, 160 000 vaches de race pure aujourd'hui, l'Aligot. Et on pourrait citer ainsi un certain nombre d'éléments de notre patrimoine identitaire.



L'Aligot de l'Aubrac qui était le plat des pauvres au XIIe siècle. Le plat des pauvres, le plat des pèlerins, j'insiste un peu pour rappeler que c'est à partir de la notoriété d'un lieu d'accueil qu'était le monastère d'Aubrac, aligot est issu d'*aliquot*, *aliquot* est issu de « quelque chose à manger ». C'était vraiment l'élément vivrier le plus austère qui soit. On rassemblait du pain et du fromage, on faisait cuire, on distribuait, et tous les jours, on savait qu'à Aubrac, malgré les risques des loups, la tourmente et les brigands, il y aurait toujours quelque chose à manger. Alors, au fil des siècles, l'aligot est devenu plat des bergers. On l'a connu plat du vendredi. Heureusement, une directive du Vatican – j'ai bien dit du Vatican – qui a supprimé l'abstinence du vendredi (on a eu peur, on a cru que le Pape aurait liquidé l'aligot). En fait, l'a libéré. L'aligot est devenu le plat des jours de fête. Vous voyez les fils de l'aligot auxquels les enfants s'accrochent aux fils de l'aligot, comme si les jeunes – et cela a été déjà dit tout à l'heure – s'accrochaient non pas aux branchages du terroir mais au fil du terroir. Ils s'accrochent au fil du terroir, et j'avoue que moi aussi je partage cet espoir, c'est rassurant parce que « le futur aura besoin des terroirs ».



Quelle vision et quelle place pour le développement des terroirs en méditerranée, par Francisco Mombiola Muruzabal, Secrétaire Général du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

Mesdames et Messieurs, Chers collègues,

Je tiens à exprimer tous mes remerciements aux organisateurs de ce Forum et aux autorités marocaines pour me permettre de partager avec vous quelques réflexions sur l'approche Terroir. C'est un plaisir pour moi d'apporter, en tant que Secrétaire Général du CIHEAM, un regard sur le rôle



des terroirs dans les dynamiques de développement en Méditerranée. Le CIHEAM, organisation intergouvernementale qui œuvre à la coopération agricole méditerranéenne depuis bientôt 50 ans, et dont le Maroc est membre depuis 1991, a souvent mis en exergue le thème des terroirs et du développement local pour promouvoir la diversité agricole et créer un effet levier pour l'agriculture en Méditerranée. Ce fut d'ailleurs l'un des grands messages donnés à l'occasion de la conférence euro-méditerranéenne sur l'agriculture organisée à Venise en 2003. Comme chacun ici le sait, la situation des agricultures méditerranéennes n'est pas simple. Les pressions environnementales s'accroissent, les réalités sociodémographiques évoluent, la sécurité des approvisionnements demeure fragile et les capacités de production dépendent encore souvent du climat et des pluies.

Il va de soi que la raréfaction des ressources naturelles, que sont l'eau et la terre, limite la capacité des agricultures méditerranéennes à concurrencer les grands pays producteurs qui eux inondent les marchés mondiaux. Jamais la zone méditerranéenne ne sera en mesure d'être compétitive avec les Etats-Unis, le Brésil ou l'Argentine pour la production de céréales, de produits carnés ou de protéines comme le soja. En revanche, les Méditerranéens peuvent se différencier sur le marché mondial par la spécificité de leurs productions. C'est sur ce créneau stratégique qu'ils créent une plus-value économique et un avantage comparatif commercial. Mais être différent n'est pas suffisant, il faut aussi produire de la qualité, car c'est là que se situe l'exigence du consommateur actuel et c'est là que les faveurs du marché sont les plus prometteuses. Mais soyons clairs, l'hygiène et la santé de aliments ne sont plus des références valides de qualité, ce sont des conditions sine qua non pour que le marché accepte un produit. La qualité c'est ce qui fait qu'un produit soit favorisé par le marché sur ces semblables. Bien souvent, la qualité n'est rien d'autre que la reconnaissance aussi des biodiversités régionales et de la valorisation des multiples savoir-faire agricoles qui caractérisent les pays méditerranéens. Les produits de terroir sont une autre expression pour parler des produits de qualité, renvoyant simultanément à la tradition qui résiste à la transformation, à l'origine qui freine la globalisation et à la spécificité qui contredit l'uniformisation.

Parmi les nombreuses sources qui contribuent à la particularité géographique et sociale de la Méditerranée, le patrimoine alimentaire en constitue assurément l'une des pierres angulaires. Ce patrimoine alimentaire méditerranéen puise profondément au cœur des territoires, là où les produits de qualité parsèment les paysages et représentent la source de revenus de millions de petits agriculteurs, qui doivent être fiers d'apporter par le local une touche supplémentaire à la richesse alimentaire méditerranéenne. Le CIHEAM à travers son Institut de Bari a d'ailleurs récemment contribué à l'élaboration d'un Atlas des produits traditionnels du Liban et à la construction d'une route de l'olivier en Syrie pour dynamiser le tourisme vert dans la région. La différenciation du produit et la typicité du terroir constituent des atouts stratégiques favorisant la mise en valeur des spécificités culturelles, alimentaires ou culinaires d'un lieu. Les produits du terroir peuvent ainsi mobiliser et recomposer le local, tout en aidant à la préservation de la biodiversité. C'est aussi, ne le nions pas, un mécanisme de gouvernance participative en milieu rural. A ce sujet avait d'ailleurs été organisé en avril 2008 un important séminaire à Antalya, en Turquie, sous l'impulsion de notre Institut de Montpellier, pour faire le point sur l'ensemble des enjeux gravitant autour de l'approche terroirs en Méditerranée. Le Maroc, qui depuis 2008 met en place le « Plan vert » pour développer son agriculture et la rendre compétitive, n'a pas oublié ses terroirs, et son pilier II, fort bien décrit dans l'exposé de M. Ait Kadi, représente un signal fort en direction des petites exploitations, y compris celles longtemps isolées des montagnes.

Je souhaite ici souligner que le CIHEAM et la FAO ont conjointement construit un centre de ressources afin de valoriser les produits et les savoirs faire locaux des zones de montagne en Méditerranée. Ce centre de ressources sur les produits de qualité de montagne s'est matérialisé dans la création d'une plateforme collaborative d'informations baptisée "Cybermontagne". Les indications géographiques (IG) sont un outil important dans les politiques de développement rural, car elles renforcent l'économie agricole en aidant les producteurs à obtenir bien souvent un meilleur prix. Elles peuvent également être un vecteur de pénétration et d'accès à de nouveaux marchés. Le but est bien de donner un avantage comparatif aux produits locaux méditerranéens sur le marché urbain et de les faire connaître graduellement à l'étranger. Ce type de stratégies a souvent fait l'objet d'analyses précises dans les rapports Mediterra que le CIHEAM publie chaque année, et notamment l'édition 2007 qui fut consacrée à l'identité et à la qualité des produits méditerranéens et celle de 2009 qui examinait les modalités innovantes et responsables en terme de développement rural durable. Avec l'image sans cesse meilleure de la diète méditerranéenne dans le Monde, nul doute que là encore, une promotion efficiente des produits de qualité méditerranéens serait un atout essentiel dans les nouvelles dynamiques de développement des agricultures méditerranéennes dans toute leur diversité.

Je crois pouvoir dire que le soutien fort du Maroc, aux côtés de l'Espagne, de la Grèce et de l'Italie, pour que l'alimentation méditerranéenne soit inscrite au patrimoine immatériel de l'Humanité à l'Unesco, représente une autre illustration de la vision intégrée et multidimensionnelle que ce pays trace pour son agriculture. Et vous le savez, c'est ici à Chefchaouen, que ces pays ont rappelé tout récemment, le 13 mars 2010, l'importance de cette diète méditerranéenne pour le développement durable de la région. La promotion des produits de qualité, et donc des terroirs, a été identifiée comme un domaine d'intervention important pour construire la coopération euro-méditerranéenne en matière agricole et alimentaire. Que ce soit sur le plan politique ou technique, espérons que l'agriculture et les espaces ruraux soient discutés et priorisés à la hauteur des enjeux sociaux, économiques et écologiques qu'ils comportent. Sur ce thème des terroirs, plusieurs propositions peuvent être émises, je ne vais pas m'y attarder, mais permettez-moi d'en souligner quelques-unes tout particulièrement. D'abord, à l'échelle locale, puis à l'échelle nationale et régionale, une stratégie doit être établie pour s'assurer que le consommateur soit informé le mieux possible sur l'origine des produits, avec pourquoi pas un système semblable à celui mis en application par l'Union européenne ces dernières années (AOP,IGP,STG). De tels dispositifs contribuent à façonner peu à peu un langage commun à des millions de consommateurs et déjà été adoptés par six pays méditerranéens appartenant à l'Union Européenne.

Appuyer les pays de la Méditerranée pour le développement de la qualité liée à l'origine suppose ensuite que l'on accompagne les différents acteurs de la chaîne alimentaire (producteurs, entreprises, importateurs, administrations, interprofessions, etc..) dans les choix stratégiques en matière de types de protection par les signes de qualité. Il s'agit bien de faciliter la valorisation et la préservation de la diversité alimentaire dans une démarche de développement rural durable. Il faudrait ici insister sur le potentiel et la valeur ajoutée de l'agriculture biologique pour stimuler les solidarités méditerranéennes et défendre un modèle alimentaire à la fois responsable sur le plan environnemental et bon pour la santé des consommateurs. Avec notre Institut de Bari, le CIHEAM pilote depuis 2005 le réseau méditerranéen de l'agriculture biologique (MOAN), visant à faciliter le développement de cette filière dans les pays de la région qui le souhaitent. Et je serai à Tunis la semaine prochaine pour participer à la 5^{ème} réunion du MOAN, qui regroupe désormais des responsables issus de 22 pays méditerranéens.

Mesdames et Messieurs, Dans l'objectif de contribuer au développement agricole, alimentaire et rural du Bassin méditerranéen, le CIHEAM met désormais l'accent sur trois axes prioritaires d'action :

1. La qualité alimentaire et la santé des populations
2. La gestion responsable des ressources naturelles
3. L'organisation efficace des filières

Ces trois sujets, où l'on peut rapidement identifier les questions liées aux terroirs et aux produits de qualité, sont au cœur de la mission de coopération du CIHEAM, qui met en œuvre pour ce faire les outils de la formation spécialisée, de la recherche en réseau et de la concertation politique régionale. Et pour preuve de notre engagement en faveur des terroirs et de leurs produits, le CIHEAM tiendra sa 9ème réunion ministérielle en 2012 à Malte précisément sur les productions alimentaires de qualité et la diète méditerranéenne.

Je vous remercie.

Table ronde de regards d'experts internationaux

**Climate Vulnerability, Livelihood and Culture par
Negussie Retta, Directeur du programme des Sciences de
l'Alimentation— Ethiopie**

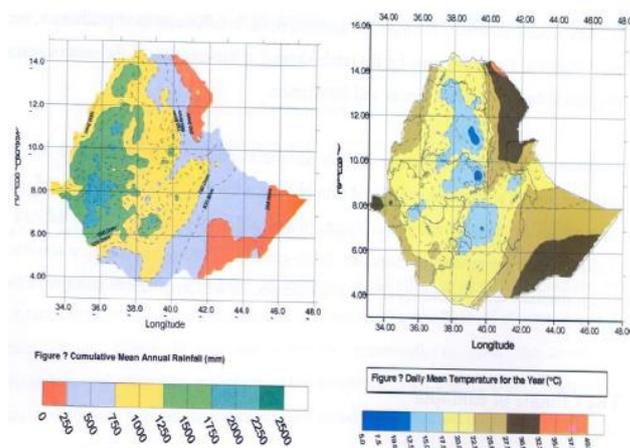


Figure 2.1 : Mean Annual Rainfall and Temperature Distribution over Ethiopia (source NMA, 2001).

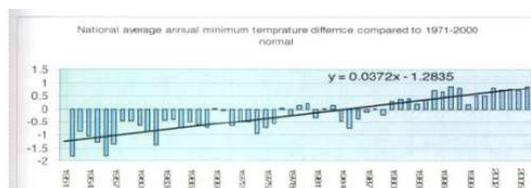


Figure 1: Year to Year Variability of Annual minimum Temperature over Ethiopia expressed in temperature.

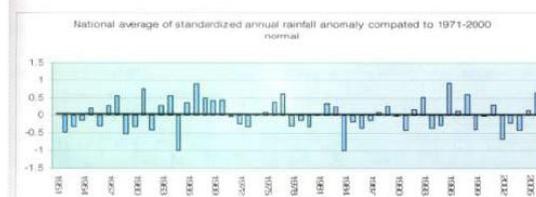


Figure 2: Year to Year Variability of Annual Rainfall and trend over Ethiopia expressed in Normalized Deviation.

Environmental Policies

- The Constitution of the FDRE
- The Environment Policy
- Land Policy and Tenure
- International Conventions
- Conservation Strategy of Ethiopia
- Biodiversity Policy
- Investment Policy

The Constitution of the FDRE (1995)

The Constitution provides the following basic policies pertaining to natural resources management and the environment.

- Government and all Ethiopian citizens shall have the duty to protect the country's environment and natural resources;
- Design and implementation of programs and projects of development shall not damage or destroy the environment;
- Peoples have the right to full consultation and expression of views in the planning and implementation of environment policies and projects that affect them directly

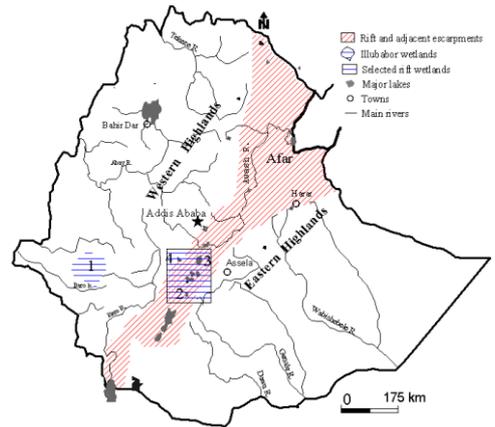
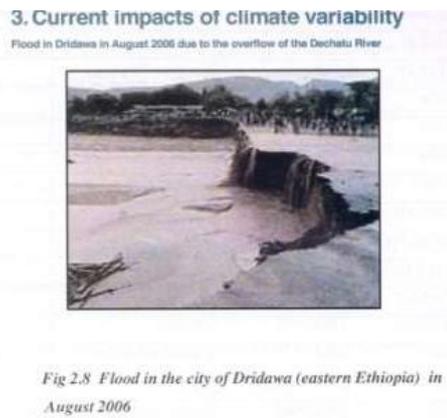
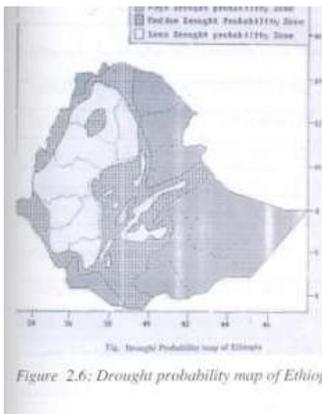
Major Challenges Some of the major challenges:

1. Poverty

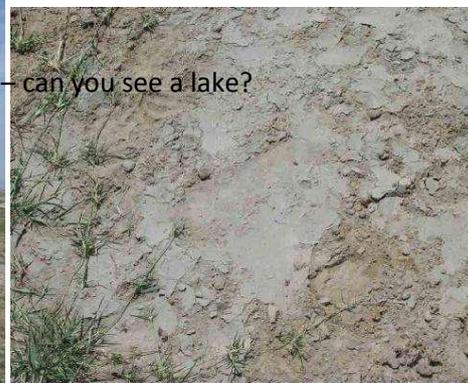
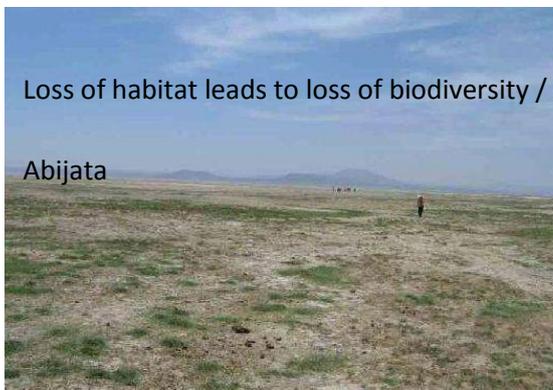


2. Habitat degradation





3. Loss of Biodiversity



4. Alien Invasive species



Lantana Camara



Parthenium hysterophorus

5. Pollution Land and water pollutions



6. Proper EIA Studies

L'approche du terroir et le développement rural au Vietnam par Dong BUI KIM – Chargé de recherche, Vice-directeur du département des Institutions et des organisations de l'Agriculture et des Paysans au CASRAD Vietnam



Centre for Agrarian Systems Research & Development

Malica

L'approche du terroir et le développement rural au Vietnam

Présenté par BUI KIM Dong - Casrad Vietnam



Quel développement durable pour un pays en mutation ?

- 1954-1975: 20 ans de conflits
- Défi démographique, alimentaire: 86 millions d'habitants en 2009 (120 M. en 2030); +1000 hab./km² et 0,3 ha de terres agricoles/famille dans le delta du fleuve rouge
- Défi socio-économique
- 1984 : "Rénovation" : réhabilitation de la production agricole familiale, priorité à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté
- De pays importateur de riz en 1988, au rang de 2ème exportateur mondial (+ de 6 millions tonnes en 2009)
- 58 % de la population pauvres en 1993 à 12% en 2008 = 10 millions habitant. (UNDP, 2009)



QUELS RÔLES POUR LES TERROIRS ?

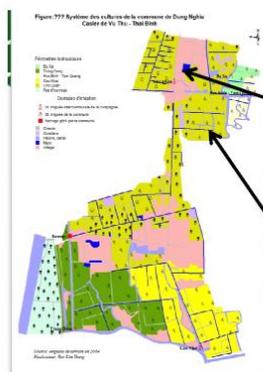
- **Enjeux:** répondre durablement aux besoins quantitatifs et qualitatifs d'une population importante
- Deux grands deltas rizicoles au sud et au Nord; et des systèmes de production de montagne, de colline et de côte
- Perte rapide de terres agricoles : urbanisation, industrialisation : - 360 000 ha de bonnes terres (2000-2009)
- Modèle de production très intensif: jusqu'à 3 récoltes par an, et qui atteint des limites : pollutions, fertilisations, déforestation, ressource en eau...
- Difficile de conserver les variétés/races traditionnelles de cycle plus long
- Augmentation des inégalités: Ville/Campagne; entre campagne et entre zone



Le terroir : "un lieu qui fait sens"

Les notions utilisées au Vietnam

- 1. **Territoire (Lanh tho)** = notion de souveraineté nationale
- 2. **Région (Vung):** Le Vung, région administrative ou économique, a fait l'objet de modifications constantes au cours de l'histoire vietnamienne, en fonction des décisions politiques et des volontés locales. Pour cette raison, ils ne constituent pas en général une référence identitaire (sauf les grands deltas).
 - Régions agro-écologiques = topographique
 - Régions économiques prioritaires, région industrielle..= ressources naturelles, humaines et volontés politique



3. Pays natal (Que): lié aux savoirs locaux, au patrimoine

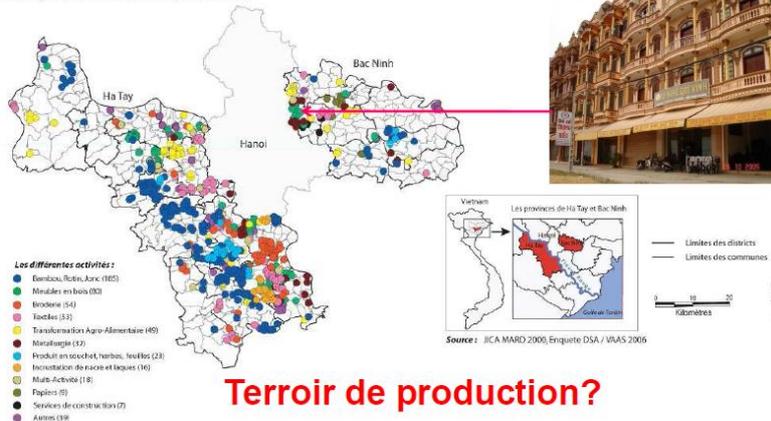
4. Village: Unité humaine et sociale, très fort sens identitaire, liée au pays natal, au culte des ancêtres qui est le ciment de la société vietnamienne

«La loi du roi doit céder le pas aux coutumes du village »



Les villages en réseau : Exemple des villages métier autour de Hanoi

Les villages de métier dans les provinces de Ha Tay et de Bac Ninh en 2006
565 villages de métier, dont 468 à Ha Tay et 97 à Bac Ninh



Terroir de production?



Terroir et ses produits?

- Réputation liée au village : Banana du Roi de Dai Hoang
- Réputation liée au pays natal de la commune : Pamplemousse de Phuc Trach
- Réputation liée au district : Litchi de Thanh Ha
- Réputation liée à la zone intermédiaire : Miel de menthe de Dong Van
- Réputation liée à la province: thé de Thai Nguyen

• Pas de notion équivalente au "terroir régional" ; pas d'unité intermédiaire entre le pays et le village (sauf administratif); pas de réseau de bourgs moyens.



Pourquoi longtemps seulement "le village et l'Etat" ?

- Population rurale importante : 70% (en 2009)
- Historique : La nation vietnamienne s'est constituée par les guerres contre les occupants et par la "marche vers le Sud"
- Civilisation du riz : 60% des surfaces agricoles ; 60% des calories alimentaires
- Identité démographique et professionnelle
- Mais aujourd'hui les Provinces et régions comptent beaucoup.



Le terroir, un outil de dialogue Nord-sud-est-ouest ?

Pas le même vocabulaire suivant les pays, mais

- une profusion de produits et de services localisés
- des déplacements et des migrations qui se sont énormément développées depuis 50 ans
- Qui renforcent un besoin d'identité et d'espace de référence
- Une nécessité de gérer dans la durée les ressources naturelles et les savoir-faire
- Le Vietnam aujourd'hui recherche activement des formes de régionalisation et décentralisation. La notion du terroir est en rapide évolution au Vietnam. Pour réduire les inégalités villes-campagne le gouvernement investit dans les infrastructures et la formation : Programme "Nouvelles campagnes" (nong thon moi).



Conclusion

- Le terroir peut être un exemple d'espace de régulation capable de
 - Lier diversité biologique et diversité culturelle
 - Préserver et gérer la réputation collective
 - En lien avec espaces protégés
 - Le terroir comme base de capital social, identité, mais aussi d'Innovations
- Terroir n'est pas une notion universelle , mais
- Approche similaire : développement territorial, développent régional, développent villageois (local)
- Ces approches sont des outils complémentaires l'une à l'autre pour le développement socio-économique et pour conserver la biodiversité et le patrimoine.

Les indications géographiques au Brésil par Jorge Tonietto,
 Chercheur à l'Institut de Recherche Agronomique du Brésil
 (EMBRAPA)



Embrapa

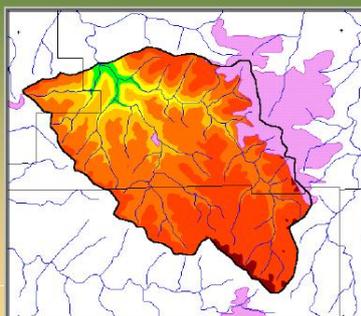
- Embrapa Acre
- Embrapa Agricultural Instrumentation
- Embrapa Agriculture Informatics
- Embrapa Agrobiology
- Embrapa Amapa
- Embrapa Beef Cattle
- Embrapa Cassava & Tropical Fruits
- Embrapa Cattle-Southeast
- Embrapa Cerrados
- Embrapa Coastal Tablelands
- Embrapa Coffee
- Embrapa Cotton
- Embrapa Eastern Amazon
- Embrapa Environment
- Embrapa Food Technology
- Embrapa Forestry
- Embrapa Genetic Resources & Biotechnology
- Embrapa Goats
- Embrapa Grape & Wine
- Embrapa Maize & Sorghum

- Embrapa Mid-North
- Embrapa Rice & Beans
- Embrapa Satellite Monitoring
- Embrapa Soils
- Embrapa Soybean
- Embrapa Swine and Poultry
- Embrapa Tropical Agroindustry
- Embrapa Technological Information
- Embrapa Technology Transfer
- Embrapa Pantanal
- Embrapa Rondonia
- Embrapa Roraima
- Embrapa South Animal Husbandry & Sheep
- Embrapa Temperate Agriculture
- Embrapa Tropical Semi-Arid
- Embrapa Vegetables
- Embrapa Western Amazonia
- Embrapa Western Region Agriculture
- Embrapa Wheat

Ministério da Agricultura,
 Pecuária e Abastecimento

- INDICATION GÉOGRAPHIQUE - Vale dos Vinhedos

Première IG du Brésil - 2002



Aire de Production

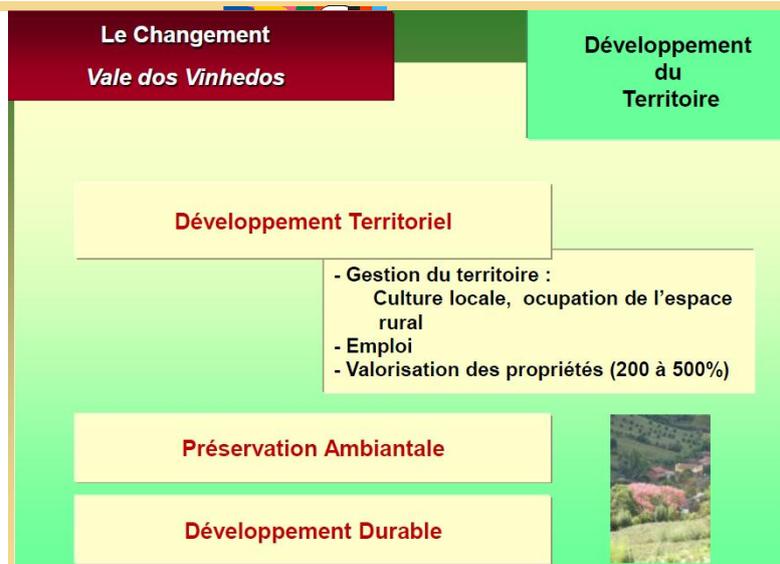


Vale dos Vinhedos - Indication Géographique -



CAHIER DE CHARGES (mettre en évidence le terroir)

- Aire de production délimitée
- Cépages autorisés
- Origine du raisin
- Rendement par ha
- Produits autorisés
- Elaboration obligatoire dans la région délimitée
- Elevage des vins obligatoire dans la région délimitée
- Enbouteillage obligatoire dans la région délimitée
- Contrôles Viticoles et Oenologiques, etc.



Le Changement
Vale dos Vinhedos

Valorisation de la Qualité du Vin par le Marché

Augmentation de la Valeur Ajoutée aux Vins

Stratégie de Communication et de Marketing

Comercialisation

- supermercado
- boutiques spécialisées
- restaurants



Le Changement
Vale dos Vinhedos

Valorisation du Territoire par le Marché

Valorisation du Paysage

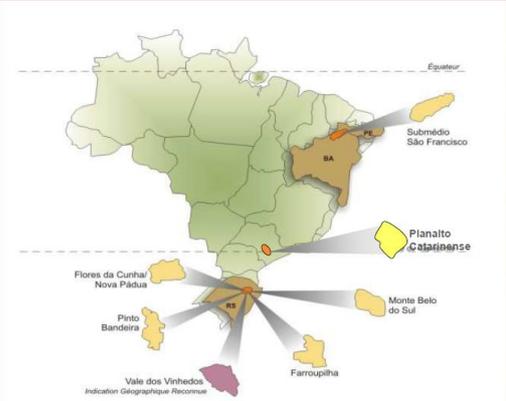
Développement de L'Enotourisme

- 70 mil touristes en 2003 / 180 mil 2009
- y compris restaurants, hôtels (3 ans 2x plus)





INDICATIONS GEOGRAPHIQUES
Vins



Embrapa Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento **BRASIL** UM PAÍS DE TODOS

Logos of various institutions and brands on the left side of the slide:

- APR BELO Uva e Vinho
- Vale dos Vinhedos
- AFAVIN
- IBRAVIN
- VALLESPORT
- ACAVITIS
- FINEP
- Embrapa Uva e Vinho
- Embrapa Clima Temperado
- Embrapa Semi-Árido
- UFVCS
- UFRGS
- SEBRAE
- ITEP
- Epagri

INDICATIONS GEOGRAPHIQUES - VINS - BRESIL



INDICATIONS GEOGRAPHIQUES RECONNUES AU BRESIL



LEGISLATION POUR REGLER LES RELATIONS DES :

- RESSOURCES GENETIQUES et
- ACCES A LA CONNAISSANCE ET AU SAVOIR-FAIRE TRADITIONNEL ASSOCIE



AÇAÍ ESTUÁRIO AMAZÔNICO



Autres Produits

OPALAS PRECIOSAS EN ARTISANAT- PEDRO II



Source : Roberto Castelo Branco
Consultant



ARTISANAT DE MIRITI DE ABAETETUBA, PARA



LE TERROIR ET LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES Jacques FANET



Les produits de terroirs et dynamique locales de développement par Souaki Chafik Directeur Régional Tanger Tétouan de l'Agence de Développement Social du Maroc



Objectifs de l'ADS

Partager l'expérience de l'Agence de Développement social en matière de promotion et valorisation de filières liées aux produits de terroirs

Etablir, à travers cette expérience, le lien entre la valorisation des produits de terroirs et les dynamiques de développement local

L'Agence de Développement Social est un établissement public qui œuvre pour la lutte contre la pauvreté, à travers le renforcement des capacités des acteurs locaux et qui apporte un appui technique et financier des programmes de développement local selon une approche participative, basée sur le partenariat et l'action de proximité, en adoptant les approches genre et environnementale comme approches transversales.

L'ADS a donné depuis le début un grand intérêt au monde rural, pour plusieurs raisons:

- Pauvreté et vulnérabilité de la population rurale
- L'agriculture, seule ressource de survie des populations, n'arrive pas à se développer en terme de rentabilité et de création d'emploi
- Défaillance des infrastructures économiques et sociales, limitant ainsi la capacité productive de la population rurale
- Participation limitée de la population rurale dans les processus de développement local, à cause de l'analphabétisme et du manque d'encadrement
- Entraves aux dynamiques sociales locales, à cause de la non adéquation des structures sociales existantes

L'ADS considère que la valorisation des produits de terroirs pourrait être à la base des dynamiques locales de développement et permettrait de:

- améliorer les conditions sociales des populations rurales
- Constituer les bases d'une politique de développement locale durable et intégrée visant à stabiliser les populations, en faisant des produits de terroirs la base des activités économiques génératrices de revenus et créatrices de richesses locales et des emplois
- Mettre en place des mécanismes de durabilité des actions d'appui, comme la création des labels et des structures d'appui à la commercialisation et de formation

- Quelle stratégie de l'ADS dans l'appui aux filières relatives aux produits de terroirs ?

Pourquoi l'ADS adopte l'approche filière ?

- Décloisonnement des petits producteurs et leur insertion dans la vie économique ;
- Complémentarité entre les actions entreprises par les différentes structures étatiques ;
- Articulation permanente avec les dynamiques régionales et nationales et
- Le maintien de l'emploi existant, la création et la promotion de l'emploi.

Comment se fait l'appui aux filières ?

L'appui aux filières relatives aux produits de terroirs se fait à travers des programmes montés avec les partenaires : départements ministériels, agences de développement, bailleurs de fonds, collectivités locales...etc. L'ADS intervient dans le cadre de sa mission en faveur des populations pauvres et vulnérables

Quelle démarche?

- Exploiter les résultats des diagnostics réalisés par l'agence, ou par ses partenaires;
- Initier l'organisation et l'animation d'ateliers participatifs, qui permettent aux acteurs locaux (entreprises, aux coopératives, aux jeunes à la recherche d'emploi et d'activité, aux autorités locales,...) de se rencontrer et de développer des partenariats visant le développement des filières autour des produits de terroirs, et le renforcement des capacités des populations locales en la matière.

L'ADS développe 4 piliers pour l'appui aux filières des produits de terroirs

- Organisation
- Filière/ Produit
- Recherche et développement
- Développement local

1/Organisation

Types d'appui ADS:

- Information, sensibilisation et accompagnement dans la formalisation (coopératives, association professionnelle, GIE, etc.)
- Renforcement de capacités des groupements dans les fonctions de gestion

2/Filière produits

Actions spécifiques sur tous les maillons de la chaîne de valeur (de l'amont à l'aval) pour maîtriser la production et assurer la pérennisation d'un produit de terroir

Types d'appui ADS:

- Équipement des groupements en technologies appropriées
- Renforcement de capacités (formation thématique, alphabétisation fonctionnelle)
- Information, sensibilisation, vulgarisation

Accompagnement dans la labellisation (si possible) et la commercialisation

3/Recherche et développement

Actions spécifiques sur tous les maillons de la chaîne de valeur (de l'amont à l'aval) pour maîtriser la production et assurer la pérennisation d'un produit de terroir

Types d'appui ADS:

- Équipement des groupements en technologies appropriées
- Renforcement de capacités (formation thématique, alphabétisation fonctionnelle)
- Information, sensibilisation, vulgarisation
- Accompagnement dans la labellisation (si possible) et la commercialisation

4/ Développement local

Types d'appui ADS:

- la mise en place d'actions facilitatrices liées aux activités économiques induites par le produit de terroirs (pistes, eau potable, etc.) ;
- le soutien et l'encouragement d'autres activités induites par le programme de valorisation du produit de terroir
- le renforcement des capacités institutionnelles des partenaires locaux .

Pour conclure

- L'action de promotion et de valorisation des produits de terroirs pourrait constituer dans le cadre d'une approche filière la base d'une dynamique locale mobilisatrice d'énergies et de ressources locales
- La conciliation entre l'approche sociale et l'approche économique pourrait faire des produits de terroir une ressource créatrice de richesses
- Le lien fort entre la promotion des produits de terroirs et la sauvegarde de la biodiversité

Intervention de Foulematou Camara, représentante de la confédération des organisations paysannes de Guinée et Vice Présidente du réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

D'abord, je commence par remercier les initiateurs de ce programme et qui ont eu l'honneur de nous inviter au niveau de cette grande rencontre. Moi je suis une paysanne, je suis madame Foulématou Camara de la Guinée Conakry, présidente de la Fédération des Organisations Paysannes de la Basse Guinée, trésorière de la Confédération Nationale des Organisations



Paysannes de Guinée qui est membre du réseau des producteurs de l'Afrique de l'Ouest. D'abord, mon pays est très peu connu. Je commence par présenter un peu mon pays. La Guinée fait partie des pays de l'Afrique de l'Ouest. Elle couvre une superficie de 245 857 km² avec une population de 10 millions d'habitants, et la population rurale représente 85 % de la population totale. C'est dire que nous sommes intéressés par l'approche terroir.

Au jour d'aujourd'hui, je n'avais pas bien compris le concept terroir, mais je pense que c'est similaire au « dans nos villages, ce que nous vivons dans les villages ». Pour moi, le terroir c'est une zone ou un ensemble de villages où les gens partagent les mêmes ressources, les mêmes valeurs, le savoir-faire de cultures et de productions agricoles. Parce que je me retrouve dans cela. Je le répète bien : les mêmes valeurs de production agricole. Le plus souvent, cela exprime l'originalité des produits de la localité, telle que la Basse-Guinée que je connais très bien. L'exemple du riz de mangrove. Il n'y a pas seulement que le riz de mangrove, il y a l'ananas, le sel, mais notamment le riz de mangrove qui se produit en mangrove et qui, de par sa qualité et son goût, est hautement apprécié par les consommateurs. C'est très important. C'est pour vous dire qu'on est regroupé autour de cette production au niveau de notre zone pour la transformation, la mise en marché, pour créer une valeur ajoutée à cette filière pour un peu réduire la pauvreté dans les villages.

Donc, je peux dire que l'approche terroir est très importante pour nous, bien qu'on ne soit pas dans le concept comme j'ai rencontré ici, mais on est en liaison direct avec ce que j'ai appris ici aujourd'hui, parce que nous sommes en train de développer une production qui est spécifique à notre région, qui est unique en son genre au niveau de la production du riz en Guinée. Donc un produit spécifique à la région que nous devons bien entretenir. Et d'ailleurs, nous remercions l'union européenne et notamment l'AFD qui a mis un programme d'aménagement des plaines au niveau de ma région pour développer cette production spécifique et qui est hautement appréciée par les consommateurs de mon pays. Donc je suis très heureuse aujourd'hui de venir au niveau de cette

rencontre pour comprendre ce que c'est le terroir, ce que c'est le développement économique et social. Je pense que c'est à partir de nos villages, nos valeurs qui sont au niveau de nos villages, qu'on peut développer les activités économiques, sociales, pour réduire la pauvreté en milieu rural.

Et aussi, cela permet de créer l'emploi, le maintien de l'emploi aux jeunes pour réduire un peu l'émigration vers les grandes villes. Je suis vraiment très contente de venir au niveau de cette rencontre.

Pour me résumer, j'invite les uns et les autres surtout nos états à soutenir ce programme pour que nous puissions aller ensemble avec les collègues de la sous-région, du monde pour développer nos labels guinéens par rapport au riz de mangrove.

Je vous remercie.

En quoi les terroirs peuvent ils agir sur le maintien et la valorisation des diversités biologique et Culturelle ? par Jo Mulongoy – Directeur scientifique à la Convention sur la Diversité Biologique

Après Madame, il est très difficile de dire quoi que ce soit. Puisque nous savons qu'en travaillant la terre, on peut sortir de la pauvreté. Ce qui est très important. Et pour moi, la raison pour laquelle je suis ici, c'est parce que j'ai toujours envie d'apprendre des choses et d'essayer de les promouvoir au niveau des gouvernements. Ça fait beaucoup de temps que je travaille avec les gouvernements. Et quand on arrive à leur présenter des documents qui leur donnent des idées, et que ces idées puissent être mises en œuvre dans leur pays, alors on arrive à des choses qui sont très intéressantes, et ici j'ai tout à fait ce qu'il me faut, une expérience au niveau du terrain, une expérience très positive qui me permettra ensuite d'amener le message, le promouvoir au niveau des gouvernements.



La question qui m'a été posée c'était de savoir si les terroirs peuvent nous aider à valoriser et à maintenir la diversité culturelle et la diversité biologique. Quand la question m'a été posée, moi je me suis dit : « Je travaille pour la convention sur la diversité biologique », donc la question se pose dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique. Est-ce que nous pensons que les terroirs peuvent nous aider à conserver la biodiversité et à l'utiliser de façon durable ? C'est un peu comme cela que j'ai reçu la question. Mais, la première chose que j'ai faite, c'est d'essayer de comprendre le terme « terroir ». J'ai pratiquement lu tout ce qui a été publié sur le sujet par vos collègues, mais je ne suis pas encore arrivé à bien maîtriser le terme. Ce matin, la présentation de Jacques Lefort m'a complètement éclairé. Maintenant, je peux partir d'ici spécialiste des terroirs.

Mais alors, je me suis quand-même dit que, étant donné que je travaille pour la convention, je ne peux pas m'arrêter seulement au terme « terroirs ». Le représentant du Vietnam par exemple a dit que le terme n'exprime pas exactement ce qu'ils ont. Donc j'ai essayé d'élargir la question à tout ce qui ressemble au terroir, c'est-à-dire tous les paysages de production mais qui sont basés sur les aspects socioéconomiques, socioécologiques, et comme l'a dit ce matin Jacques Lefort, qui sont façonnés, dynamisés par la société humaine et alors c'était je pense Dominique qui a dit que c'est vraiment fondé sur la culture, sur la tradition. Quand je vois ça de cette façon-là, je vois que dans plusieurs pays on utilise déjà une sorte de terroir. Alors je me pose la question : tous ces espaces de production socio-écologiques qui ressemblent au terroir peuvent-ils nous permettre de mieux

conserver la biodiversité, de mieux la valoriser ? Alors, cette année, c'est bien sûr l'année 2010 qui a été déclarée l'année de la biodiversité. La première chose que nous avons faite, c'était un bilan de ce que nous avons fait durant ces derniers temps, depuis que la convention a été adoptée en 1992. Je sais que le Maroc l'a ratifiée en 1995. Alors on s'est demandé, depuis lors, où en sommes-nous ?

On se rend compte que, dans la plupart des cas, nous n'avons pas bien conservé la biodiversité, nous ne l'avons pas utilisée de façon durable. Alors les conséquences sont assez graves parce que, étant donné que la biodiversité est une source de plusieurs services qui sont importants pour notre vie, notamment les services d'approvisionnement, la nourriture (on en a parlé beaucoup), même les habits que nous portons, etc. Mais on sait également que la biodiversité nous procure d'autres biens, notamment les services de régulation, la purification de l'air, la purification de l'eau. Il y a également d'autres services qui proviennent de la biodiversité : ce sont les services culturels dont on a beaucoup parlé aujourd'hui, mais également des services de soutien, notamment dans la fertilité des sols.

Lorsque nous avons tout cela, nous nous rendons compte que malheureusement nous n'avons pas pu bien gérer la biodiversité, les gouvernements vont se réunir cette année à Nagoya et ils vont essayer de mettre en place une stratégie pour essayer de corriger cela. Parce qu'on s'est rendu compte que si nous continuons à faire les choses comme dans le passé, nous allons arriver à un moment où la biodiversité va tomber dans un état où il n'y aura plus moyen de la relever. C'est-à-dire que nous risquons d'atteindre des points de non-retour. Il y a des pressions qui se font sur la biodiversité. Il y a la résilience, la résistance de la biodiversité. Mais en poussant trop, on risque d'arriver à un moment où il n'y a plus moyen de corriger cela.

Il n'y aura plus de service d'urgence pour venir corriger les erreurs que nous avons faites. C'est pour cette raison-là que les gouvernements vont prendre une autre stratégie pour essayer de corriger cela. En essayant de prendre ces stratégies-là, moi je me suis posé la question de savoir : « Est-ce que les terroirs peuvent nous aider à résoudre certains de ces problèmes que nous avons rencontrés durant cette période depuis 1992 jusqu'en 2010 ? »

Les gouvernements en ce moment-ci se disent : « On doit attaquer le problème au moins sur trois plans. » D'abord, il y a toutes ces pressions directes qui ont une influence négative sur la biodiversité. Et il y a aussi des questions indirectes qui se posent sur la biodiversité qu'il faut attaquer. Mais aussi des choses, des décisions que l'on peut prendre directement. Alors je peux donner quelques idées sur ces questions. Par exemple, actions sur les pressions directes : la pollution. Ici, en Méditerranée, on sait que c'est une question qui se pose. Mais dans la plupart des pays, l'utilisation des engrais a entraîné la mort de plusieurs eaux, etc. Donc, on parle maintenant plus de l'agriculture biologique qui va un peu essayer de corriger cela. Mais quand on regarde les terroirs, qu'on regarde les espaces

socio-écologiques dont j'ai parlé, on se rend compte que la réponse est déjà là parce que ces gens qui travaillent dans les terroirs savent recycler toute la matière organique, et tout se maintient. La résilience est toujours là.

Alors on s'est dit également qu'on peut essayer d'augmenter la superficie des aires qui sont protégées, qui sont utilisées de façon durable. Quand on regarde les terroirs, on se rend compte que ces terroirs, dans certains cas, nous servent même à faire des liens entre des aires protégées – je crois qu'on va en visiter – et les terroirs donnent déjà des solutions à ces questions que les gouvernements se posent.

Ici, bien sûr, on doit également attaquer les pressions qui sont indirectes. Notamment, on se rend compte que la plupart des gens ne sont pas très bien informés, ni sensibilisés. Madame, ce matin, nous a vraiment tellement bien sensibilisés que moi je suis prêt à aller travailler dans les terroirs. C'est cela qu'il nous faut : une bonne sensibilisation, une bonne connaissance et aussi, de plus en plus, on nous demande d'intégrer ces aspects de terroir, ces aspects de biodiversité dans les économies nationales, dans les commerces, dans le marché, etc.

Maintenant, je me rends compte que ce forum que nous avons ici aujourd'hui, c'est déjà une très bonne solution à la question que nous nous posons. Pourquoi ce forum est si important ? Parce que ce forum nous permet de mieux comprendre les terroirs, nous permet de mieux comprendre ce qui marche. Ce forum nous sensibilise, nous demande de faire encore un peu plus en ce qui concerne les terroirs. On se rend compte que, grâce à ce genre de forum, nous nous redynamisons, nous avons beaucoup plus d'idées pour aller faire encore mieux dans nos propres pays. Et, à partir d'ici, c'est sûr qu'il y aura des collaborations entre nous, entre certains d'entre vous et nous.

Les terroirs qui se passent à un niveau purement local, j'ai essayé de les prendre au niveau global, au niveau de la convention, au niveau où les gouvernements prennent des décisions qui auront un impact sur le local. Mais ce que je pense maintenant, si nous arrivons à bien promouvoir les terroirs, ainsi que les autres paysages de production socio-écologique, si on arrive à mieux les promouvoir au niveau des gouvernements, alors à ce moment-là, nous pouvons résoudre certains problèmes qui ont été décrits ce matin. Je crois que c'était Jacques Lefort qui a parlé des handicaps, notamment le manque de capitaux. Si nous parvenons à convaincre les gouvernements, ces capitaux peuvent venir non seulement des gouvernements nationaux, mais aussi les capitaux peuvent venir de l'étranger. Il y aura un échange de technologies, un échange de connaissances. Le Brésil aujourd'hui, qui nous a donné des idées sur les indications géographiques... Il y a cet échange que nous allons avoir grâce à cette promotion au niveau des gouvernements.

Donc, mon message d'aujourd'hui, c'est tout simplement de dire que les terroirs ainsi que les autres systèmes similaires (Sotoyama, aires protégées...) peuvent nous aider à résoudre les questions que les gouvernements se posent aujourd'hui parce qu'ils se sont rendu compte que nous n'avons pas bien géré la biodiversité pendant toute cette période depuis que la convention a été ratifiée.

Pour cela, quand ils vont se réunir au Japon, on espère bien qu'ils pourront prendre en considération des éléments des terroirs – en fait, c'est nous qui allons leur donner ces éléments-là – et ces éléments peuvent passer dans les décisions qu'ils vont prendre, et les choses peut-être pourront changer entre 2011 et 2020.

Conclusions et synthèse de la matinée - Salvatore Arico, spécialiste biodiversité au sein de la Division des sciences écologiques et de la terre de l'UNESCO

Juste un petit mot pour remercier, de façon formelle, mais aussi chaleureuse, si je peux me permettre, tout d'abord les autorités marocaines pour nous avoir reçus, les partenaires de Terroirs et Cultures qui continuent de faire un travail magnifique et tous les partenaires et les gouvernements, les partenaires locaux, l'ATED, les partenaires internationaux et nos amis qui se trouvent ici à Chefchaouen. Et merci à tous et à toutes d'avoir pris le temps d'être avec nous aujourd'hui.



Donc je vais me lancer. Je vais essayer de faire une synthèse, mais avec l'idée que cette synthèse puisse poser quelques pistes de réflexions et de dialogues ultérieurs pour l'après-midi. J'aimerais commencer par un symbole, notamment la candidature de la Diète Méditerranéenne au patrimoine intangible de l'UNESCO tel que Monsieur SEFIANI, le Président de la commune urbaine de Chefchaouen, en a parlé. Bon j'imagine qu'on sera tous d'accord à propos du fait qu'un plat, qu'une diète, puisse représenter la rencontre parfaite entre la nature et la culture. Et je pense que cette rencontre existe aussi grâce à des moteurs.

Les terroirs et les approches similaires sont vraiment le moteur de cette rencontre, de cette interaction synergique entre la nature et la culture. C'est un petit peu le point de départ.

Je suis obligé de revenir à mes notes par rapport au discours de Monsieur le Ministre. Non seulement parce qu'il s'agit de Monsieur le Ministre, mais surtout parce qu'il a tout dit. Il a parlé d'une palette de produits et de couleurs. Il a parlé du savoir-faire des agriculteurs et du capital culturel dont les ruraux sont les dépositaires, les gardiens. Il a parlé de terroir en tant que facteurs fondamentaux de diversification des pratiques culturelles telles qu'elles sont appliquées au territoire, et donc des produits, et donc aussi de la diversité dans un monde qui est complexe mais qui est globalisé.

Donc, quelque part, ma façon d'interpréter sa contribution a été d'imaginer les terroirs comme un élément qui apporte, un élément d'équilibre, un élément de rééquilibrage dans un monde globalisé qui a des avantages mais qui présente aussi des effets pervers.

Bien évidemment, Monsieur le Ministre a fait référence à terroirs et sécurité alimentaire, pauvreté, développement rural. Nous avons l'obligation morale dans un monde globalisé d'utiliser des moteurs d'innovation, de développement et des trésors de connaissances et savoir-faire tels que les terroirs, aussi et je dirais surtout pour commencer en tant qu'outil de développement économique mais de développement durable dans les pays qui en ont besoin.

Maintenant, je vais m'appuyer sur la notion présentée par Madame de Menthère par rapport au terroir en tant que système d'organisation sociale. Je trouve que c'est une notion très forte. Le terroir, c'est une interaction entre l'homme et la nature dans une portion bien précise du territoire caractérisé par des propriétés édaphiques, donc par rapport au climat et à la composition du sol et une certaine biodiversité et certains savoir-faire, cette interaction du coup permet au système entier de s'organiser. De s'organiser déjà sur le plan social, donc terroir en tant que systèmes d'organisation sociaux, mais aussi systèmes d'organisation économiques à différentes échelles, et aussi dans un souci de respect de compatibilité par rapport à l'environnement.

Dominique Chardon nous rappelle que rien n'est durable dans le temps sans qu'il y ait un processus de mise en réseau. Mise en réseau de sites. Il a pris l'exemple des réserves de la biosphère, il a parlé des réserves de la biosphère, de l'UNESCO, nous avons ici 11 sites qui sont représentés. Mise en réseau des terroirs, mise en réseau des expériences, des acteurs, des gouvernements et des processus. Et c'est pour cette raison que nous avons ici toutes les échelles qui sont représentés jusqu'à la convention sur les diversités biologiques.

Et dans ce sens, je me permets de vous anticiper, même si Jo ne l'a pas fait, sur le fait qu'il y a une réflexion en cours au sein de la convention sur la diversité biologique pour voir comment ces différentes approches, mais qui en fin de compte – je parle sous ton contrôle, Jo – de la même chose, peuvent, ensemble, être reconnues par les instances, en fait je dirais les processus inter-gouvernementaux tels que la convention sur la diversité biologique, en tant vraiment que moteur de développement et aussi outil de conservation de la diversité biologique et culturelle. Nous avons ici le professeur Natori qui vient du Japon et qui va nous présenter justement cette initiative par la suite.

Voilà le collègue de l'ATED, nous a montré que la mise en réseau, il ne suffit pas de créer ce que l'on appelle en anglais « a paper network », un réseau qui existe juste sur le papier, il faut des interlocuteurs à tous les niveaux, comme l'ATED ici au Maroc et d'autres.

Je voulais juste dire : « mais pourquoi l'UNESCO ». Parce que, en fait, ce qui nous intéresse en tant qu'agence qui s'occupe des sciences et technologies, c'est la contribution de la science et la technologie à l'agriculture pour le développement. Ça c'est une première perspective qui nous intéresse beaucoup. Mais aussi la dimension culturelle des terroirs et de l'agriculture en tant qu'activité multifonctionnelle. Je ne parle pas de l'agriculture simplement par rapport à la production de nourriture et de fibres. Nous travaillons en équipe avec d'autres acteurs. Nous avons ici le collègue de la FAO qui est l'agent spécialisé des Nations-Unies qui a le mandat pour travailler dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation. Quand il s'agit de la composante culturelle de l'agriculture, on travaille ensemble. Quand il s'agit de bien comprendre quelle a été la contribution

de la science et de la technologie à l'agriculture pour le développement, dans ce cas-là, les acteurs comme l'UNESCO se retrouvent autour de la même table que d'autres acteurs internationaux et intergouvernementaux tels que la FAO.

Jacques Lefort nous a fait comprendre l'importance de formaliser quelque part l'approche terroir. « Formalisation » : il ne faut pas avoir peur de ce mot. Il ne s'agit pas de l'institutionnaliser. Il s'agit de comprendre sur le plan scientifique – et d'ailleurs Jo l'a dit – de quoi on parle. Est-ce que le terroir, ou les terroirs suivent des limites (pas des barrières) géographiques ? Est-ce qu'on peut associer un terroir à des facteurs physiques qui soient plus ou moins précis ? Et je pense que cette caractérisation, cette formalisation du concept de l'approche est très importante aussi par rapport à la question changement climatique qui a été soulevée par la suite par un des intervenants, des participants à la table ronde, notamment c'est le collègue éthiopien qui a beaucoup, beaucoup insisté sur cet aspect-là. Donc, je pense qu'il faut qu'on soit le plus solide possible sur le plan scientifique et technique. Et pas de malentendu. Les connaissances traditionnelles de savoir-faire ne représentent que le côté non formel des connaissances scientifiques. En tout cas, à l'UNESCO, c'est comme ça qu'on voit les choses. André Valadier a dit quelque chose – à un moment donné, j'ai dit : « Voilà, on tient quelque chose » - il a parlé de biens faits. Ça c'est très important. On a donc les produits. Et je vais me permettre de faire la même chose en anglais. Donc « goods » produits. Et après on a les services. Les services, c'est des produits qu'on a du mal parfois à quantifier mais surtout qui ne sont pas forcément tangibles. Jo en a parlé. La capacité des écosystèmes de purifier l'eau, l'air, la production de fibres, de nourriture, certains sont tangibles, d'autres moins. Les produits, les services culturels. Après, on a le bien-être. « Well being ». Donc, en français : produits, services, bien-être, et en anglais : good services, well being. Et je trouve que le bienfait est un concept très utile. Cela veut dire que le terroir fait du bien. Il fait du bien parce que cela nous permet d'être là, de vivre. Ça nous aide au niveau de nos économies. Il nous apporte vraiment ce bien être, ce « bienfait » qui sur le plan de la communication est une notion extrêmement importante.

La table ronde qui a eu lieu par la suite a soulevé un certain nombre de questions transversales : la question des changements climatiques auxquels nous allons être tous être soumis. Nous allons être tous sollicités par ce problème d'une façon ou d'une autre. La question des échelles, dont j'ai un petit peu parlé. La question du renforcement des capacités. Je pense que le collègue du Vietnam et d'autres collègues nous ont permis de comprendre. Le collègue en provenance du Vietnam a dit : « le renforcement des capacités va nous permettre d'assurer la pérennité des terroirs, de ses produits et des produits liés au terroir ». D'autres intervenants nous ont fait comprendre, et d'ailleurs lui-même aussi, que renforcer les capacités, cela veut dire mille choses. Ce n'est pas que sur le plan économique de l'assistance financière, c'est aussi le transfert des connaissances, le transfert des technologies, les problèmes de collaborations. Il y a toute une palette d'outils dont nous disposons

pour renforcer les capacités des terroirs qui, une fois renforcées, vont pouvoir continuer de jouer ce rôle de moteur de la durabilité, surtout du point de vue d'une économie et d'une organisation sociale décentralisée.

Un autre élément, qui est en fait le quatrième élément transversal que j'ai noté avec le renforcement des capacités, la question du changement climatique et la question de l'importance liée aux différentes échelles est l'élément régulation-réglementation. Il ne faut pas se cacher derrière le fait. Disons que cela n'est pas encore acquis. On est confronté à des questions de souveraineté, accès, partage des bénéfices, décentralisation versus centralisation, ressources génétiques, systèmes de certification. Ce n'est pas pour dire que nous sommes victimes des aspects juridiques de l'approche terroir. Pas du tout. Mais les questions de régulation et réglementation – qui d'ailleurs, malgré le fait que je ne sois pas un expert dans la matière – on m'a expliqué : c'est un ensemble d'aspects formels juridiques avec des aspects moins formels. Ces questions-là doivent être approfondies, testées, et des expériences qui ont fonctionné répliquées ailleurs.

Pour conclure, j'ai été frappé, juste en l'espace de quelques heures, par la maturité des approches. Le fait qu'on soit en Guinée ou en Amérique du sud, il y a plein d'approches qui se ressemblent, qui ont tendance à converger, et ces approches sont mûres. Je pense que nous ne sommes pas là pour convaincre de la valeur potentielle de cette approche-là, mais plutôt pour dire : « maintenant, comment on peut vraiment exploiter, dans le bon sens du terme, une telle démarche pour rééquilibrer un petit peu la situation à différents échelles ? ».

Et voilà. Cela est ma contribution. Je n'apporte rien de personnel. J'ai juste écouté et pris des notes, et je termine juste sur l'importance de continuer cette réflexion lors des étapes qui sont devant nous, les ateliers et autres sessions mais, si je peux me permettre aussi, pendant le merveilleux repas qui nous attend à l'extérieur.

Présentation de la région Tanger Tétouan et introduction des circuits visites par Mostafa Hassani, Directeur de la Direction Régionale Tanger Tétouan

Madame, Mademoiselle, Messieurs, Mes Chers Participants,

C'est un honneur pour moi d'avoir répondu à l'invitation des organisateurs du Forum afin de vous donner quelques éléments d'appréciation sur le dynamisme des initiatives régionales et sur les circuits visites qui se tiendront cette après midi. L'objectif de ces circuits- visites est de donner à voir la diversité et le dynamisme des initiatives locales aussi bien dans le domaine de l'agriculture, de l'artisanat que du tourisme.



Cette synergie entre les différents acteurs et secteurs d'activités est le reflet de notre ambition de donner à voir aux visiteurs tout l'éventail des potentialités de la région. Comme vous le savez, nous sommes ici dans une région à plus de 60% montagnaise avec une forte prédominance de petites exploitations familiales. Ce handicap naturel est malheureusement trop souvent perçu comme une contrainte. Notre ambition est claire : Faire de ces contraintes des atouts, contribuer au développement de ces zones de montagne en soutenant le développement d'une agriculture générant des produits de haute qualité et à forte valeur ajoutée.

Pour cela, il nous faudra valoriser les spécificités locales et territoriales en partenariat étroit avec les principaux acteurs agissant au niveau de la région et démontrer que la synergie entre les acteurs et les secteurs d'activités est un formidable levier de développement des Terroirs.

A titre d'exemple, la volonté de la Direction Régionale de l'Agriculture, est de s'appuyer sur le dynamisme des acteurs locaux mais aussi d'autres programmes nationaux tels que l'Initiative National de Développement Humain, les programmes d'aménagement du territoire et ceux de développement du secteur touristique et artisanal. C'est dans ce même esprit partenarial qu'ont été conçus les circuits thématiques que vous allez découvrir cet après-midi. Ils sont tous liés aux ateliers thématiques qui se tiendront demain matin.

Chaque visite a été soigneusement préparée par le comité local d'animation et d'organisation du forum en étroite concertation avec les services de la Direction Régionale de l'Agriculture. Ce travail a supposé une mobilisation sans précédent des acteurs locaux de la région. Qu'ils en soient remerciés !

La DRA de Tanger -Tétouan est déjà pleinement engagée en ce sens sur le terrain via des projets concrets conçus à travers une approche ascendante, participative et intégrée de l'amont à l'aval des

filières. Vous aurez l'occasion pendant ces quelques jours de déguster quelques produits phares de la région tels que L'huile d'olive, le fromage de chèvre et la viande caprine, les figues séchées, le miel mais aussi des produits encore méconnus comme le « samet » un extrait de raisin unique au Maroc !

Lors des circuits, certaines coopératives vous feront déguster quelques un de ces produits et vous aurez l'occasion lors des différents temps de restauration d'apprécier la richesse de la culture alimentaire marocaine éminemment teintée de cette empreinte méditerranéenne...

Au niveau des services du Ministère de l'agriculture, nous sommes déterminés à mettre à niveau cette petite agriculture, trop souvent sous estimée et assurer un développement économique, respectueux de l'environnement et des identités locales tout en maintenant un équilibre approprié entre monde rural et monde urbain. Je profite de cette occasion pour saluer l'esprit de collaboration qu'a fait naître ce forum entre nos services et les élus de la municipalité de Chefchaouen. Par ailleurs, jusqu'à maintenant les initiatives étaient trop souvent segmentées, peu coordonnées et concentrées sur l'amont des filières. A titre d'exemple, ceci a contribué à délaissé la question de l'accès aux marchés qui demeure pourtant un maillon incontournable de la chaîne de création de valeurs. Il nous faut donc aujourd'hui innover dans la manière dont on assure la promotion des produits de qualité et d'origine pour parvenir à cette voie très fine entre développement des produits de terroir et maintien des typicités. Le nouveau cadre législatif concernant les signes distinctifs d'origine et de qualité est un précieux outil qui garantie ce lien des produits à une origine déterminée et protège les consommateurs des éventuels détournements d'images dont souffrent ces produits à forte valeur ajoutée. Ce cadre est sans précédent au sud de la méditerranée ; nous souhaitons donc faire de la région Tanger Tétouan une région « laboratoire » pour que ces processus de qualification s'accompagnent d'un véritable développement pour les acteurs concernés, a savoir cette petite agriculture qui en tant besoin, a l'instar de ce qui est fait dans les régions du sud du Royaume. Cette innovation dans la manière d'assurer la promotion des produits de terroir sera illustrée pendant ces quelques jours par l'organisation de 2 manifestations portées par le ministère de l'agriculture et qui se tiendront en marge du 3ème Forum International :

- La foire nationale des produits de Terroir qui se tiendra sur cette belle esplanade aux pieds des montagnes qui juxtapose le complexe Mohamed VI mais aussi,
- la 10ème édition de la Foire Régionale Caprine qui se tiendra à 10 min d'ici près de la source de Ras el Ma. Vous trouverez le temps dans le programme chargé du Forum, notamment lors de la journée du mercredi pour visiter ces manifestations que nous avons conçu en synergies avec le Forum.

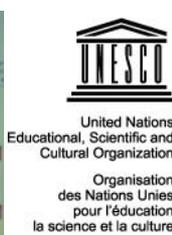
Il nous faudra enfin innover dans la manière de donner à voir et de valoriser le travail des acteurs sur le terrain, c'est le sens des visites que les organisateurs, le comité local d'animation et d'organisation et la direction régional de l'agriculture ont préparé pour vous.

Bienvenus mes chers participants, en tant que DRA c'est un honneur pour moi que de partager les richesses de cette région avec plus de 25 délégations internationales. Bienvenu à vous tous dans cette belle région, nous vous souhaitons des échanges de qualité et que votre expertise collective puisse alimenter notre action pour le développement des terroirs de la région.

Séance Plénière du 1^{er} juin 2010

Présentation de différents types d'expériences innovantes en matière de développement local à l'international

Session sous l'égide de l'UNESCO, animée par Guilhem Calvo – Agri-Cultura Conseil pour Terroirs & Cultures et ATED



Cette table ronde a permis de relier et de faire témoigner des acteurs internationaux qui œuvrent à la promotion d'approches innovantes de développement basées sur la mise en valeur des ressources et des diversités locales. Qu'il s'agisse du concept de « Terroir », de celui de « Satoyama » ou enfin de « Développement territorial avec identité culturelle », l'ensemble de ces approches portent une vision commune : valoriser les diversités locales comme alternative à l'homogénéisation des pratiques et des savoirs.

L'émergence sur la scène internationale du concept de diversité « bio-culturelle » souligne une évolution majeure des paradigmes dans les manières de voir et faire du développement. Cette évolution va dans le sens d'un décloisonnement des savoirs et d'une prise en compte de la complexité inhérente aux interactions entre les hommes et leur environnement. Elle témoigne également d'une prise de conscience des rôles multiples que peuvent jouer les diversités biologique et culturelle pour faire face aux défis de demain. Des concepts comme celui de Satoyama nous rappellent que derrière la conservation des paysages « bio-culturels », c'est un ensemble de services écologiques et de savoirs-locaux qui sont préservés et potentiellement valorisables. Le formidable travail fait par nos collègues du Centre Latino-Américain pour le Développement Rural (RIMISP) autour du concept de « Développement territorial avec identité culturelle » démontre que la culture sous toutes ces formes peut constituer un puissant levier de développement pour des territoires trop longtemps marginalisés. Enfin l'expérience du marché « Mata Atlantica » au Brésil dans la réserve de biosphère du même nom souligne à quel point les nouvelles demandes des consommateurs et des touristes peuvent contribuer à des dynamiques territoriales durables.

Marquée par la tenue de l'« année internationale de la diversité biologique » et par celle du « rapprochement entre les cultures », l'année 2010 constitue un moment privilégié pour donner à voir les liens d'interdépendance qui unissent diversité biologique et culturelle. Il est donc primordial que les acteurs qui portent une vision commune du développement échantent et définissent des voies pour que ces approches puissent, demain, prendre la forme de politiques et d'actions internationales, nationales et locales. Cette dialectique entre pratiques locales et réflexions internationales est ce qui constitue l'essence même des Forums Internationaux Planète Terroirs. Cette table ronde avait donc toute sa place au sein de cette rencontre. Elle devrait ouvrir la voie à un dialogue fécond entre ces différentes initiatives et nous invite à avancer vers une meilleure compréhension de ces approches et de leurs facteurs de réussites. Nous pourrions ainsi disposer d'outils pour contribuer à la diversité et à la durabilité des territoires ruraux.

Satoyama Initiative par Yoshihiro Natori, Professeur à l'Université des nations Unies

Preparatory Meetings & Workshops

Penang, Malaysia
1-3 October 2009

Tokyo, Japan
25 July 2009

Global Workshop
29-30 January 2010
Paris Declaration on SI

<http://satoyama-initiative.org/>

What the *Satoyama* Initiative is?

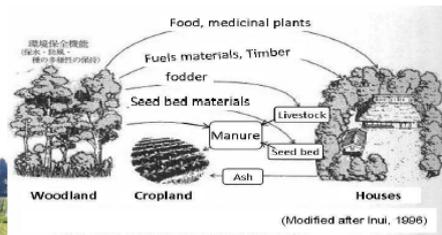
- An initiative for:**
- Promotion and support of socio-ecological production landscapes
 - And thus maintaining and/or enhancing their contribution to human well-being and the three objectives of the CBD

**But what are socio-ecological production landscapes?
Why should we promote them?**



What are socio-ecological production landscapes?

- Dynamic mosaics of habitats and land uses shaped by interactions between people and nature over many years (cultural heritage), including sea-scapes
- Compatible with the Ecosystem Approach and Guidelines on Sustainable Use
- Natural resources are used, re-used, recycled in a cyclical manner within the carrying capacity and resilience of ecosystems



What are socio-ecological production landscapes (SEPL)?

Found in many regions of the world under various names

- *Srair-Chamkar* in Cambodia
- *Muyong, uma* and *payoh* in the Philippines
- *Mauel* in Korea
- *Dehesa* in Spain
- *Terroirs* in France and other Mediterranean countries
- *Chitemene* in Malawi and Zambia
- *Satoyama* in Japan

More examples in CBD Technical Series No. 52

In common

- wise and sustainable use of biological resources
- In accordance with traditional and, in some cases, modern cultural practices



Garrity D. ICRAF

SEPLs Case Mt. Kilimanjaro Region, Tanzania



Chagga communities have practiced complex agroforestry for centuries, providing key ecosystem services to protect critical watersheds and biodiversity on Mt. Kilimanjaro, which is recently under threat of climate change.

Garrity D. ICRAF

SEPLs Case Kagogo, Northern Rwanda



Soil erosion have caused loss of fertile soil, leading to sediment and pollution in lakes and rivers. Sustainable land management, esp. AF has reversed soil degradation and kept water clean, benefitting communities.

Why should we promote SEPL?

They are beneficial

- Provide humans with goods and services needed for their **well-being** (provisioning, regulating, cultural and supporting services) as well as maintain **biodiversity**
- Achieve optimal balance of food production, **livelihood** improvement and ecosystem conservation, thus achievement of **MDGs** and national development policies.
- Provide sense of roots and identity
- Contribute to the mitigation of and adaptation to **climate change**
- Play role in achieving connectivity/corridor **conservation**
- Thus = tools for implementing **CBD and post 2010 targets**



Why should we promote SEPL?

They are threatened

- Abandoned because
 - ✓ Rural depopulation in search of employment and better living conditions
 - ✓ Ageing populations
 - ✓ Insufficient provision for the livelihood of local communities
- Lost because of unplanned urbanization, industrialization encroaching on SEPL
- Overexploited or degraded due to increase in population/resource demand

Consequences

- Decline in ecosystem services with serious consequences for the local and broader communities and biodiversity



We need

Urgent measures for socio-ecological production landscapes:

- ✓ Support existing ones (maintain them)
- ✓ Revitalize or rebuild degraded or abandoned ones
- ✓ Create new ones

The *Satoyama* Initiative: Vision

Realizing Societies in Harmony with Nature

- Building **positive human-nature relationships** by:
 - Maintaining and developing socio-economic activities (including agriculture, forestry and fishing) in alignment with natural processes
 - Ensuring that biological resources are managed and utilized in sustainable manner
- So that **biodiversity can be maintained**, and humans can enjoy a **stable supply of various benefits of nature (ecosystem services) well into the future**

Conceptual Structure of the *Satoyama* Initiative



Achieving the **Vision** (long term goal) by carrying out activities in accordance with the **Three-fold Approach**, which in concrete terms, entails the **Five Perspectives**.

Three-fold Approach of the Satoyama Initiative

- Consolidating wisdom on a stable supply of diverse ecosystem services
- Integrating traditional ecological knowledge with modern science
- Exploring new forms of co-management system or “new” commons while respecting traditional communal land tenure

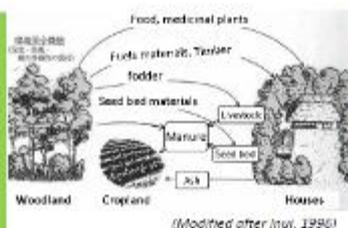
Five perspectives of the Satoyama Initiative

Perspective 1:
Resource use within the carrying capacity and resilience of the environment



Winter grazing in winterage on Burren Hills, Ireland
 • Farm management based on traditional knowledge of natural carrying capacity (13 cows per winterage for 6 months)
 • Ensures removal of accumulated dead vegetation and prevents overgrazing of the uplands

Perspective 2:
Cyclic use of natural resources



Traditional cyclic use of natural resources in satoyama

Biogas generation from cow manure in Spessart, Bayern State, Germany

Perspective 3: Recognition of the value and importance of local traditions and cultures



<Toro Village, Central Sulawesi, Indonesia>

Villagers work with NGO to help bring customary law of land and natural resource utilization into statutory form

Perspective 4: Natural resource management by various participating and cooperating entities



<Lake Nyasa and Matengo Highlands, Tanzania >

Collaboration efforts have been taken by farmers in the upstream and downstream areas, by universities and local government

Perspective 5: Contributions to local socio-economies



<Ixtlan de Juarez, Oaxaca State, Mexico>

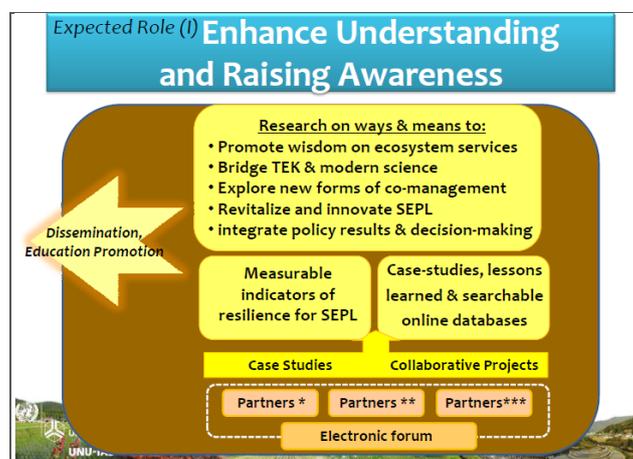
Community forestry enterprise based on indigenous governance system

What the *Satoyama* Initiative intends to achieve

- **Better understand** importance of socio-ecological production landscapes for livelihoods and the three objectives of the CBD
- **Raise awareness**

- Provide **support** to existing socio-ecological production landscapes
 - **Expand** where appropriate
- = part of implementation of the post-2010 Strategic Plan

- **Collaborate** with other initiatives dealing with socio-ecological production landscapes (e.g. GIAHS, ICRAF, IUCN, Bioversity International, Planete Terroirs, UNESCO, UNEP, UNDP etc.)



- Provide **support** to existing socio-ecological production landscapes
 - **Expand** where appropriate
- = part of implementation of the post-2010 Strategic Plan

- Enhance capacities (e.g. regional workshops) for on-the-ground projects to maintain, rebuild and revitalize socio-ecological production landscapes
- Provide support

- **Collaborate** with other initiatives dealing with socio-ecological production landscapes (e.g. GIAHS, ICRAF, IUCN, Bioversity International, Planete Terroirs, UNESCO, UNEP, UNDP etc.)

- Collaborate with and/or strengthen synergies with partners including
 - local community organizations
 - National/local governments
 - donor agencies
 - IOs, NGOs
 - other UN agencies and organizations



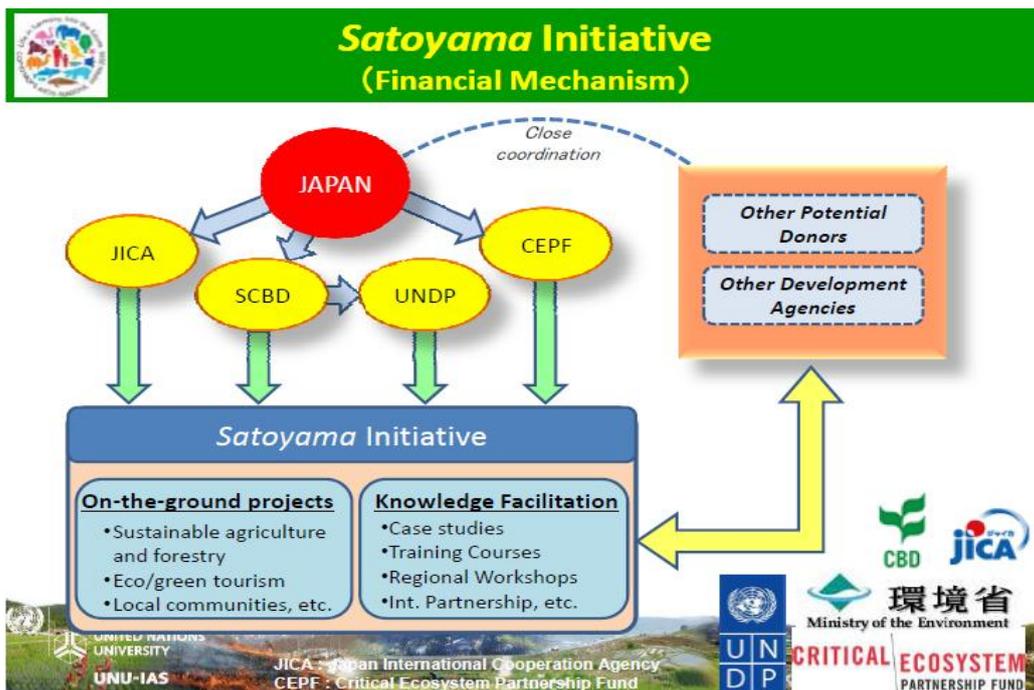
What enabling mechanisms to support the *Satoyama* Initiative?

- An **International Partnership** to carry out, as much as possible in synergy, the activities identified by the *Satoyama* Initiative and individual activities
 - linked to national/sub-national and regional partnerships
 - open to all organizations dealing with socio-ecological production landscapes
- **Financial mechanisms** including mechanisms such as the payment for ecosystem services for the implementation of the Initiative and elated projects and activities of the International Partnership
- **Reporting** to CBD SBSTTA and COP in accordance with CBD MYPOW, and with milestones for MDGs 2015

Why International Partnership?

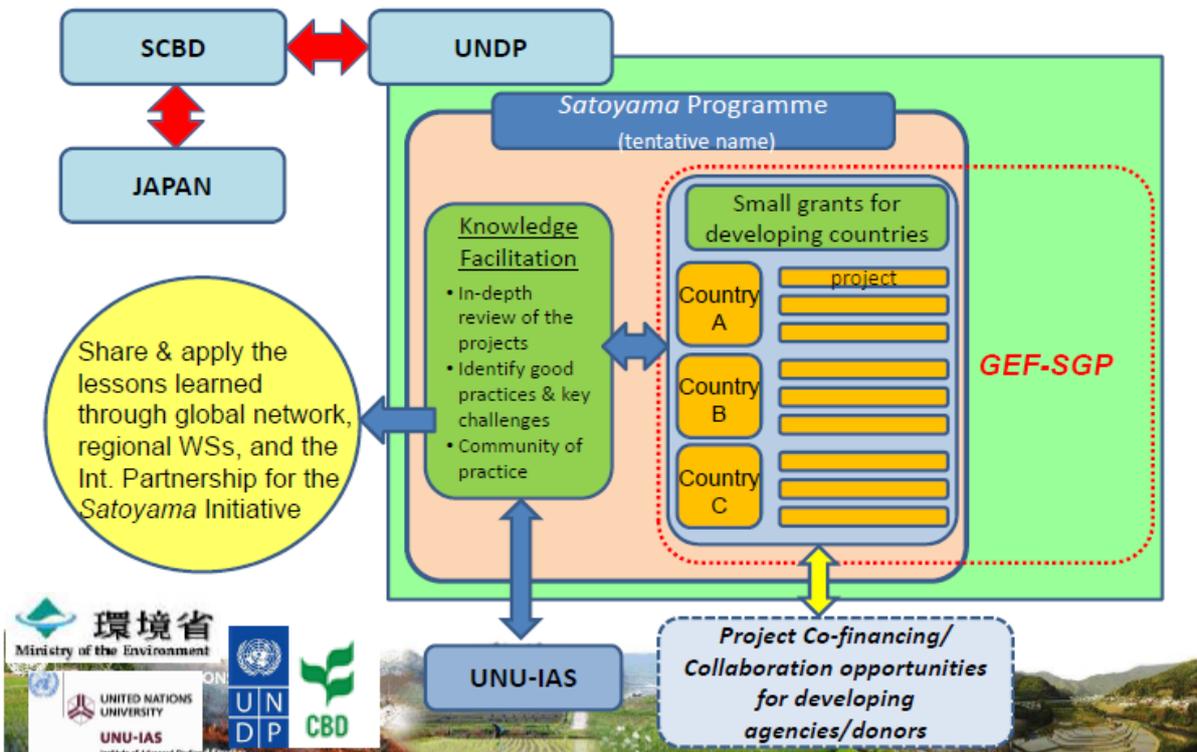
Ensure synergy, complementarities among all the activities of organisations

maximize resources and strengthen the work of each other
(with knowledge, expertise etc.)





Satoyama Initiative (Support for on-the-ground projects implemented by UNDP)



Time-line of the International Partnership for SI



Développement rural territorial avec identité culturelle en Amérique Latine et dans les Caraïbes par Claudia Ronaboldo, chercheuse principal au Centro latinoamericano para el desarrollo rural



Projet de Développement Territorial Rural avec Identité Culturelle

- ✓ Soutenu par la Fondation Ford (depuis 2006).
- ✓ Impulsé par Rimisp et un grand ensemble d'associés et de collaborateurs.
- ✓ Se caractérise par la mise en place de RESEAUX et de cofinancements concrets.

Quel est le problème?

- ✓ Hauts niveaux de pauvreté et d'inégalité.
- ✓ Instabilité et vulnérabilité dans l'accès aux actifs et leur contrôle.
- ✓ Exclusion sociale, focalisée sur certains groupes de population.



Quelles ont été les réponses dans le passé?



Modèle de développement sectoriel agricole/rural fondé sur:

- ✓ Développement et compétitivité orientés vers les moyens et grands producteurs agricoles et leurs entreprises (ou "les gagnants"). Chaînes par produit.
- ✓ Assistance sociale pour les petits producteurs et les "groupes vulnérables" (ou "les perdants").

Quelle est la proposition DTR-IC?



- ✓ Approche territoriale.
- ✓ La reconnaissance et la mise en valeur de la diversité culturelle (et de la biodiversité naturelle).
- ✓ La focalisation sur des acteurs exclus et sur la construction d'amples synergies.



DIVERSITE:

- Actifs (patrimoine culturel)
- Actifs (ressources naturelles)
- Acteurs et leurs organisations (capital social)

Objectif DTR-IC

Influer sur diverses sphères de l'action publique, en encourageant des dynamiques territoriales fondées sur l'identité culturelle, qui mettent en évidence et posent cette dimension comme une alternative pour un développement durable, facteur d'inclusion.



Quels sont les avances et les résultats?

Couverture

- 5 pays (Bolivie; Brésil, Chili, Mexique, Pérou).
 - 7 territoires.
 - Une étendue de 47.438 Km².
 - Une population rurale de 222.500 personnes (environ 55.000 foyers).
- Projection dans le futur : 8 autres territoires dans 4 pays comprenant 328.000 personnes (environ 82.000 foyers)

Type de population impliquée :

- Peuples indigènes.
- Peuples d'origine africaine.
- Paysans et agriculteurs familiaux de toutes sortes de produits locaux typiques.
- Eleveurs de camélidés sudaméricains.
- Pêcheurs artisanaux.
- Récolteurs et personnes chargées de la transformation de produits de la forêt et de réserves naturelles.
- Artisans en fibres y matériaux très divers.
- Opérateurs et chefs d'entreprises touristiques /écotouristiques / communautaires et municipales à petite échelle.
- Administrateurs de centres communautaires et territoriaux.



Aires de résultats
(clés de réussite qui luttent contre des facteurs limitatifs)



Investigation mobilisatrice

1. Etat de la situation en ALC.
2. Neuf études de cas dans 11 pays.
3. Quatre investigations en dynamiques territoriales IC "tipo".
4. Deux études complémentaires (normes et marchés).
5. Produits ad hoc animateurs locaux (cartes, vidéos).

Développement de stratégies DTR-IC

1. Initiatives d'échanges et apprentissage :
 - Routes d'apprentissages .
 - Laboratoires territoriaux.
2. Alliances territoriales public/privé.
3. Modèles et instruments pour des stratégies territoriales différenciées.

Incidence sur l'action publique

1. Accords opérationnels avec des instances publiques nationales et sous-nationales.
2. Communication stratégique dans divers médias et auprès de divers publics.
3. Diplômé DTR-IC.
4. Plateformes diverses.
5. Suivi et évaluation des changements dans les actifs du territoire.

Quels sont les principaux défis dans le futur?

- Ampliation de l'échelle et de la masse critique par le biais de :

1.

Stratégies territoriales fortes et articulées, en prenant en compte:



- La **compréhension du caractère multiple** de la valeur de l'identité.
- La **valorisation intégrale du territoire**, non sa valeur marchande.
- L' **articulation d'efforts importants**, non d'initiatives dispersées, petites et fragmentées dans le temps et l'espace.
- La **connexion entre acteurs et réseaux** sur le territoire et en dehors de lui (privés et publics).



- La prise de décisions au sujet du **type de stratégie de promotion du territoire**. Par exemple:
 - "Produits qui voyagent"
 - "Consommateurs qui voyagent"
 - "Investisseurs qui parient sur les territoires".
- L'encouragement à la **créativité , l'originalité et l'innovation**, non uniformisation des goûts, saveurs, couleurs et formes.

2. Développement de capacités, en prenant en compte :



- La reconnaissance et l' **accréditation universitaire** des talents et savoirs locaux.
- L' **identification** et la mise en **évidence** des expériences territoriales comme enseignements de vie.
- L' **apprentissage** entre pairs.
- L' **association** entre les centres universitaires et la base territoriale -milieu de vie, articulée en une proposition solide et porteuse de continuité.

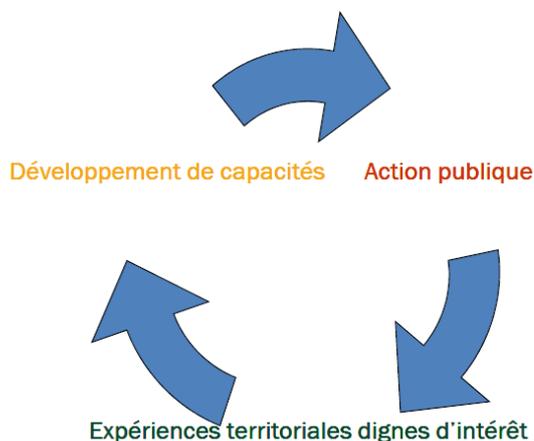
3. Positionnement et incidence sur l'action publique, prenant en compte :



- **Action publique** au sens (politiques publiques, stratégie des secteurs de l'entreprise , plateforme des mouvements sociaux et citoyens, activités du monde intellectuel, expressions de l'opinion ...)
- Le **rôle-clé de l'Etat** pour faciliter les processus et les articuler: le défi de la capacité d'agir de la politique publique.

Défis au sujet de la ampliation de la échelle:

ARTICULATION /SYNERGIES



Territoire pour la Conservation et le Développement durable : Réserve de Biosphère Mata Atlantica au Brésil par Clayton Lino Ferreira, coordinateur

MAB's objective

1971 - Man and Biosphere Program

1974 - Biosphere Reserve Concept

MAB's objective is to provide the knowledge, skills, and human values to support harmonious relationships between people and their environments throughout the world.

Biosphere Reserves act as keystone of MAB by providing a global network of sites for cooperative research toward this end. They also demonstrate the sustainable use goals of the World Conservation Strategy.

Biosphere Reserves – Functions

Model regions and Learning spaces for Sustainable development

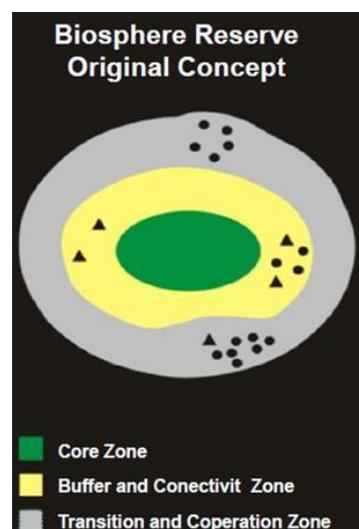
- Conservation – contribute to the conservation of landscapes, ecosystems, species and genetic variation;
- Development – improve economic and human development which is socio-culturally and ecologically sustainable;
- Knowledge – support for environmental education and training, research and monitoring related to local, regional, national and global issues of conservation and sustainable development.

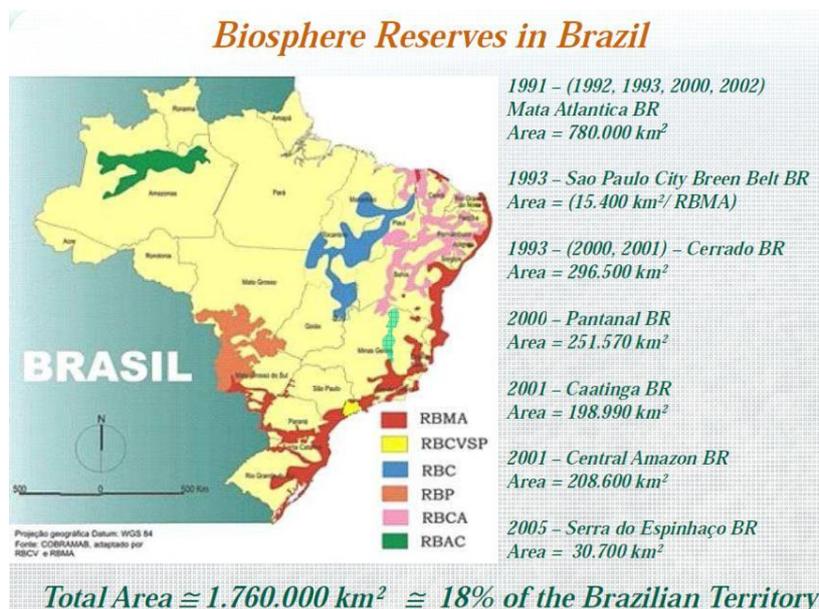
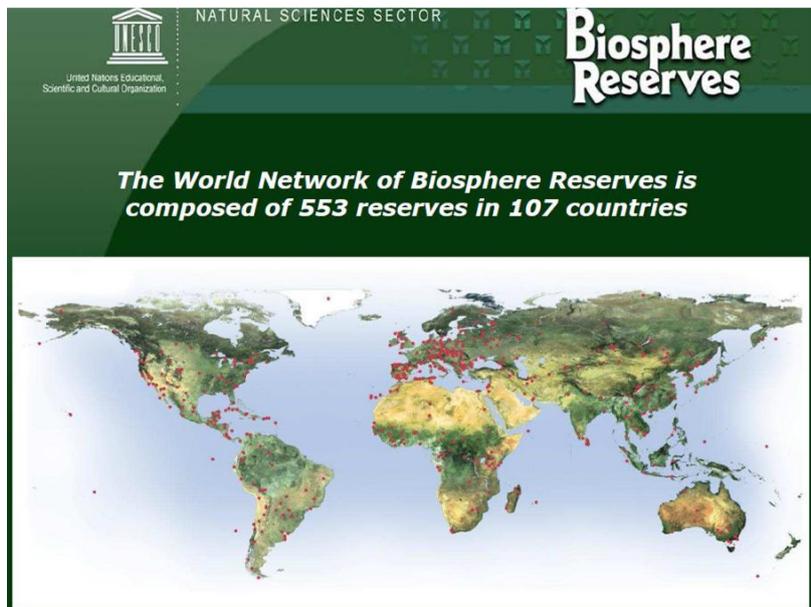
Biosphere Reserves – Zoning

Core Zone – A legally constituted area or areas devoted to long-term protection, according to the conservation objectives of the biosphere reserve, and of sufficient size to meet these objectives;

Buffer and Connectivity Zone – Area or areas clearly identified and surrounding or contiguous to the core zone or zones, where only activities compatible with the conservation objectives can take place;

Transition and Cooperation Zone – An outer area where sustainable resource management practices are promoted and developed.





Le terroir renvoie à un lieu, mais aussi à une construction culturelle. Le terroir est aussi un mélange de plusieurs facteurs : histoire, nature, économie, politique, aspects sociaux, etc. Si un de ces facteurs est amené à changer, le visage et l'histoire du terroir vont aussi changer. Dans les faits, il est important de souligner la vision dynamique du terroir et sa relation avec d'autres facteurs. Le terroir est aussi un produit culturel, issu de l'identité locale et de l'histoire.

La réserve de biosphère doit renforcer et aider à valoriser le terroir local et les identités locales. En outre, la connaissance et la culture doivent être des connexions permanentes pour la construction, la conservation d'une réserve de biosphère et la promotion du développement durable.

La Réserve de Biosphère Mata Atlântica



La réserve de biosphère de Mata Atlantica est la plus grande réserve de tous les réseaux de l'UNESCO (500 réserves, au total), ainsi que la plus grande réserve du Brésil. Il s'agit d'une mosaïque de forêts, qui occupe 15 % du territoire. C'est dans cette région que se trouvent les plus importants centres économiques du pays. Aujourd'hui, la zone forestière ne représente plus que 8 % de la forêt originale. Quoi qu'il en soit, cette forêt reste très riche et contient un écosystème atteignant des records de biodiversité (plus de 450 espèces d'arbres, par exemple, et de très nombreux animaux). La socio-diversité culturelle y aussi est très riche (plus de 70 groupes d'Indiens et des centaines de communautés traditionnelles).

Main lines :

- Institutional Building
- Public Policies
- International Cooperation
- Conservation and Sustainable Development
- Communication and Environmental Education

Main programs :

- Mata Atlântica Market, Sustainable Tourism, Environmental Services
- Mosaics and Corridors, Foresty Restoration, Culture and Mata Atlântica
- Public Policies, International Cooperation, Communication and Environmental Education, Capacitation and Training, Institucional Management

Priorities of RBMA for the territory

- Integrated planning and management of the territory (nature conservation, culture and economy)
- Participatory and dynamic planning
- Strengthening the communities culture and local identities
- Support in sustainable production and access to markets
- Ecotourism Promotion

Les programmes relatifs au tourisme sont très importants et sont directement liés à la spécificité de ce terroir. Nous prenons des mesures et élaborons des programmes d'action afin de ne pas favoriser un tourisme de masse ou industriel, mais un tourisme à dimension locale. Dans ce contexte, la certification de produits d'origine devient très importante, tout comme le développement d'infrastructures d'accueil locales (hôtels, restaurants, etc.).

La région de Mata Atlantica est une zone économique très importante ; elle représente 70 % du produit de l'économie brésilienne.

Un programme nommé Mercado Mata Atlantica s'adresse directement aux communautés concernées :

Programme Mercado Mata Atlantica

Stratégies et priorités

- Identification de produits, de services et d'entreprises durables ;
- Amélioration de la qualité des produits et services locaux;
- Valorisation des produits et services par l'agrégation des valeurs sociales et environnementales
- Promotion et diffusion des produits;
- Sensibilisation des consommateurs.

Cette zone propose beaucoup de produits artisanaux (miel, etc.). En pratique, la certification renforce la valeur de la production locale et favorise la construction d'une chaîne d'acteurs.



Principes et Critères (approuvé par diverses entreprises de la Communauté)

- Développement et de gestion de la durabilité économique:
 1. Responsabilité environnementale et engagement des entrepreneurs.
 2. Réduction et utilisation de recyclage des matières premières à adopter et encourager les entreprises et les consommateurs;
 3. Améliorer la qualité des biens et des services sur une base permanente, à travers la responsabilisation des producteurs, l'innovation technologique et de gestion, le développement technologique et le sauvetage des savoirs traditionnels;
 4. Mise dans des conditions de traçabilité complète de la chaîne de production.
- Développer des actions de promotion sociale et de bonnes relations avec la Communauté
 1. Création d'emplois et de revenus en priorité par le renforcement des entreprises et des entrepreneurs locaux, ouverture des marchés et promotion de la citoyenneté responsable.
 2. Consommation durable et solidaire encouragée dans tous les secteurs de la société.
- Conduite efficace de la gestion environnementale et du respect du patrimoine culturel
 1. Production, transformation et distribution en équilibre avec la capacité de charge des écosystèmes, intégration dans le paysage, la société, la culture et les systèmes de production locale recommandée.

2. Utilisation des ressources naturelles et du patrimoine culturel, conformément à toutes les lois et les procédures d'incident sur les normes de certification ou les conventions collectives de l'utilisation et la responsabilité, fondée sur une politique interne minimale de gestion de l'environnement.

- Sauver la Forêt Atlantique

1. Focus sur les questions clés pour la conservation efficace du biome local.

2. contribution effective à la gestion de la RBMA.



Synthèse générale du travail des ateliers



Retrouvez les synthèses de chaque atelier sur www.planete-terroirs.org

La valorisation économique des terroirs : Atouts, enjeux et questions par François Casabianca, Chercheur INRA France

Atelier A : *Quelle économie pour les Terroirs ? quel marché pour les produits de terroir ?*

Atelier B : *Les indications géographiques dans la construction des Terroirs ?*

Atelier E : *Quel tourisme pour le terroir et comment le développer ?*

Atelier J : *Comment impliquer les consommateurs pour qu'ils deviennent levier dans le développement des terroirs ?*



Introduction

Elaborer une synthèse de quatre ateliers de notre Forum est, chacun en conviendra, un exercice délicat. Et, quel que soit le soin avec lequel cette synthèse est conçue, elle court le risque de décevoir assez largement tous ceux qui ont œuvré dans ces ateliers où beaucoup d'échanges ont eu lieu. La présente synthèse n'a donc pas pour prétention de retracer fidèlement cette richesse de contenus, mais plutôt de tenter d'en tirer des enseignements transversaux partageables plus largement. Elle vise une complémentarité avec les comptes-rendus des ateliers qui permettront d'entrer dans les débats et dans les confrontations d'expérience qui les ont nourris.

Tout d'abord, une mise au point sur les apports nord / sud s'impose puisque le présent Forum est le premier qui est organisé dans ce qu'on appelle « les Suds ». Dans les ateliers - les différents responsables d'ateliers l'ont largement confirmé - ces apports ont été réciproques : les expériences des uns peuvent effectivement éclairer les questions portées par les autres, à partir des apprentissages réalisés à des rythmes différents et sur des pas de temps différents. Mais d'une façon générale, nous partageons très largement les questions, les préoccupations et les réflexions sur l'avenir des terroirs. Et ce constat d'un large partage renforce l'importance de telles rencontres. Une conséquence majeure de la réciprocité des échanges est la confirmation que cette notion de terroir n'est pas euro-centrée, comme certains ont pu le craindre. Elle n'est pas issue d'une conception locale et datée, née dans une Europe industrialisée qui l'a développée dans sa période postmoderne et qui voudrait l'imposer au reste du monde dans une forme de néo-colonialisme tacite ou inconscient. La notion de terroir recouvre une vision des réalités locales, des territoires et de leurs ressources qui montre une évidente aptitude à être partagée largement par un très grand nombre d'acteurs de par le monde.

Notre synthèse est organisée en quatre points dont l'agencement ne recoupe pas complètement les ateliers qui l'ont nourrie, mais qui vont s'appuyer sur les principaux éléments mis en évidence par les rapporteurs des ateliers. Pour chacun de ces points, après un exposé des enjeux repérés, il s'agira de formuler une série de questionnements considérés comme des pistes pertinentes pour les travaux

futurs. Nous allons parcourir diverses approches de la valorisation en nous interrogeant d'abord sur les échelles de valeur que le terroir sous-tend. Puis nous soulignerons le rôle central des dynamiques d'innovation et des rapports complexes qu'elles entretiennent avec les terroirs, en particulier autour de la construction des indications géographiques et de la conception des activités de tourisme de terroir. Ensuite, nous explorerons les approches des marchés et des clientèles dans la rencontre des terroirs avec les mondes de consommation. Enfin, nous formaliserons quelques-uns des obstacles repérés dans les ateliers vus comme des défis particulièrement importants à relever pour tous les acteurs des terroirs.

1 – Quelle dimension économique pour les terroirs ?

La réflexion initiale concerne effectivement la dimension économique du terroir alors même que la notion de terroir n'est pas un élément de la théorie économique. Ce qui traverse un très grand nombre d'analyses sur cette dimension économique, est que l'on a affaire à une forme d'économie très particulière, une économie des compétences basée sur les savoirs locaux. Ce point est ressorti de façon très claire des travaux des ateliers : construire des terroirs revient à produire de la valeur ajoutée à partir des compétences locales. C'est aussi comme cela qu'on peut espérer que cette valeur soit captée localement. Un véritable enjeu intéresse donc cette capacité que doivent montrer les acteurs locaux des terroirs à mobiliser la première de leurs ressources, leurs savoirs locaux.

Soulignons que, dans le système terroir, il y a de nombreux acteurs, avec des positions très différentes, qui, chacun pour sa part, va mettre en œuvre des compétences propres. Un terroir peut ainsi être vu comme la mise en combinaison de ces compétences pour dépasser chacune d'entre elles. Une telle combinaison repose sur des solidarités et un partage d'intérêt qui soudent les acteurs et permettent de projeter leurs compétences dans un univers économique. Bien évidemment, ce n'est pas simple de donner de la valeur économique à des compétences qui sont bien souvent des atouts culturels. Pensons à la richesse de la culture technique qui est présente dans les terroirs. Pensons à la richesse de la culture gastronomique qui traverse complètement les terroirs et leur permet de rayonner largement. On voit que tout cela implique, de façon fondamentale, de nouvelles échelles de valeur appuyées sur des formes de coordination appropriées, où ce ne sont pas les intrants technologiques, les économies d'échelle ou les montages financiers qui auront une part prépondérante dans la réussite économique.

Même si le caractère déterminant des compétences locales et de leur mise en synergie est ressorti de façon forte de nos travaux en ateliers, il faut admettre que l'on rencontre souvent des difficultés pour passer de cultures minorées à une pleine reconnaissance des compétences locales. En effet, ces gisements culturels locaux demeurent la plupart du temps peu apparents, voire même cachés puisque bien souvent ce sont les femmes qui portent ces compétences. Ces compétences, pas

toujours très visibles ou faciles d'accès, peuvent même parfois engendrer de la honte de la part des populations locales, tant elles font référence à un passé, à quelque chose qui s'oppose apparemment à la vision classique du progrès. Tous ces doutes, ces marginalisations, ces hontes, la notion de terroir est en train de les renverser pour produire de la confiance. Et cette confiance se traduit d'autant mieux dans les faits qu'elle se transforme en valeur ajoutée captée localement. Comment s'assurer de la production de confiance entre les acteurs locaux ? Comment s'organiser pour qu'elle se transforme en valeur ajoutée ? Quelles formes d'organisation peuvent garantir que la valeur ajoutée soit captée localement ?

Ce premier point est essentiel à garder en mémoire pour tous les autres éléments de notre réflexion parce qu'il est fondamental. Au fond, tant pour les acteurs locaux que pour les pouvoirs publics et pour la société, le terroir représente bien une rupture profonde d'échelle de valeur.

2 – Le terroir, siège d'intenses innovations

Le deuxième point qu'il convient de souligner est que le terroir est associé – et nos ateliers en ont été une expression vivante – à d'intenses innovations. Vraiment, n'ayons aucune crainte de parler de terroir et de s'entendre dire des choses du genre « une situation figée au milieu du siècle dernier, voire plus loin, un repli sur soi, quelque chose sous cloche... ». A l'évidence, le sentiment qui prévaut à l'issue des ateliers est que le terroir vit parce que, en son cœur, bat l'innovation. Il faudrait considérer bien évidemment de très nombreux types d'innovation, nous n'allons pas en dresser ici une liste qui serait fastidieuse. On peut utilement focaliser notre attention sur les deux innovations majeures sur lesquelles les ateliers ont travaillé.

2.1 – Les indications géographiques vues comme des innovations majeures

La première est l'innovation que représente l'indication géographique, dans sa dynamique de construction locale, dans sa mise en œuvre, dans la police interne qu'elle suppose aussi bien que dans les rapports des acteurs locaux aux autorités. Tout cela provoque d'intenses modifications de positions et de relations des uns et des autres. Au fond, une indication géographique est une formidable innovation qui dynamise un terroir au sein du territoire. Les questions qui se posent à partir de ce point de vue sont nombreuses. Quels sont les objectifs poursuivis par les initiateurs ? Et quels sont les objectifs de chacun des acteurs qui s'y engagent ?

Un nom va exprimer l'indication géographique qui va en assurer la protection. Mais un nom est-il suffisant pour dire un terroir ? On voit bien qu'un terroir, c'est beaucoup plus que cela. Réduire le terroir à un nom géographique associé à un produit peut constituer assez largement une mutilation. Donc, il faut garder toujours à l'esprit que les populations locales, la société locale toute entière, au-delà des seuls bénéficiaires directs qui vont être engagés dans l'indication géographique, doivent se

sentir partie prenante de cette protection. L'indication géographique, en ce qu'elle rend visible un terroir à travers un produit bien spécifié, revêt un enjeu important d'appropriation collective. Il n'est pas toujours réalisé, et on voit bien dans les différents cas de figure qu'on a pu analyser, au nord comme au sud, que cela demeure un enjeu majeur.

Plusieurs questions ont été identifiées par l'atelier qui a beaucoup travaillé sur ce thème-là. Nous pouvons en retenir trois qui paraissent cruciales.

La première est de savoir comment éviter la confiscation de l'indication géographique au profit d'un petit groupe qui y verrait son avantage mais qui en priverait finalement tous les autres ou qui instrumentaliserait tous les autres acteurs à son profit. Il s'agit souvent de donner leur place aux acteurs d'amont, aux agriculteurs et aux éleveurs dont le capital social est plus faible que celui des transformateurs et des opérateurs du marché. Comment s'assurer que les groupes porteurs sont non seulement légitimes à se voir confier l'exclusivité d'un nom, mais aussi représentatifs de la diversité des ayants-droits membres de la communauté du terroir ?

Réciproquement à cette question-là, comment maîtriser les exclusions ? Parce que, forcément, quand on construit une indication géographique, on se donne des règles précises, on délimite une aire, donc on exclut. On exclut les gens qui ne répondent pas aux règles techniques et/ou ceux qui ne sont pas localisés au bon endroit. Donc, comment maîtriser cette nécessaire exclusion ? Au lieu de la nier, ne faut-il pas la voir comme un enjeu d'appropriation collective par les acteurs, de démocratie locale ? De telles questions intéressent en particulier (i) la construction des cahiers des charges et les choix de formulation des règles collectives ainsi que des contrôles à opérer, et (ii) les principes de délimitation qui doivent être opposables et transparents.

Troisième question, qui est apparue également extrêmement importante, comment conduire les apprentissages qui sont liés à la construction et la mise en œuvre des indications géographiques ? Construire une indication géographique prend du temps car les apprentissages sont nombreux et ils ne sont pas toujours faciles à conduire. Ne faut-il pas considérer la durée de l'instruction des demandes comme des moments privilégiés pour ces apprentissages ? Et, au lieu de chercher par tous les moyens à les réduire, ne convient-il pas de mobiliser ces périodes pour accroître la capacité des acteurs locaux à assumer leurs nouvelles responsabilités ?

Il semble que ces questions sont pour le moins programmatiques pour une grande partie des travaux que nous aurons à organiser pour continuer à approfondir le lien complexe entre terroir et indication géographique.

2.2 – Le tourisme de terroir et les enjeux de sa conception

La deuxième innovation majeure qui a été fortement discutée dans un autre atelier, est le tourisme de terroir. On voit bien que le tourisme de terroir ne va pas de soi et pose de nombreuses questions. Sans pouvoir les lister toutes, nous pouvons retenir pour commencer une interrogation cruciale qui a traversé les travaux de l'atelier : comment ne pas céder aux sirènes quantitatives de volume financier, de nombre de visiteurs, de nombre de nuitées et de repas ? Comment garder pour le tourisme de terroir une vision qualitative qui le distingue des enjeux touristiques classiques, en affirmant qu'il respecte le terroir et contribue à maintenir et renouveler ses ressources ?

Un des enjeux majeurs pour parler de tourisme de terroir, est de commencer par consolider les liens des activités touristiques avec l'agriculture et ses produits, dans leur passage de productions vivrières à des productions marchandes. En d'autres termes, si on consolide d'abord les produits de terroir, alors on peut y adjoindre, de façon plus sereine, des activités liées au tourisme vues comme autant de possibilités d'accroître la valeur ajoutée liée aux spécificités reconnues. Sans une véritable mise en valeur de ces constructions collectives autour des produits, le risque est fort de n'avoir au travers des activités touristiques que de la mise en scène et du travestissement. Pour autant, ne nous cachons pas la difficulté : les produits de terroir reçoivent de nombreuses définitions révélant des conceptions souvent contradictoires entre elles, ce qui ouvre la porte à des détournements bien commodes pour autoriser certaines dérives induites par le tourisme.

Un deuxième élément important sur le tourisme de terroir, est de savoir distribuer les rôles de chacun, c'est-à-dire solidariser un grand nombre d'acteurs. On n'a pas affaire, comme dans le tourisme balnéaire, à seulement quelques acteurs à coordonner. Le tourisme de terroir engendre une multitude d'acteurs, dépendants les uns des autres et souvent dispersés sur de larges espaces. Le maître mot devient alors celui de responsabilisation des acteurs locaux. Il s'agit d'inscrire cet enjeu d'un tourisme de terroir dans des projets de territoire, où des structures de concertation permettent le dialogue entre élus et pouvoirs publics d'un côté, et acteurs locaux de l'autre. Réussir à créer et à faire fonctionner de telles structures de concertation est apparu comme une condition absolument nécessaire pour disposer d'un tourisme qui respecte le terroir et le valorise.

De nombreuses autres questions ont émané également de l'atelier et se retrouveront dans la synthèse qui en sera faite. Nous retiendrons, comme question cruciale, la capacité d'inscrire ces enjeux de tourisme de terroir dans les retombées les plus larges possibles localement. Comment nourrir ce que certains ont proposé d'appeler une « justice redistributive » ? Pour cela, on a besoin de règles explicites et de procédures pour en vérifier le respect. En effet, on ne peut pas espérer que ces redistributions se fassent spontanément. L'objectif est de les assurer au plus profond du milieu rural, et pas seulement autour des lieux d'intérêt touristique. Donc, accroître la réputation des lieux

est une bonne chose, mais il ne faut pas s'en contenter car elle doit relever le défi d'un intérêt distribué dans la société locale : irriguer le milieu rural pour que les habitants du terroir soient partie prenante des retombées de la réputation collective. De ce point de vue là, on peut penser que le touriste, une fois informé, une fois accompagné, peut assumer un rôle de connexion entre la campagne, la ville et le littoral, par son itinérance et ses découvertes.

3 – Les marchés et les clientèles du terroir

Abordons maintenant la valorisation des terroirs à travers l'approche des marchés, des consommateurs, des clientèles. Il nous a semblé que ce terme de clientèle est le plus approprié aux caractéristiques des terroirs : il crée du lien et suppose une forme de familiarité. Et donc il rend compte du fait qu'il se passe autre chose que simplement un acte d'achat banalisé, une transaction classique.

L'atelier qui focalisé ses travaux sur cette forme de valorisation montre que la situation est complexe. On voit bien qu'il faut distinguer les clientèles locales, les clientèles nationales, les clientèles étrangères, et probablement les diasporas. Il faut prendre en considération les étrangers qui voyagent et consomment localement. Mais il faut également prendre en compte les produits qui vont voyager et aller au loin, devenant alors une offre parmi d'autres, en dehors des situations de découverte. On doit donc garder à l'esprit toute une série de situations qui sont à distinguer, parce que ne se jouent pas les mêmes valeurs de lien au terroir dans chacune d'entre elles.

Dans le cas des marchés locaux, se jouent assez largement des questions de reconnaissance interpersonnelles et des questions d'appartenance à des communautés. Dans ce cas, le terroir assure dans ses multiples dimensions, une mise en situation favorable à l'expression de la réputation du terroir. Et le producteur, dans son contexte de production, devient le meilleur garant de la valeur de lien. Alors que dans les marchés distants, on voit bien que ce sont plutôt des éléments d'information qui vont voyager en accompagnement du produit et des dispositifs de production de la confiance qui vont être interrogés. Et dans ce cas, tous les registres d'identification, de signalisation, en rapport étroit avec leur crédibilité, constituent les repères pertinents.

D'autre part, les gens qui viennent sur place viennent chercher souvent des choses que les acteurs locaux n'imaginent même pas. Et parfois, on peut même avoir un décalage énorme entre ce que les gens pensent devoir offrir d'eux-mêmes, de leur culture, de leur mode de vie, et ce que les gens qui viennent de l'extérieur attendent. Les formes que prend la typicité des productions du terroir sont encadrées dans des repères gustatifs ou culinaires qui réclament parfois des apprentissages impossibles à réaliser sur le moment d'une découverte. Les réactivations par un acte d'achat une fois rentré chez soi peuvent s'avérer décevantes tant le contexte de consommation n'est plus générateur

de l'émotion attendue. Ces décalages peuvent être même dramatiquement gigantesques tant l'authenticité est toujours une question où se joue l'altérité dans sa forme la plus visible. Donc, un des enjeux majeurs sur ce point-là est de savoir pour les terroirs s'intégrer au monde marchand sans s'y perdre.

Réussir une telle intégration ne va pas de soi, et ici aussi le maître mot est celui de compétence. Parce que, derrière la recherche de l'authenticité, derrière la capacité des acteurs locaux à mettre en valeur leur spécificité, leur typicité, leur originalité, se joue de fait la construction de repères partagés. Et, un des enjeux pour réussir cette projection vers des clientèles variées, est d'être capable de cultiver un réel partage des repères pour ne pas se décevoir mutuellement.

4 – De nombreux obstacles à surmonter pour la valorisation des terroirs

L'approche économique des terroirs montre que leur valorisation rencontre une série d'obstacles extrêmement importants à prendre en compte. Sans vouloir faire une liste exhaustive de tous les obstacles repérés au cours des ateliers, nous mettrons l'accent sur trois d'entre eux.

Le premier obstacle est celui de l'ethnicité. Au fond, un terroir qui serait replié sur lui-même, qui finirait par ne dialoguer qu'avec lui-même, s'isolerait et s'étiolerait. Et l'appartenance à la communauté locale suffirait à s'inscrire mécaniquement dans le terroir. L'autre face de ce même obstacle est celui de la folklorisation des cultures locales. En d'autres termes, les acteurs locaux finissent par adopter le comportement que l'on attend d'eux, même si ce comportement n'a rien à voir avec leurs valeurs réelles. Ils se conforment, pour s'assurer de correspondre aux attentes, à la caricature que l'on fait d'eux. Ce sont là de véritables obstacles que nous avons tous pu rencontrer dans nos propres travaux.

Une deuxième série d'obstacles est liée à la réussite potentielle du terroir. En particulier, dans les dynamiques engendrées par les indications géographiques, lorsqu'un produit dans un territoire donné rencontre un vrai succès, la demande a tendance à s'accroître rapidement. Ce phénomène de changement brutal d'échelle de production, de volume permettant de satisfaire la demande du marché, finit souvent par engendrer des formes de spécialisation des opérateurs. Le risque est alors, d'une part une surexploitation d'une certaine partie de l'écosystème et des ressources – et donc mettre en danger leur renouvellement –, et de l'autre, de laisser de côté un ensemble d'autres activités, un large pan de la culture locale qui va être minoré, et voire même éliminé. C'est paradoxalement le risque du succès qui peut appauvrir le terroir au lieu de l'enrichir. Il y a également des risques de dérives techniques, technicistes, hygiénistes. On a évoqué plusieurs fois ces questions sur, par exemple, les obligations de sûreté sanitaire des aliments. Dans les changements techniques, il y a même des trahisons, et on en connaît tous un certain nombre, où, pour des raisons

opportunistes, les opérateurs sont prêts à toutes les dérives qui les éloignent des terroirs. Le monde des indications géographiques n'est pas un monde complètement lisse de ce point de vue là, loin s'en faut.

Une dernière catégorie d'obstacles concerne les relations entre acteurs locaux et entre acteurs locaux et acteurs extérieurs. Ce sont des risques, déjà identifiés plus haut, de l'accaparement du terroir, de son instrumentalisation au profit d'intérêts particuliers. Le terroir devient alors le lieu où on délite le lien qui était l'appropriation collective, les rapports de solidarité, les transmissions entre générations. Il est important d'anticiper un tel risque et de mettre en œuvre des stratégies pour l'empêcher.

Conclusion : Ethique et économie

Les travaux de la plupart des ateliers ont souligné que le terroir relativise l'importance de la valeur marchande et montre qu'elle doit se combiner à un ensemble d'autres valeurs en lien avec les solidarités locales et entre générations. Par ses fondements, le terroir s'inscrit donc de plain pied dans le développement durable.

Mais un développement durable le moins « tarte à la crème » possible, c'est-à-dire celui qui met en exergue les enjeux éthiques, les enjeux de démocratie locale, la difficulté bien souvent d'engendrer des démarches ascendantes. On le sait bien, tout cela est compliqué du fait que l'on rencontre localement de fortes inégalités de ressources et de fortes inégalités de capital social des acteurs locaux. Le terroir interroge l'illettrisme, l'électrification des campagnes, les routes. Il interroge la dignité des hommes et leur droit au respect, leur citoyenneté. Un certain nombre de participants aux ateliers ont souligné que, finalement, le terroir devait être vu comme un « flux d'humanité » qui crée, diffuse et partage du lien social.



Visite/Atelier J

Gouvernance et Politique par Guillaume Benoit, Ingénieur agronome, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, ex directeur du Plan Bleu, conseiller du Maroc (CGDA).

Atelier F : *Quels enseignements tirer des expériences associant recherche et formation et développement sur les terroirs ?*

Atelier G : *Quelles politiques publiques, quelles coopérations, quelles gouvernances pour les Terroirs du Sud ?*

Atelier H : *Comment construire et dynamiser un panier de biens et services territorialisé ?*

Atelier I : *Les terroirs peuvent-ils contribuer à la sécurité et à la souveraineté alimentaire ?*



1 - une conjonction d'enjeux et de défis forts.

Notre période actuelle, c'est mon premier point, est marquée par une *conjonction d'enjeux et de défis forts*. Cette conjonction impose des changements de gouvernance et de politique et elle devrait conduire à donner une importance politique nouvelle aux terroirs. Pourquoi ? Parce que la montée actuelle des crises - financières, écologiques, alimentaires, énergétiques, socio-économiques - et des menaces systémiques nous impose de dépasser les antagonismes entre l'ordre économique et l'ordre écologique. Sans innovations et intégration réussie de l'environnement et du développement, il ne sera pas en effet possible de relever les nouveaux défis du siècle. Or les terroirs, parce qu'ils sont des lieux d'intégration et d'innovations locales qui peuvent permettre et justifier de nouvelles politiques et pratiques de développement durable, constituent un élément de réponse.

Cette période est aussi d'une importance particulière pour les pays en développement auquel notre forum s'est notamment consacré. La transition démographique en cours au Sud en effet d'une part oblige à créer un nombre considérable de nouveaux emplois et d'autre part, offre une « fenêtre d'opportunité » historique de 15 années. Dans un contexte de demande massive d'emplois des jeunes arrivant sur le marché du travail et une tendance forte à la littoralisation, la question de la petite agriculture et des terroirs apparaît d'une importance cruciale. Il s'agit en effet à la fois de réduire la pauvreté, de maintenir les équilibres territoriaux et sociaux et de faire face aux nouveaux défis alimentaires et écologiques, locaux et globaux. Créer davantage de valeur ajoutée et de durabilité dans l'espace rural, ce que les dynamiques de terroirs peuvent permettre, représente donc un enjeu clé. La question des politiques et de la gouvernance de terroirs se pose donc avec une acuité particulière.

Le défi de la sécurité alimentaire

Parmi les défis globaux et locaux importants pour notre avenir commun, le défi de la sécurité alimentaire mérite une attention très particulière. L'atelier qui lui a été consacré a, à cet égard, formulé deux conclusions principales :

La première est l'existence d'un lien fort entre terroir et « sécurité alimentaire durable ». Le concept de terroir invite en effet à la fois à une consommation et à une production « durables ». Pour reprendre un mot très juste de Monsieur Valadier, les terroirs peuvent ainsi générer de véritables « bienfaits ». Côté consommation, ils permettent souvent une alimentation de santé comme le montre l'exemple des modes alimentaires traditionnels en Méditerranée. Côté production, les terroirs invitent à une agriculture et à un élevage cohérents avec l'écosystème, une agriculture et un élevage qui doivent par conséquent savoir gérer durablement les ressources naturelles et biologiques et tirer parti d'une diversité, qu'ils doivent contribuer à protéger, voire à accroître. Les terroirs sont donc un vrai sujet dans le nouveau débat sur la sécurité alimentaire, la biodiversité et le changement climatique.

La seconde conclusion de l'atelier nous invite à éviter toute vision manichéenne de la relation entre terroirs et sécurité alimentaire. Les enjeux sont en effet de plusieurs niveaux. Les terroirs contribuent par exemple à la sécurité alimentaire en zone rurale. C'est évident notamment dans les pays du Sud où le nombre de petites exploitations vivrières est considérable. Ils contribuent aussi à la sécurité alimentaire plus globale en apportant sur le marché des produits à forte spécificité-typicité et en conquérant de nouveaux marchés. Les valeurs ajoutées créées en retour dans les espaces ruraux marginaux, permettent aussi de maintenir un tissu productif gestionnaire durable des systèmes agro-écologiques et d'éviter à maints espaces une désagricolisation.

L'économie et à l'innovation

Cette longue introduction sur les enjeux globaux et locaux, ceux du Sud notamment, montre la nécessité d'aborder la question des politiques et de la gouvernance des terroirs dans une vision qui donne une place majeure à *l'économie* et à *l'innovation*. L'objectif, il faut le répéter fort, c'est en effet d'abord plus d'emplois, plus de valeur ajoutée et plus de durabilité. Ceci suppose cependant des politiques et une gouvernance qui elles aussi sachent innover pour réussir le double progrès économique de la valorisation verticale (filiales) et horizontale (création du « panier de biens et de services » territorialisé).

L'innovation s'impose notamment pour regrouper les acteurs de filière, valoriser les produits, créer de la valeur ajoutée locale, élargir les marchés, et mettre en place des IG efficaces. Elle s'impose

aussi pour une meilleure gestion des territoires et pour l'émergence réussie du panier de biens et services.

L'atelier consacré à ce thème a, à cet égard, insisté sur la nécessité d'une vision et d'un développement « *multiproduits* » et « *multiservices* », y compris les services environnementaux. Dans un panier de biens et services en effet, 1 + 1 n'est pas égal à 2 mais à beaucoup plus, par exemple à 3. En effet le panier permet du « gagnant/gagnant » pour les différents secteurs et acteurs économiques (touristiques, agricoles, artisanaux) du terroir. Un gagnant/gagnant encore renforcé par la capacité du terroir à produire des services non marchands, notamment des services environnementaux et à mieux relier l'efficacité économique et l'efficacité sociale. Le terroir grâce à ces synergies multiples peut ainsi répondre à la demande moderne des consommateurs, une demande à la fois de produits, de services, de paysages et d'un environnement de qualité. Le terroir a ainsi vocation à devenir à la fois un véritable objet et un vecteur de développement territorialement durable.

Les politiques et les gouvernances intéressant les terroirs, qu'elles soient territoriales ou sectorielles, devraient donc se donner pour ambition la contribution à la production de *paniers de biens et services*. L'atelier a, par suite, souligné la nécessité de visions territoriales transversales pour réussir un développement durable. Il retient ainsi la nécessité de « *partir du territoire* », y compris dans les politiques sectorielles (ex : agriculture), et de favoriser systématiquement les synergies entre produits et services. Les IG devraient par exemple se construire d'abord à partir de ce type de réflexion territoriale et les politiques agricoles de terroir se donner une dimension « multi-produits » et « multi-services ». Les politiques publiques doivent donc réussir à se « territorialiser ».

L'atelier a aussi mis l'accent sur le tourisme et sur les politiques et modes de gouvernance œuvrant à son développement, ces dernières devant, au delà des effets directs attendus, être pensées « terroirs » et se donner l'objectif de synergies réussies, notamment avec les produits locaux, agricoles et autres.

2 - La gouvernance locale

Mon deuxième point de synthèse concerne la *gouvernance locale*, évidemment la première clé d'une réussite du développement des terroirs. Son importance doit donc être réaffirmée, ce qui suppose de bien préciser le rôle et les responsabilités des différents acteurs. Le progrès dans ce domaine passe bien entendu par l'organisation des acteurs locaux, communautés et autorités locales et acteurs professionnels locaux pour structurer les filières de production (cela peut demander d'associer des acteurs externes au terroir), gérer les ressources naturelles et biologiques ou organiser les synergies entre acteurs et promouvoir le terroir. Les expériences présentées ont montré à cet

égard l'importance d'hommes et de femmes de progrès qui puissent faire émerger de nouvelles visions, développer des projets et entraîner les autres. C'est alors tout une dynamique de communauté qui sait valoriser les ressources de leur terroir qui peut se construire avec le temps. Cela implique d'abord évidemment les acteurs économiques, puisqu'on est dans l'économie, et les communautés locales qui gèrent ensemble des ressources communes— c'est très important dans les pays du sud car les communautés et la dimension tribale sont encore des réalités fortes dans nombre de ces pays, ce qui peut être un atout. Cependant, les autorités locales sont aussi des acteurs importants, de par leur légitimité et leur rôle possible. Ils doivent donc être partie prenante dans les process d'élaboration de décisions.

De tels process ne vont cependant pas de soi et des appuis adaptés notamment pour l'accès à l'information qui permet le développement sont nécessaires. L'objectif doit être d'aider les acteurs locaux à réussir le changement d'échelle pour sortir de l'espace limité spatial et temporel du seul terroir pour se donner de nouveaux horizons et trouver leur place dans le monde moderne en valorisant leur savoir-faire locaux. Pour de nombreux Sud, c'est le grand enjeu de la professionnalisation et de l'organisation de la *petite agriculture* pour réussir à accéder au marché et à en tirer bénéfice. Cela veut dire aussi, pour les communautés des terroirs, la capacité à dialoguer avec les autres échelons locaux, régionaux et nationaux.

L'enjeu, c'est évidemment la dynamique cumulative de progrès dans la durée. Un panier de biens et services, cela ne se fait pas comme ça en un jour, ça peut commencer par un produit, on l'a vu dans l'Aubrac avec le fromage de Laguiole, et puis après ça a été la viande d'Aubrac, le couteau, le tourisme, l'aligot, etc., jusqu'à la création attendue du parc naturel. C'est donc toute cette construction cumulative dans la durée qu'il faut entreprendre et réussir, ce qui veut dire que les communautés d'acteurs locaux doivent pouvoir construire dans la durée. Il n'y a jamais de fin, c'est un processus continu.

En termes de politiques et de gouvernance, et ça c'est le point le plus important, ceci signifie la nécessité incontournable d'approches de type « *bottom up* », c'est à dire ascendantes, et non pas descendantes.

Le constat international, élaboré notamment par le groupe d'Adelboden qui s'est consacré à la question du développement rural durable en montagne, et rappelé lors des ateliers, c'est que malheureusement, les politiques publiques, institutions et process restent encore très mal adaptés aux terroirs. Les approches descendantes sectorielles et peu territorialisées continuent en effet à dominer et l'on peut aussi regretter des institutions de proximité atomisées et mal formées, une très faible capitalisation des acquis et la faiblesse du « *policy mix* ». Le développement est donc peu efficace et le défi à relever en termes de progrès pour les politiques publiques considérable.

L'évaluation récente de la mise en œuvre du Pilier 2 de la PAC, réalisée en France, montre que des progrès importants sont aussi à réussir au Nord, en l'occurrence dans l'UE.

3 - Les politiques publiques

La question des *politiques publiques* constitue d'ailleurs le troisième point de ma synthèse. Que retenir du Forum et de nos 4 ateliers sur les politiques ? Une première conclusion est la nécessité de politiques nationales adaptées, ce qui suppose à la fois de nouvelles visions et des changements importants. Il ne s'agit pas seulement en effet de corriger des approches inadaptées mais bien de mettre en place de véritables politiques de terroirs. A défaut, on aura en effet du mal à sortir au Sud d'un ensemble de petits projets qui sont faits de façon très sympathique avec l'implication d'ONG diverses mais qui ne créent pas de progrès d'ensemble importants pour la société. On est dans des contrats de société, c'est des enjeux fondamentaux pour les pays. Il faut donc des politiques qui permettent d'entraîner de façon raisonnée et efficace l'ensemble des acteurs des terroirs dans les dynamiques de développement durable.

Ce qui est très intéressant dans ce forum, et je crois que c'est un point fort qu'il a permis de mettre en exergue, c'est l'engagement croissant et nouveau au Sud dans des politiques de terroirs. Les exemples cités du Vietnam, du Brésil, du Maroc, ou de projets au Sénégal, ou encore en Tunisie (projet PRODESUD), montrent des progrès importants de visions et de politiques. Certains vont même très vite notamment dans les politiques d'IG. Les terroirs ne sont donc pas une affaire réservée à certains pays riches du Nord mais des enjeux majeurs aussi pour le Sud. Et ça c'est un point important qui justifie pleinement d'avoir fait ce forum dans un pays du sud.

Quelles pourraient être les composantes clé d'une politique de terroir ?

Mais que retenir au delà de ce premier constat ? Quelles pourraient être les composantes clé d'une politique de terroir digne de ce nom ? Les 6 suivantes ont été soulignées par l'atelier consacré aux politiques :

la nécessité d'un *cadre réglementaire et institutionnel* favorable aux terroirs. Un cadre réglementaire, cela veut dire notamment des systèmes qui organisent et contrôlent la qualité et qui permettent l'évaluation et la révision des politiques. C'est très important pour les indications géographiques, on l'a vu dans le cadre du Maroc depuis qu'il y a la loi sur les signes de qualité et d'origine, ça permet évidemment des progrès dans plusieurs territoires. Mais la qualité, c'est aussi celle, plus globale, des territoires et des projets territoriaux. On a parlé par exemple des parcs naturels régionaux dans certains pays d'Europe où des cadres nationaux ont permis de garantir ces qualités tout en encourageant une gouvernance locale active. C'est important pour tout le monde. Pour les consommateurs, pour les producteurs, pour les territoires.

La question de la *gestion des ressources naturelles et foncières* constitue un deuxième volet fondamental. Il s'agit notamment de trouver les voies contractuelles qui permettent de clarifier les droits et usages, de donner plus de sécurité foncière, de clarifier les occupations des sols, etc. pour que les communautés locales aient les responsabilités et moyens de gérer durablement des ressources naturelles vitales qui, de par leur valeur de « bien public », peuvent justifier d'appuis financiers publics ¹.

Le troisième axe concerne le *financement*. Les territoires ruraux dans ces pays manquent de capitaux et il faut créer des cadres qui permettent aux acteurs d'avoir accès non seulement à des subventions mais aussi à des crédits, et ce dans une logique de « projet » et non de « guichet ». La transition des systèmes productifs qui dégradent les ressources naturelles et biologiques vers des systèmes « durables » constitue par ailleurs un objectif d'intérêt national qui peut justifier des soutiens ad hoc, y compris des paiements pour services environnementaux, au Nord comme au Sud.

La réforme des institutions et des processus pour une mise en œuvre d'un développement de type « *bottom up* » (ascendant) et non pas descendant constitue une 4^{ème} composante clé des politiques. On a beaucoup parlé du niveau régional et du niveau local : il y a des différences de rôle, de fonction entre ces niveaux dont il faut tenir compte. Comme l'a montré la réflexion du CGDA du Maroc, la question des structures de proximité (et donc de la vulgarisation agricole) est notamment fondamentale. C'est en effet à l'échelle très locale qu'il faut pouvoir agir pour aider les acteurs locaux à s'engager dans les dynamiques de terroir, ce qui suppose d'abord de savoir se mettre à leur écoute et d'obtenir une confiance réciproque ! Ceci vaut aussi au Nord. L'importance de l'*animation* et de l'*ingénierie du développement local*, qu'il soit agricole ou plus global (à l'exemple de ce qui se fait dans certains parcs naturels disposant de véritables équipes de terrain) est donc fondamentale. Sans animation, sans ingénierie du développement sur le terrain, les acteurs locaux n'ont évidemment pas le contexte qui permet un progrès rapide et notamment l'accès à l'information.

Le cinquième point, c'est le « *policy mix* », c'est à dire la capacité à réussir une meilleure convergence entre les politiques et projets, ce qui suppose aussi plus de déconcentration et de décentralisation.

Et le sixième, c'est le *renforcement des capacités* de tous les acteurs impliqués.

¹ Il serait d'ailleurs souhaitable d'approfondir le travail de synthèse sur les politiques et la gouvernance en croisant les conclusions des 4 ateliers avec celles de l'atelier consacré à la gestion des ressources naturelles.

4 - La recherche formation et développement.

Ceci me permet d'arriver à mon quatrième grand point de synthèse, celui de la *recherche formation et développement*.

L'atelier consacré à ce thème a d'abord mis l'accent sur trois mots importants :

- la « *confiance* » : le système doit permettre de créer de la *confiance* entre les acteurs,
- des « *connaissances* » pour une construction collective des projets de terroir,
- la « conscience partagée sur la valeur des ressources ».

Ceci suppose au moins trois choses :

- une production de connaissances qui permette d'intégrer les acteurs de recherche/action du développement ;
- un travail coordonné d'identification des ressources qui relève à la fois des experts et des acteurs locaux ;
- de communiquer enfin sur la capitalisation des savoirs qui ont été produits et de faire le lien avec les pouvoirs publics.

Le renforcement des capacités est pour cela certainement une priorité majeure. Il s'agit notamment de disposer d'un système de formation connecté à la recherche et au développement et qui permette la formation de leaders professionnels locaux, de formateurs, d'animateurs, etc., y compris au niveau de l'administration où il y'a aussi des besoins élevés de formation... Ces formations ne doivent se limiter à la seule agriculture mais porter aussi sur les nouveaux métiers ruraux.

L'atelier a enfin mis l'accent sur l'éducation au terroir de tous les citoyens, qu'ils soient producteurs ou/et consommateurs. C'est en effet aussi une condition du progrès.

5 – La coopération internationale

J'arrive enfin au 5^{ème} et dernier grand point de synthèse : la *coopération internationale*.

L'atelier chargé de la coopération internationale a souligné l'importance de coopérations à plusieurs niveaux : coopération décentralisée, coopération institutionnelle, partenariat intellectuel (think tanks), lesquelles peuvent aussi bien être Nord/Sud que Sud/Sud ou Nord/Nord. L'expérience récente a d'ailleurs montré la très grande valeur possible de ces coopérations pour appuyer l'élaboration de stratégies et doctrines d'action, permettre l'échange de bonnes pratiques, partager les expériences des projets des terroirs, monter ensemble des projets, renforcer les capacités des acteurs nationaux et locaux et partager des recherches, formation et développement. Le document

conjoint aux 2 Conseils généraux de l'agriculture du Maroc et de la France est révélateur de la portée possible de telles coopérations.

L'accent a été aussi mis sur l'importance, au niveau international, de construire un consensus plus fort sur le concept de « *terroir* ». Ça c'est un enjeu direct pour la dynamique *Planète Terroirs*. Sur des sujets fondamentaux, le concept de terroirs est un concept très riche, on l'a vu, car il ouvre à toutes ces questions de développement durable. Il est par conséquent tout à fait important que Planète Terroirs, l'UNESCO, la FAO, l'ensemble des institutions qui peuvent y contribuer permettent de construire un consensus international plus fort sur ce concept pour sa meilleure prise en compte comme objet et réponse possible de développement durable, dans les agendas internationaux et régionaux.

Je terminerai d'ailleurs ce compte rendu en soulignant l'importance du niveau méditerranéen. Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il y a un enjeu spécifique à cette grande région. Celle-ci a en commun des gros problèmes et des risques communs mais aussi un potentiel et des atouts considérables. Et il y a déjà des dynamiques dans plusieurs pays, y compris en termes de coopération Nord/Sud. Il est très important de les renforcer pour construire une Méditerranée durable. L'Union pour la Méditerranée pourrait donc avoir vocation à devenir un cadre privilégié de réflexion et d'action régionale.



Visite/Atelier I

Durabilité : gestion des ressources et prise en compte des agro-systèmes, par Mohammed Naciri, Professeur, Géographe et expert de la montagne

Atelier C : L'approche Terroir : Outil de gestion durable des ressources naturelles ?

Atelier D : Comment dynamiser les interactions entre savoir-faire, patrimoines locaux et diversité biologique ?



Préalables

Effectivement, d'habitude, dans les colloques auxquels je participe, le travail s'étale sur deux jours et demi. C'est-à-dire que je profite de la nuit entre le deuxième et le troisième jour pour faire une synthèse qui se tienne. Alors vous excuserez les frustrations des gens qui ont véritablement travaillé d'arrache-pied pour faire remonter toute une série de réflexions extrêmement intéressantes, aussi bien ceux qui sont intervenus hier matin, mais aussi pendant la visite, et ce matin, les discussions qui ont eu lieu dans les deux commissions, la commission C et la commission D.

En fait, la difficulté, c'est effectivement le foisonnement des apports. Et je crois que j'ai été servi indirectement par Benoît Guillaume qui a balayé l'ensemble du champ, en signalant un certain nombre important. Peut-être je vais me contenir, étant donné ce qu'il a dit. Personnellement, je pense qu'il a couvert en fait l'ensemble des problématiques qui sont posées à notre forum. Je voudrais personnellement aborder ce propos (ce n'est pas une synthèse), ce propos de culture en disant une chose qui est extrêmement simple, mais qui est, à mon avis, extrêmement importante aussi. C'est que nous sommes entre un avant et un après. Le problème que l'on peut se poser, c'est de savoir si on est en situation de rupture ou en situation de continuité. C'est un des grands défis de ce forum. A-t-on franchi une étape qui permet d'avoir une vision nouvelle des représentations stimulantes et des trajectoires prometteuses ? Je pose la question. Il ne s'agit pas d'ériger l'approche terroirs en modèle. Je crois qu'il s'agit d'une voie empruntée pour surmonter, notamment en matière de gestion des ressources naturelles, les deux problèmes fondamentaux, à savoir la désertification humaine qui est à la fois un phénomène des pays du nord mais aussi un phénomène des pays du sud ; si vous avez connu l'Anti-Atlas : c'est un terroir absolument remarquable, mais ce terroir, du fait de la désertion totale de la population de cet ensemble, tout ce qui a été bâti pendant des siècles et des siècles, comme terrasse, comme aménagement d'eau, etc., il est maintenant laissé à l'abandon. Cela ne veut pas dire qu'entre nord et sud, il n'y a pas de différence. Ce qu'il faut retenir de prime abord, c'est l'extraordinaire diversité des espaces, des évolutions et des destins. C'est pourquoi le retour à l'histoire est plein d'enseignements. Quatre échelles spatiales s'imposent et pour lesquelles il faut effectivement connaître l'histoire des évolutions particulières. Ces échelles ont été signalées, je passe très rapidement. Mais je m'attarde un peu au niveau national. Il faut s'interroger sur le passé des politiques de développement agricole et se demander pourquoi il y a maintenant changement de

trajectoire en matière de réflexion sur les politiques agricoles. Le même questionnement peut être fait pour l'espace régional, c'est-à-dire méditerranéen, l'espace global montrant quand même moins de visibilité car la crise du système global de l'environnement cache ce qui se fait au niveau des territoires. De quoi s'agit-il pour les pays du sud, en particulier du Maroc ? Son évolution depuis un siècle a conduit à une situation qui devient extrêmement difficile à résorber, à savoir le dualisme de la situation des campagnes avec une espèce de peau de panthère avec des taches qui sont des taches d'intensification, mais aussi des taches d'aridité, de marginalité et de problèmes. La France a connu, comme le Maroc, des problèmes de surcharge démographique et ses conséquences sur la déprise agricole. Au milieu siècle, les campagnes françaises étaient aussi peuplées que ne sont actuellement les campagnes marocaines. Par conséquent, il y a eu un phénomène de désertification humaine affectant les milieux les plus fragiles, les montagnes, les zones de crise dans le nord. Et je me rappelle de lectures de René Dumont au retour d'une expertise (parce que là les expertises commençaient aussi), d'une expertise dans une vallée du sud des Alpes où il a préconisé tout simplement que la population qui se trouvait dans ces vallées (qui n'était pas très nombreuse puisque l'émigration avait déjà commencé à faire ses effets), simplement de vider cette vallée et d'installer les gens en Provence où il y a des éléments, notamment des disponibilités en terres, qui leur permettraient d'avoir de bonnes conditions.

Dans le sud, depuis le protectorat, c'est-à-dire pratiquement depuis un siècle, quelles ont été les tentatives de résorber justement ce dualisme ? Pendant le protectorat, il y a eu des gens qu'on aurait voulu facilement entendre ici. Notamment quelqu'un comme Jacques Berque qui a effectivement pensé à ce dualisme ; et il avait préconisé une démarche qui permettrait de résorber ce dualisme. Il avait prononcé une phrase restée célèbre : « Le progrès sera total ou ne le sera pas ». Parce qu'il y avait évidemment une tentative de la part de l'administration coloniale de se maintenir à l'intervention technique, alors que lui leur disait : « Non, il fallait non seulement une intervention technique, la défense, la gestion des ressources naturelles, mais aussi l'école, aussi la route, aussi le dispensaire, etc. ».

Au lendemain de l'indépendance, emportés un peu par l'élan de ces situations nouvelles, il y a eu des tentations, la tentation idéologique et égalitaire qui consistait à répartir la terre aux paysans. Mais évidemment, ils se heurtaient à l'obstacle insurmontable : c'est le trop de paysans et le peu de terres. Devant cet échec, la deuxième tentative a été de recourir à la panacée économique et technique : promouvoir l'augmentation de la production agricole à travers la recherche d'une exploitation viable de 5 hectares, la recherche de solutions techniques par l'apport d'engrais, de semences, d'améliorations de façons culturales. Enfin, contenir la dégradation des ressources naturelles, conséquence d'une très forte charge démographique, d'une pression croissante sur les sols, les parcours, les forêts, pour contenir la dissociation entre ce qu'on pourrait éventuellement

appeler le biologique et l'action de la population. Cela posait effectivement le problème de l'articulation entre l'action de l'administration, qui est une action modernisante, mettant entre parenthèses le problème du savoir-faire paysan, le patrimoine et la diversité biologique qu'il fallait traiter.

Synthèse

Je me recentre. Le problème qui a émergé plus particulièrement lors de la visite d'hier, aujourd'hui, ça été essentiellement la nature du terroir. C'est un problème qui semblait aller de soi après les exposés qui ont eu lieu hier, mais il y a eu effectivement extrêmement d'interrogations sur la manière d'appréhender... Et les définitions savantes n'y peuvent rien car la diversité des situations est telle qu'on se trouve devant un objet de réflexion d'une grande complexité.

La visite sur le terrain en a montré quelques aspects. Le premier, c'est la dimension socio-territoriale. Aujourd'hui dans les discussions, on a eu l'émergence d'une structure qu'on essaie d'oublier, c'est la tribu. Comment faire ? Les états modernes n'aiment pas trop cette réalité. Le pragmatisme des Tunisiens a permis de la réhabiliter. C'était la base au départ d'une diffusion de sa méthode sur trois continents. En réalité, il ne faut pas s'en tenir là car le terroir est en continuelle construction par la population, mais aussi par des acteurs multiples qui interviennent sur cet espace. Il y a eu une jolie expression dans l'atelier D où ils ont essayé d'approcher cette réalité extrêmement difficile à appréhender, et ils l'ont nommée une mosaïque de diversités, ajoutant qu'il s'agit aussi d'une multiplicité de connexions entre ces mosaïques.

Un autre problème qui s'est posé, qui a été soulevé par les discussions, c'est l'espace de pouvoir qui pose la dualité entre l'autonomie locale et l'incorporation des éléments extérieurs, éléments qui sont extrêmement divers, qui peuvent aller des associations jusqu'à l'administration territoriale.

Également, cet espace a été analysé comme un espace de pouvoir, un objet de convoitises, de conflits qui explique pourquoi des gens s'engagent dans une action de réhabilitation des ressources naturelles alors que leurs voisins s'y refusent. Hier, nous avons vu, un exemple extrêmement concret de cette situation. Le terroir n'est pas seulement un espace de compétition, mais une vraie substance humaine de femmes, d'hommes et d'enfants en continuelle construction, ces valeurs de solidarité et d'initiative, mais aussi de souci de ses intérêts. Comment appréhender tout cela ? Il y a eu des propositions de la part des experts qui sont intervenus, notamment les techniques de lecture socio-foncières et d'utilisation des nouvelles technologies d'information. Cela pose le problème de l'articulation entre le savoir local des terroirs et l'utilisation de ces instruments sophistiqués. A travers la lecture de savoirs paysans, cela pose le problème de sa présence dans les représentations paysannes, de la possibilité de son émergence quand il tombe dans l'oubli, ce savoir étant parfois en

situation de dormance dans la mémoire des villageois. La restitution cartographique, l'évocation et la recherche historiques permettent dans ces conditions de le faire monter au niveau de la prise de conscience villageoise.

La valorisation des connaissances montre qu'il est important de faire émerger la notion d'unité sociale et d'unité de gestion. Cela conduit à faire apparaître les multifonctionnalités de terroir, fonctionnalités environnementales, culturelles ou spatiales. L'action positive sur la ressource naturelle pour la conservation de la biodiversité et des relations complexes entre le biologique et le culturel pose la question institutionnelle. Et il me semble personnellement que cela est une chose extrêmement importante. Ce que nous constatons sur le terrain, c'est une espèce d'articulation entre l'ancienne structure traditionnelle, d'une part, d'autre part l'association moderne de développement villageois qui est en train de se mettre en place et puis la commune. Je reviens toujours à l'exemple extrêmement probant qui nous a été présenté sur la Tunisie : ils ont su, à travers l'étude d'un ensemble de rapports juridiques entre les communautés et l'ensemble de l'État, trouver les formules qui permettent au rôle des acteurs d'avoir...

Toutes ces avancées montrent cependant que l'on se trouve devant un changement profond, rapide de la société rurale. Je crois qu'il faut prendre en considération cette dynamique et essayer de la saisir de l'intérieur, associant l'ensemble des acteurs à tous les niveaux dans la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité. Le terroir, ce qui est sorti des discussions, n'est pas simplement un espace complexe, mais il est producteur : producteur de valeurs, de solidarité, de produits. Mais une interrogation intéressante s'est exprimée : quelqu'un a dit à propos de cela, l'a présenté peut-être comme une forte recommandation en montrant que il y a un aspect extrêmement – j'allais dire – émotionnel, affectif, c'est celui de la confiance. Et il me semble que – d'ailleurs la chose a été dite – il y a une différence fondamentale entre le partenariat qui peut intervenir d'une part avec l'État et ses administrations, et la population. Et comme on avait parlé de contrat, il y avait quelqu'un dans la salle d'origine africaine qui a dit : « Moi, je préfère le mot pacte ». Et il me semble qu'il y a là quelque chose d'extrêmement forte à creuser car le mot pacte signifie beaucoup plus qu'un contrat, un engagement de soi pour la réalisation de quelque chose, alors que le contrat a un caractère juridique, perçu comme étant un caractère contraignant.



Quelle stratégie pour que vive le « Terroir » à l'International ?

Terroirs dans le monde, s'organiser pour demain par Jacques Lefort

Un constat

Lahcen Kenny et moi allons essayer, en très peu de temps puisque nous nous apercevons qu'en fin de compte, nous disposons de peu de temps si on veut bénéficier des merveilleuses choses que peuvent nous dire les différents témoins, nous allons essayer en quelques instants de vous dire simplement qu'à partir de tout ce qui s'est dit, nous nous rendons compte qu'il y a beaucoup d'attentes. Il y a d'abord un diagnostic sur lequel je ne dirais rien puisque vous le partagez tous maintenant, on l'a vu ; mais il y a des attentes, et qu'il faut pouvoir répondre à ces attentes dans l'avenir et il faut nous organiser pour cela.

Des attentes

Je dirais en deux mots que les attentes touchent à tous les domaines qui concernent les terroirs, les produits de terroir, le développement local, et que ces attentes touchent aussi tous les types d'acteurs, depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs. Et en prenant en compte le fait que la responsabilité des communautés organisées que sont les États, les communautés régionales, les communautés locales est essentielle, et ces attentes-là sont des attentes majeures parce qu'il s'agit, en fin de compte, comme vous l'avez dit les uns et les autres dans vos rapports, il s'agit d'avoir une capacité de répondre dans des moments critiques que sont les moments actuels à des situations de crise.

Des acteurs et des partenaires internationaux

Je passerai tout de suite au dialogue avec les acteurs et partenaires internationaux. Je dis simplement que nous avons, pour avancer, un certain nombre de partenaires. Je dirais deux mots sur les organisations nationales de terroir. Il s'agit donc de la façon dont chaque État, chaque nation, va s'organiser pour permettre que les communautés humaines concernées, les territoires concernés puissent s'organiser et s'inscrire dans une dynamique de développement qui permette l'émergence de terroirs et de produits de terroir. Avec ces organisations nationales, il faut que nous sachions établir des partenariats culturels, scientifiques, politiques, et surtout que ces institutions nationales se réunissent pour définir une stratégie pour l'action demain. Personne d'autre que ces institutions nationales ne peut le faire. Personne n'a de légitimité si les institutions nationales ne le font pas. Avec qui peuvent-elles le faire ? L'UNESCO, qui est ici présente, et bien d'autres agences, certaines sont ici, certaines ne le sont pas, mais ça n'a pas d'importance, sont des partenaires essentiels pour

pouvoir travailler sur ces perspectives d'avenir. Mais également les organisations régionales, l'Organisation Mondiale du Commerce bien sûr, les instances économiques et les associations internationales avec lesquelles il va falloir travailler pour avancer. Enfin, on l'a vu dans ces journées, les acquis et le travail des partenaires scientifiques et de l'enseignement sont des éléments essentiels, et on ne peut pas faire l'impasse de poursuivre, d'accentuer ces travaux, et surtout de partager les expériences et les résultats, ce qui paraît tout à fait essentiel. Ça, ça fait partie des points majeurs. Enfin, il y a des organismes d'appui au développement des terroirs. Il y a des organismes d'appui au développement tout court. Peuvent-ils devenir des organismes d'appui au développement des terroirs ? C'est là ma grande question. Ces organismes sont des services nationaux, Guillaume Benoît en a parlé, ce sont des organismes de financement, ce sont des organismes professionnels. Il s'agit en quelque sorte aussi de savoir si les grands financements internationaux, qui aujourd'hui sont massivement portés sur une agriculture productive dont on sait qu'elle est à la fois indispensable mais qu'elle est à la fois en grande crise, peuvent-ils, ces financements, savoir se reconverter dans des délais qui permettront l'émergence des terroirs à des niveaux significatifs ? C'est une grande question.

Enfin, j'ai commencé par les organisations nationales et je termine, à l'évidence, par les acteurs de terroirs et les organisations de terroirs qui sont essentiels. Ce sont eux les acteurs principaux. Et avec eux, il faut que la capacité d'organisation internationale soit sans arrêt à l'écoute de ces acteurs, puisse échanger avec eux, puisse leur apporter aussi toutes les réponses et les appuis dont ils ont besoin, et les formations.

Répondre à ces attentes : Réseau « Planète Terroirs » Dialoguer, échanger, coopérer... par un réseau de compétences

Pour répondre à toutes ces attentes, avec tous ces partenaires, la première des choses, c'est le réseau Planète-Terroirs. Ce réseau est celui qui est ici. C'est grâce à lui que nous sommes réunis aujourd'hui. Depuis 2005, première rencontre internationale à l'UNESCO, à travers trois forums internationaux et le lancement d'un réseau recherche actions terroirs du monde, nous sommes dans une capacité, comme on le voit aujourd'hui, de mobiliser tous ensemble un certain nombre de savoirs, d'énergies, et de les partager. Il faut que nous puissions continuer. Il faut donc que nous mettions en lien des pratiques, des expériences, des recherches, des argumentaires, et peut-être surtout que nous sachions garder cela comme des biens communs. Ce n'est pas rien de dire que nous allons garder des biens communs avec tout cela parce qu'il y a beaucoup de tentations pour que ces biens ne soient demain pas communs. Je n'en dirai pas plus.

Répondre à ces attentes : S'organiser et agir ensemble

La deuxième réponse à ces attentes, parce que les réseaux c'est important, c'est essentiel, c'est majeur, mais les réseaux ne sont pas des institutions reconnues. On ne peut pas se présenter dans un pays et dire : « On vient parler, on est un réseau et on vous dit ça ». Non, un réseau, c'est un réseau de partage, ce n'est pas un réseau qui a une autorité. Il faut donc répondre à ces attentes en s'organisant et en agissant ensemble. Donc, il faut échanger, partager, avancer, il faut dialoguer et agir avec les organisations internationales, il faut communiquer, valoriser les démarches, former les acteurs, informer le public, informer les consommateurs. Donc il faut s'organiser sur un plan international. il y a deux principes c'est le respect et la volonté des organisations nationales qui doivent régir et gouverner toute la stratégie et toute l'action que nous pouvons mener ensemble entre les différents États et, deuxièmement, la valorisation des acquis et des expériences des terroirs et surtout de leurs acteurs. C'est ce respect et cette écoute des acteurs des terroirs qui permettront de réussir

Nous organiser sur un plan international

Pour conclure, je dirais que si nous voulons nous organiser, il faut définir quels modes d'organisation, quels objectifs, quelles priorités, quels moyens. Je vous proposais que ceux qui viennent de différents pays veuillent bien se joindre à nous demain matin à 9 heures à l'hôtel Parador. C'est-à-dire que nous ayons des représentants de chaque pays présent ici et les organisations internationales qui sont présentes ici, de façon à ce que nous constituions un petit groupe de travail qui commence simplement à réfléchir sur comment nous organiser. Je crois que c'est la sagesse-même que d'essayer de chercher des solutions ensemble.

A demain matin. Et je passe la parole à Lahcen. Parce que Lahcen a des tas de choses à dire. Il ne les dira pas toutes d'ailleurs.

Perspectives sur les « approches terroir » au Maroc par Lahcen Kenny, enseignant-chercheur à L'Institut Agronomique et vétérinaire d'Agadir

En tant que Marocain, je me pose une question que probablement d'autres personnes d'autres pays sont en train de se poser dans tous les pays qui ont participé ici, c'est : « Que doit-on faire après le forum ? ». Quand je discute avec les collègues ici présents avec nous dans la salle, des responsables au niveau du ministère, au niveau des DRA, des ingénieurs, des ONG, tout le monde se pose la même question. C'était une bonne chose d'avoir le



forum à Chaouen au Maroc. Mais que va-t-on faire après ? Quelles sont les perspectives pour le Maroc ? Et je crois que c'est une question que tous les participants venant des différents pays peuvent se poser, y compris des pays qui sont très avancés comme la France. Donc je vais essayer très rapidement de partager avec vous une petite réflexion sur « Que faire après le forum ? », ou si vous voulez : « Que faire d'ici le prochain forum ? ». Moi je crois que c'est très important. Et c'est pour cela que les petites notes de réflexion que l'on s'est partagées avec Jacques et Dominique sur l'avenir, sur cette internationalisation et cette poussée vers un épanouissement du mouvement. Je crois que le mouvement s'est épanoui, et l'on doit agir avec effectivement un esprit épanoui. Alors que faire ?

Je crois que la première des choses que je demanderais à tous les collègues, en tout cas ici présents avec le Maroc et autres, c'est de communiquer sur les résultats. Il faut absolument communiquer sur ce qui a été dit, pour les autres qui n'ont pas été là. Si je prends le cas du pays, nous avons maintenant une dynamique qui a été lancée par le plan Maroc Vert dans les seize régions, et j'ai un souci, c'est comment faire aboutir au moins le résumé, la synthèse de ce qui a été dit ici, des expériences du Vietnam, du Brésil aux autres opérateurs. C'est très important. Communiquer sur cela est très important. Et je crois qu'aussi, ce que l'on va essayer de faire au Maroc, c'est en même temps déclencher cette même dynamique de réflexion, d'interactions, d'échanges entre les régions. Parce que c'est vrai que l'expérience marocaine n'a que quelques années, mais il y a quand même pas mal d'acteurs dans les différentes régions du Maroc qui peuvent se réunir et partager les résultats, donc enclencher cette dynamique. Et le troisième point, le plus important, et je vais terminer avec cela, c'est la question qui a été soulevée par Jacques concernant les groupements ou les associations nationales qui vont pouvoir supporter ce mouvement international. On ne peut pas avancer. Les questions qui sont posées pour l'approche terroir à l'international sont à mon avis extrêmement critiques et vont l'être de plus en plus. On a vécu la même histoire avec l'agriculture biologique. Je crois qu'on va plus ou moins emprunter le même chemin. Il va falloir travailler très dur pour se

positionner à l'échelle internationale. À mon avis, je crois que c'est l'un des points fondamentaux sur lequel on doit tous travailler.

Comment ? D'abord, individuellement au niveau de chaque pays. Nous avons besoin de structures solides, crédibles, honnêtes au niveau de chaque pays. On va s'atteler à le faire au niveau du Maroc le plus vite possible pour qu'on puisse justement apporter notre contribution.

Et je terminerai simplement par un petit signe pour mes collègues du ministère, des instituts marocains qui sont là, qui ont fait un travail énorme, qui n'ont pas eu la possibilité de venir ici vous présenter ce qu'ils ont fait, des collègues de l'INRA qui ont travaillé sur la première huile d'olive qui a été certifiée, M. Boujnah qui a fait un travail énorme de l'INRA, M. Khannoufi, Mme Bendriss, plusieurs collègues, s'il vous plaît, pour un pays comme le Maroc, pour cette jeune communauté qui est en train de faire le maximum, je vous demande de les applaudir. Et je vous remercie.

Regards de grands témoins sur l'avenir des terroirs

Juan Antonio Blanco Rodriguez, Délégué Provincial de l'agriculture de Cadiz du Ministère Régional de l'Agriculture et de la Pêche.

Buenos días, en primer lugar me gustaría **agradecer a la organización** de este **FORO INTERNACIONAL** sobre los territorios **que hayan contado con la participación activa en él de la Consejería** de Agricultura y Pesca de la Junta de Andalucía.



Para nosotros es fundamental estar estos días aquí porque como todos ustedes ya saben formamos parte de un importante proyecto para los territorios rurales de Andalucía y de Marruecos. Me refiero al proyecto IntegraRBIM.

En este proyecto, que van a tener la ocasión de conocer en estos días, estamos afrontando de una manera directa uno de los retos de los territorios rurales como es el de crear sinergias entre la conservación del patrimonio natural y cultural y el desarrollo económico de los territorios rurales.

Lo hacemos además a través de la **cooperación entre territorios** que comparten, en este caso, un espacio protegido común: la **Reserva de la Biosfera Intercontinental del Mediterráneo**.

De esta manera, con IntegraRBIM estamos, entre otras actuaciones **creando una ruta transfronteriza** que va a permitir **poner en valor los territorios** que comparten esta Reserva de la Biosfera en las dos orillas del Mediterráneo, **Marruecos y Andalucía**. Una ruta en la que los visitantes puedan **conocer la cultura tradicional** de nuestros territorios, con lo que estaremos apostando por el mantenimiento de la identidad de los espacios rurales, a la vez que se fomente la actividad económica en los mismos.

Una **cultura tradicional** que también hemos querido traer a este Foro en forma **gastronómica**, como podrán comprobar **a la hora de la cena**, en la que desde la Consejería de Agricultura y Pesca hemos querido darles a conocer, a los que no los conozcan, algunos **platos tradicionales de Andalucía**, como el ajoblanco, y otros que han evolucionado con los tiempos manteniendo una huella cultural como el salmorejo de naranja.

Además de la ruta transnacional que desarrollaremos desde la Consejería de Agricultura y Pesca de la Junta de Andalucía, también vamos a impulsar acciones formativas, material divulgativo y visitas técnicas en materia de **producción agrícola sostenible y ganadería caprina**.

Ambas **son las dos acciones específicas** en la que la Consejería de Agricultura va a trabajar **en IntegraRBIM**, pero **hay muchas más acciones que van a desarrollar los socios** de este proyecto entre los que están la Consejería de Medio Ambiente y la Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza, entre otras administraciones.

IntegraRBIM es un ejemplo actual de la **nueva apuesta por los proyectos de cooperación transnacionales** que desde la Consejería de Agricultura y Pesca hemos venido apoyando.

Desde la Consejería de Agricultura de la Junta de Andalucía creemos que la manera de **afrentar los retos de los territorios rurales es apostar por** un modelo de trabajo en el que **la cooperación** sea una pieza clave.

Así, hemos conseguido que en estos años la **cooperación** entre territorios es una **seña de identidad del modelo de desarrollo sostenible en el medio rural andaluz**; y lo es en dos sentidos fundamentales:

- Para poder **afrentar realidades compartidas** entre diferentes territorios.
- Para compartir experiencias positivas y **exportar o importar iniciativas** que han tenido éxito en el desarrollo rural.

En Andalucía **trabajan** por el desarrollo rural de los pueblos **52 Grupos de Desarrollo Rural** y lo hacen **en red** a través de diferentes acciones de cooperación.

La cooperación en Andalucía se realiza **a todos los niveles**, entre los grupos andaluces, con otros grupos de diferentes comunidades autónomas e incluso a nivel internacional liderando proyectos o participando activamente en otros.

Les doy algunos datos que avalan la apuesta por el trabajo en red desde Andalucía:

- En el ámbito internacional, en el programa que ahora finaliza, los GDR andaluces han participado en **iniciativas internacionales junto a 25 territorios fuera de nuestras fronteras**, en Portugal, Italia, Irlanda, Gran Bretaña, Francia, Marruecos y Finlandia.
- **A nivel nacional**, los GDR andaluces han trabajado **con otros 50 grupos de desarrollo** de otras comunidades autónomas.
- A nivel andaluz, la cooperación a nivel regional se ha desarrollado mediante dos líneas de actuación :
- A través de los **siete grupos estables de cooperación** que hay creados en Andalucía y que están compuestos por varios GDRs, que han desarrollado un total de **230 proyectos**.

- Mediante la realización de **acciones conjuntas de cooperación** para temas específicos que afectaban a varios GDR de diferentes provincias. A través de la **iniciativa Leader se han ejecutado 20 proyectos** de este tipo, a los que se suman **otros 14 proyectos con financiación netamente andaluza**.

En total estamos hablando de más de **280 proyectos** de cooperación y una **financiación global de 37 millones y medio** de euros en todo el periodo que ahora finaliza.

En cuanto a los **contenidos de esta cooperación** y la importancia de los proyectos, los hay tan cruciales para el futuro del mundo rural como el **proyecto NERA**: La Nueva Estrategia Rural de Andalucía (NERA), ha consistido en 8 proyectos, uno por provincia, que nos ha permitido saber de dónde venimos, dónde estamos y, sobre todo, dónde queremos llegar en los territorios rurales de Andalucía, marcándonos la hoja de ruta para el futuro de los territorios rurales de Andalucía.

En la actualidad vamos a afrontar un nuevo periodo de programación que nos llevará hasta el año 2015, en el que **la cooperación territorial seguirá siendo una de las claves del modelo andaluz** tanto dentro como fuera de nuestras fronteras.

Gracias y buenas tardes.

Nadjirou Sall, Secrétaire Général de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS)

Je suis Nadjirou Sall et je suis producteur. Je viens du Sénégal, d'une région administrative qu'on appelle la région de St Louis et d'un terroir qu'on appelle le Toro. Je suis riziculteur, maraîcher et éleveur en même temps. Présentement, je suis là parce que je suis secrétaire général d'une fédération paysanne qu'on appelle la FONGS que l'on traduit fédération des ONG. Le terme ONG porte une ambiguïté sur notre nom : on est une fédération paysanne.



Je remercie Monsieur Dominique. Je commencerai par ce petit rappel quand-même : on est venu rendre la monnaie, si je peux le dire ainsi. À un moment dur, difficile pour les paysans sénégalais, nous avons pensé à une forte mobilisation en ce temps. Lui, il a pris la responsabilité de venir participer avec nous à cette journée en 2004 où les paysans sénégalais cherchaient à faire entendre leur voix, et il est venu apporter sa contribution d'une manière physique, particulièrement avec un discours intense, important, qui a globalement donné des résultats, en particulier pour tout ce qui est le mouvement paysan.

La deuxième chose, c'est que je présente les excuses de Mamadou Cissokho qui est le responsable qui devait être avec vous et qui a été empêché. Cissokho, c'est notre responsable, notre leader, notre formateur. Sur le thème qui nous a réunis, il a écrit un livre intitulé « Dieu n'est pas paysan » sur l'évolution de l'organisation agricole et l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Je recommanderais aux gens de cette salle qui n'ont pas pu lire ce livre de le lire.

Notre organisation fédérative paysanne est née des terroirs. Pour cette raison, la première revendication que nous avons mise sur la table a été une question identitaire. Dans notre propre pays, comment des gens qui ont été considérés comme les derniers, qui n'ont pas réussi, qu'on dit paysans et qui nourrissent leur pays, peuvent apporter, peuvent être vus comme des gens qui ont des métiers nobles. C'est pourquoi, très rapidement, ces initiatives qui étaient localisées par terroirs, qui se sont mobilisées au niveau national et qui sont arrivées à l'organisation sous régionale de l'Afrique de l'Ouest et nous avons la fierté aujourd'hui d'en parler.

J'ai réfléchi sur quoi je dois témoigner. Je me suis dit : je ne peux pas repartir sur la vie dans notre mouvement, de 74 jusqu'à nos jours, nous avons travaillé sur ces questions. Mais je me focalise de 2004 jusqu'à nos jours.

En 2004, en partant du travail des experts, sur ce que qu'on appelle les grandes zones agro-écologiques du Sénégal, nous avons essayé de reconstituer ces zones. Nous avons trouvé, dans ces 14 régions administratives du Sénégal, 41 sous-zones que l'on a appelé des zones de terroir. Qu'est-

ce qu'on y a ajouté ? On y a ajouté des déterminants sur le plan sociologique, sur le plan écologique, sur le plan culturel. Voilà, autant de déterminants que l'on n'avait pas pris en compte au départ, qu'il nous semblait important d'identifier pour savoir ce que nous avons comme richesses.

Le deuxième travail que nous avons fait en tant qu'organisation paysanne, c'est de réfléchir sur la structuration de l'économie rurale de ces 41 zones. Là, nous avons trouvé trois cas de figure dans notre propre pays :

- des terroirs qui se nourrissent, qui ont une économie forte, qui peuvent apporter une contribution sur le plan national ;
- des terroirs qui se recherchent parce qu'ils sont centrés sur eux ;
- et d'autres territoires qui ont eu des difficultés à s'adapter par rapport à la nouvelle crise.

La troisième étape que nous avons toujours prise en compte pour voir concrètement en profondeur, c'est de situer les pôles économiques dans ces différents terroirs au niveau de notre pays. Il s'est dégagé plus d'une centaine de pôles économiques dans notre propre pays qui sont des fois portés par des filières, qui sont portés des fois par des activités artisanales, qui sont des fois portés par des activités culturelles, c'est autant que je peux en citer. Tout ce travail, nous sommes en train de le faire, pour une seule finalité. Parce que nous avons lancé une réflexion au Sénégal : en quoi les agricultures paysannes que nous sommes participent à la nourriture sénégalaise ?

Nous travaillons sur cette réflexion pour répondre à une image. Quand on est une agriculture paysanne, quand on fait la petite agriculture, on est archaïque, on ne peut pas se moderniser, on ne peut pas apporter une contribution, on est traditionnel. Les premières réflexions que nous avons sorties dégagent trois thèmes où nous allons inviter particulièrement l'ensemble de la population sénégalaise et de l'Afrique de l'Ouest en particulier, et d'une manière générale au niveau mondial, à venir débattre avec nous sur trois thèmes :

- Comment les exploitations familiales sénégalaises apportent leur contribution sur la nourriture ?
- Une deuxième question qui s'est dégagée sur cette réflexion, c'est sur la structuration de l'économie rurale qui est pour nous très fortement liée à la question du terroir.
- Une troisième question particulière, qui est une question importante et très sensible, c'est la question foncière en Afrique, et plus particulièrement au Sénégal.

Nous avons trouvé dans ces trois types, des espaces qui ont été très saturés en termes d'occupation, d'autres qui ont été moins valorisés et d'autres qui sont dans un sens mitigé. C'est particulièrement l'ensemble de cette réflexion qui nous a amenés à venir montrer effectivement ce que nous de faire, c'est de partir toujours du local en le liant au global.

Parallèlement à ce que je suis en train de vous dire, nous menons d'autres combats, que ce soit au niveau de la sous-région. C'est ce qui nous a amenés à participer à toute la concertation sur la politique agricole commune de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui nous reconnaît comme acteur, qui reconnaît nos terroirs comme acteurs, qui accepte de travailler sur la notion de la souveraineté alimentaire. Donc, cela devient un atout effectivement pour ces paysans qui se trouvent dans cette région.

Globalement, le terroir chez nous a une forte connotation culturelle et sociologique. J'en profite pour parler du produit. Le produit du terroir pour nous n'est pas tout produit qui est cultivé dans la zone. C'est un produit où l'on se reconnaît sur le plan culturel, fondamentalement, que ce soit sur le plan goût, ça peut être sur le plan sanitaire, ça peut être sur le plan même de couleur, de forme, autant de choses qu'on peut en dire. Nous avons commencé à labelliser. En même temps, c'est un produit d'ailleurs qui se labellise naturellement. Si on était au Sénégal. Je pourrais vous parler de ma zone, le mouton de ma zone, il est labellisé au Sénégal. Tout le monde veut acheter ce mouton parce qu'il a un goût que les autres moutons n'ont pas. J'ai une courge de ma zone. Donc le fait de labelliser un produit du terroir dépend fortement même de la question sociologique et culturelle d'une zone.

Mais je crois que dans ce débat que nous sommes en train de faire, voilà autant de notions sur quoi on devrait revenir pour clarifier, pour pouvoir savoir comment nous allons peut-être avancer sur cette question.

Je terminerai par une simple réflexion en disant qu'au Sénégal, le terroir est très fortement lié quand même à la politique de décentralisation. Le combat que nous menons ici au niveau de notre terroir qui provient des communes d'une manière générale, c'est d'arriver à des grands investissements pour permettre effectivement des fois à déconcentrer un certain nombre de localités.

J'ai entendu dans le premier groupe des gens qui parlaient de l'électrification des routes, des conditions qui permettent effectivement de promouvoir une économie locale. Je crois qu'en Afrique, d'une manière générale, et au Sénégal d'une manière particulière, le développement dépendra fortement, de l'investissement qu'on ferait autour des terroirs, du développement de l'économie locale qui pourrait agir sur le plan national, pour permettre effectivement d'arriver à ce que nous sommes en train de chercher.

Sur le plan d'approche, nous essayons de produire, de transformer sur place, de commercialiser. Effectivement, nous traînons cette difficulté de financement qui est quand-même au cœur de notre stratégie.

En quelques mots, je ne peux pas remplacer Cissokho dans cette salle, mais en quelques mots, nous sommes fortement liés à ce travail, déjà par les aspects culturels comme je l'ai dit. On est né d'une revendication identitaire où globalement, on montre dans notre propre peuple que nous ne sommes pas les derniers mais que nous faisons des métiers nobles et des métiers qui nourrissent le monde.

Voilà ce que je voulais vous dire d'une manière très pratique, et en tant que praticien, agriculteur de la vallée des fleuves.

Henri Carsalade, Président de la Fondation Agropolis et de l'ICARDA

En 2006, à Laguiole, j'avais témoigné en tant qu'ancien responsable à la FAO ; je ne veux pas me répéter mais je souhaite redire aujourd'hui encore, mon attachement aux terroirs du monde à leurs paysans et à leurs produits

Je souhaite aussi redire le drame des terroirs qui disparaissent, la désertification humaine n'en est pas la seule cause Professeur Naciri, il y aussi les guerres les sécheresses qui durent etc.



Le drame de ceux qui s'affaiblissent, de ceux où l'extrême pauvreté des hommes et des femmes qui y vivent justifie l'urgence d'un traitement social, afin de rétablir la dignité de leurs vies indispensable à la reprise d'activité productives que, souvent, les Etats qui les abritent, défaillants faibles ou corrompus, ne peuvent leur assurer.

Je dirai enfin, comme commentaire préliminaire, combien je suis frappé aujourd'hui par les progrès accomplis depuis quatre ans dans la maîtrise du concept de terroir et la définition de ses produits, ainsi que dans l'analyse des conditions de leur naissance et de leur développement.

Aujourd'hui je préside le Conseil d'Administration de l'ICARDA, Centre International de Recherche Agricole pour les Zones sèches, situé à Alep en Syrie : son activité couvre les zones sèches et arides à hiver froid, non tropicales, qui couvrent l'Afrique du Nord, le Moyen Orient, l'Asie Centrale, de vastes zones d'Asie du Sud et de l'Est, d'Afrique Orientale et d'Amérique Latine. Son objectif est une agriculture durable qui puisse éradiquer la pauvreté. Doté de moyens puissants et de haut niveau scientifique, il travaille à la conservation l'analyse et l'amélioration des ressources génétiques des céréales alimentaires (blé, orge), des légumineuses ; avec nos collègues des pays de notre aire à la compréhension et à la promotion des systèmes de culture des zones sèches et arides et se penche aussi sur les usages de l'eau, question capitale pour l'ICARDA.

C'est donc autour de ce Centre International, auquel je suis très attaché, et des terroirs des zones sèches et arides, que je vais vous dire quelques mots. Je vous livrerai d'abord deux réflexions :

- La première a trait au fait que l'ICARDA travaille sur les lieux d'origine de l'agriculture : tout près d'Alep se trouve le site de Jerf el Ahmar (la falaise rouge en arabe), au bord de l'Euphrate, où les archéologues ont mis à jour les plus anciennes preuves d'activité agricole connues à ce jour, il y a douze ou treize mille ans ; c'est cette même région qui recèle d'extraordinaires richesses biologiques, blés et orge sauvages et les ancêtres des chèvres et moutons domestiqués. «C'est le lieu où s'est déroulée la mutation psychique, symbolique et

imaginaire de l'homme néolithique qui a changé sa représentation du monde pour s'en approprier les ressources aux origines de l'agriculture »². C'est aussi le lieu où, en même temps, est née une organisation sociale complexe, s'est affirmée l'autorité, et s'est construite une culture élaborée qui a aussi inventé l'écriture...c'est tout le contexte de la naissance de notre concept de terroirs !

Un aspect passionnant de ces découvertes est le rôle déterminant que les paysans et habitants actuels de Jerf el Ahmar ont joué dans l'immense travail de reconstruction historique du passé de leur région. « Héritiers d'un savoir ancestral, d'une connaissance de cette terre, de ces pierres, de ce bois, des techniques architecturales, d'une infinité de gestes qui participent à l'environnement de ce site, leur apport a été fondamental »³

- La seconde réflexion est que l'ICARDA relève d'une culture scientifique anglo-saxonne qui ne connaît pas le concept de terroir, dont le mot n'a d'ailleurs pas de traduction en anglais ; certains collègues scientifiques originaires d'Afrique du Nord néanmoins s'y réfèrent et parfois l'utilisent. En outre, ce concept peut déclencher l'hostilité de certains, qui y voient, comme le dit très justement le document « lecture croisée », un instrument qui fausse la concurrence et constitue des obstacles au marché.

Lorsque j'ai demandé à mes collègues de l'ICARDA de m'aider à préparer ce bref exposé, leurs réponses ont entouré le concept sans s'y référer directement, traitant de biodiversité, de filières, de produits de niches, de marchés régionaux etc., réponses pertinentes toutefois montrant l'apport indirect de ce Centre international à la compréhension des terroirs ;

Je vais donc vous dire brièvement ce que fait l'ICARDA en commençant par la région du monde où nous sommes et où toute notre action s'est faite avec les institutions nationales de recherche agricole, celles du Maroc en particulier. Avec l'aide du FIDA nous avons travaillé ou nous travaillons sur les filières horticoles et leur compétitivité (au Maroc sur l'huile d'olive, les cerises) ; sur le blé dur pour les régions sèches d'Afrique du Nord et d'Asie Occidentale (typicité des blés durs pour le couscous et le frikeh apprécié des paysans de Syrie) et sur les plantes médicinales du sud tunisien. Avec l'Université de Davis et le gouvernement du Maroc nous avons étudié le safran pour le sud du pays et la promotion des femmes à travers sa culture, enfin avec le Gouvernement helvétique nous avons conduit un travail important sur les montagnes maghrébines (miel, pommier, olive poivron, lait de chèvre etc.)

(1) Nathalie Galesne, « Syrie, Eclats d'un mythe »

(2) Danielle Stordeur, directrice de la mission franco-syrienne d'El Kown-Mureybet

³ème Forum International « Planète Terroirs – Chefchaouen, Maroc 2010 »

Mais bien évidemment d'autres travaux plus ambitieux se relient à notre sujet : en premier lieu la recherche systématique des ressources génétiques des céréales alimentaires, l'orge en particulier et des légumineuses alimentaires d'utilisation agricole présentes dans la région à l'état sauvage, abandonnées ou en cours d'abandon. La préservation de cette biodiversité est capitale pour l'avenir. J'ai déjà cité tout le travail sur l'eau et sur les systèmes de culture pour lesquels nous disposons d'un référentiel sur ces systèmes en zones sèches et arides sans équivalent.

Que dire alors des terroirs des zones sèches et arides : leur équation n'a sans doute que peu changé depuis les origines à Jerf el Ahmar :

- Elles ont une faible ou très faible productivité et sont soumises à des risques élevés ;
- Les sociétés rurales, pour survivre dans des conditions difficiles, se sont fortement structurées, ont inventé des technologies élaborées et recèlent des savoirs considérables ;
- Ce contexte est propice à une forte spécificité des produits, dont beaucoup pourraient être candidats à devenir des produits de terroirs, reconnus et labellisés.

Mais :

- Elles sont fragiles et davantage vulnérables que d'autres aux changements globaux ;
- Elles sont directement menacées, pour certaines d'entre elles, par le réchauffement climatique ;
- Rares sont les zones sèches ou arides où la compétitivité des produits de terroir est/pourrait être assurée et où les normes de qualité sont établies ;
- Rares sont les zones où les marchés de produits de terroir sont organisés et fonctionnent.

Les hommes et les produits sont néanmoins là et attendent le déclic. Et ce déclic est nécessaire et il est urgent car, il faut se rappeler que les zones sèches et arides abritent des millions de familles rurales, souvent pauvres et condamnées pour beaucoup à la précarité et la survie sur leur terre d'origine. La reconnaissance de terroirs et de leurs produits peut être une des alternatives aux politiques technicistes de lutte contre la désertification, peut fournir les services environnementaux dont ces sociétés et ces milieux ont besoin et rendre aux paysans leur existence économique et leur dignité.

J'admire le Maroc pour son plan « Maroc Vert et Stratégies de Montagne » et je lui souhaite plein succès : il montre la voie et nous dit clairement la responsabilité des gouvernements, j'insiste sur leur responsabilité. Ils doivent :

- Reconnaître les produits de terroir ;
- Leur donner un soutien explicite et actif ;
- Développer les politiques, les institutions et les réglementations nécessaires ;

- Organiser, développer et si nécessaire protéger leurs marchés ;
- Former les producteurs, en particulier les femmes.

Tout ceci a déjà été développé par nombre d'entre vous, aussi je n'insisterai pas sur la nécessité de la participation ni sur le besoin de coopération internationale. En revanche il faudra que la recherche, internationale en particulier, se saisisse de la complexité et de la spécificité des besoins des terroirs en technologies et qu'elle cesse de considérer notre approche comme un trait typiquement méditerranéen. On y travaille, soyez en convaincus !

Je voudrais terminer en te rendant hommage Dominique ainsi qu'à tes collègues de Terroirs & Cultures et de Planète Terroirs : ce que vous faites est bien et porte déjà des fruits. Il faut continuer.

Zineb Benrahmoune Idrissi, enseignante ENFI Salé et Agroécologiste



Ce que je vais relater, ce que je vais raconter comme une histoire, c'est une histoire d'un projet de vie. L'histoire d'un terroir qui a été créé. Enseignante chercheur botaniste écologue, qui travaille sur le terrain et avec une vision protectionnisme, conservationnisme par rapport aux écosystèmes, dérangée quand même par tout ça. Et que l'être humain il a sa place dans tout ça. Dérangée aussi par une agriculture conventionnelle trop productiviste, pas assez humaniste. Et puis, découverte de l'agro-écologie, découverte d'une autre façon de faire. Et finalement, voilà que l'écologie est là, mais aussi l'agriculture est là. Et donc, quand l'aventure a commencé à Shoul, un terrain inculte, un terrain situé dans une région où il y a la céréaliculture principalement et l'élevage puisque ce sont des populations qui depuis 120 ans ou 130 ans se sont installées dans la région et se sont sédentarisées (ce sont des anciens nomades), avec comme savoir-faire surtout élevage et céréaliculture.

Élevage et donc parcours, absence de rotation de cultures, et donc des sols assez décapés, assez dégradés. Et moi, je me retrouve dans tout cela.

On m'appelait la néo-paysanne. Et on me regardait, on se disait : « Qu'est-ce qu'elle va faire ? ». Donc, l'aventure a commencé comme ça. Il fallait tout faire, il fallait tout apprendre. Le terrain, c'est mon école. Le défi a commencé, et onze ans après, c'est un site qui est visité. C'est un site où, pour les plus sceptiques qui disaient : « Mais enfin, tu as un salaire ? ». Oui, j'ai un salaire, mais aujourd'hui, tout ce que je produis est vendu plus ou moins et me permet de couvrir et de faire vivre quatre à cinq personnes. En tout cas, de contribuer à ça. Et je n'ai pas besoin de bénéfices, c'est vrai, mais les bénéfices qui sont là, ils servent à faire vivre ces personnes. Mais c'est aussi une nourriture de l'âme. Ça me nourrit effectivement, puisque ça me permet de manger en qualité, en quantité, mais surtout d'expérimenter un certain nombre de choses. Alors, on y trouve des impluviums, des plantes aromatiques médicinales, de l'apiculture, de l'arboriculture fruitière. Aujourd'hui de produits des hydrolats, je produis du miel, des produits maraîchers. Et donc, alchimie des rencontres, il fallait diffuser ça. Diffuser déjà au niveau de cette région, mais diffuser également ailleurs.

L'occasion s'est présentée, donc, de diffuser cela, et de travailler avec les agriculteurs au niveau de la région de Briksha. L'aventure a commencé également dans cette région, où il fallait travailler avec les agriculteurs sur des terrains privés. Pour les gens qui sont allés sur le terrain hier, ils l'ont vu. Évidemment, il y a encore des choses à faire. Nous ne sommes pas encore dans l'agro-écologie, mais c'est vrai que nous abordons l'agro-foresterie. Donc, quand je dis projet de vie, c'est intéressant, dans mon parcours d'enseignante-chercheur au départ puis productrice, agroécologiste, de diffuser

ça ailleurs, dans les montagnes du Maroc. Au départ au niveau de cette région j'ai commencé à travailler au niveau de la botanique et de l'écologie. Puis j'ai travaillé avec les femmes pour comprendre cette corvée du bois, et pourquoi tout le monde les regardait, tout le monde disait que les femmes étaient pourvoyeuses de bois de feu et qu'elles étaient coupables de la déforestation. Et voilà que je me retrouve dans cette région à travailler aussi bien avec les femmes qu'avec les hommes. Évidemment, par la suite, j'ai développé cette histoire de gouvernance des ressources naturelles. Je regarde ces images... Eh bien, oui, nous avons des exemples de système agro-sylvo-pastoral où il n'y a eu ni ingénieur, ni corporation, ni quoi que ce soit. Ce sont les populations locales qui ont tout à fait et depuis longtemps installé ce système. Je pense à Eitamjout où on a emmené les agriculteurs de Briksha voir justement ce système en équilibre, où il y a à la fois aussi une solidarité (Touiza) donc un système magnifique. Je pense aussi à l'arrière-pays où les gens ont su préserver les caroubiers (Ourtem). Et pourtant, il y a le pâturage. Mais ils ont vu qu'il y avait une valeur ajoutée au niveau du caroubier. Je pense aussi à une vallée (Zaouiatasef) dans le haut Atlas, où il y a tout un savoir-faire et où la forêt est là également, les espèces autochtones. Et donc, ce n'est pas quelque chose qui est nouveau, mais c'est quelque chose aussi que l'on peut réintroduire, réhabiliter, ou qu'on peut innover aussi, pourquoi pas.

Je suis très optimiste par rapport à la diversité biologique. Parce que la diversité biologique, quand la terre a accueilli l'homme, l'être humain, elle l'a accueilli avec une certaine diversité biologique. Mais jamais la diversité biologique n'a été aussi riche qu'avec l'intervention de l'être humain. Et de par justement la diversité culturelle et les agro-écosystèmes ou les agro-systèmes, il ne faut pas l'oublier. Donc, il y a eu adaptation de tout ça. On pense aussi bien à l'élevage qu'à tout ce qui arboriculture, greffage par exemple, de toutes espèces cultivées sur les espèces naturelles. Donc, il y a un savoir-faire extraordinaire. Et cet agro-écosystème, il est là, et c'est super si on peut le réhabiliter. Et c'est vrai que c'est, « dangereux » si on le perd. Parce que là, qui va perdre ? Ce n'est pas la nature, parce qu'au jour le jour, des espèces se créent, tous les jours, des espèces se créent. La vie ne meurt pas. Tous les jours, il y a création d'espèces qui vont être adaptées, mais qui vont être adaptées à des milieux qui vont nous devenir hostiles. Il y a de nouvelles espèces. Regardez : on passe des grands cafards à des petits cafards, et puis on passe à des choses plus petites, mais la vie est toujours là. Par contre, par rapport à l'homme, si l'on perd, s'il y a dégradation de cette diversité biologique et cette diversité culturelle, là c'est tout un savoir-faire qui est en train de se perdre. C'est aussi un potentiel qui ne s'est peut-être jamais exprimé.

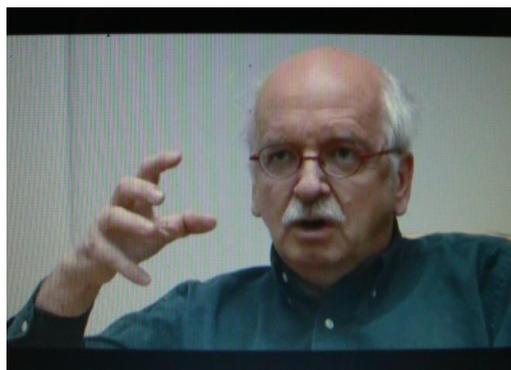
Voilà ce que je voulais dire.

Terroir... territoire. Dans tous ces mots, on s'est dit : « Quelles sont les limites ? » Dans tous ces mots, il y a le mot *terre*. Terre, mère nourricière, protectrice. S'il y a des terroirs qui se perdent, il y en a qui

se réhabilitent, il y en a qui se créent. Donc je suis absolument optimiste par rapport à cette notion de terroir, et par rapport à la durabilité des terroirs, parce qu'il y a des hommes et des femmes qui travaillent pour ça. Et je suis heureuse vraiment que ce forum ait lieu ici, à Chaouen, ville spirituelle. Et quand je dis « ville spirituelle », ça veut dire beaucoup de choses. Et c'est aussi l'unité. C'est vrai, Monsieur Dominique Chardon, vous avez parlé : le futur a besoin des terroirs. Bien sûr parce que c'est la diversité biologique et dans la diversité culturelle, et dans la diversité des terroirs qu'il y a la durabilité, qu'il y a la continuité.

Erik ORSENNA, Membre de l'Académie Française

Parce que j'aime aller en Afrique. Je vais très souvent en Afrique. Et en Afrique, j'aime particulièrement aller au Maroc. Parce que c'est un pays de très vieille tradition, et en même temps très présent dans la modernité. C'est un pays que je connais bien, à la fois comme touriste mais aussi en tant qu'explorateur des questions agricoles. Parce que j'ai passé beaucoup de temps, par exemple dans la plaine du Maroc sur les questions d'irrigation, et donc je connais un peu les pratiques agricoles respectueuses, responsables et communautaires du Maroc. C'est pour cela que je suis triste de ne pas avoir l'occasion d'échanger avec non seulement ces agriculteurs, mais ces artisans, mais ces gens des métiers, ces gens des savoirs qui essaient d'exister face au rouleau compresseur de la ressemblance sans âme et sans différence du monde entier. Vous êtes les chevaliers d'une réalité menacée. Cette réalité menacée, c'est une réalité qui est quasiment au cœur de l'être humain, c'est-à-dire le terroir. Le terroir, c'est l'endroit de la vie en commun, c'est l'endroit de la transmission, c'est l'endroit du savoir, c'est l'endroit de l'identité accueillante, car on sait bien que si on ne sait pas d'où on vient, on ne peut évidemment pas accueillir parce qu'on se sent menacé. Et le terroir c'est cette réalité-là qui est en train d'être balayée par une sorte d'homogénéité mondiale à la fois des produits, on ne sait pas d'où ils viennent. Ce qu'on sait simplement, c'est qu'ils se ressemblent tous. Car aucun terroir ne ressemble à un autre terroir, alors que les produits qui viennent d'on ne sait où se ressemblent comme des jumeaux. Et il y a la réalité, dans le monde des jumeaux, il y a la gémellité. Mais là, c'est on ne sait pas trop quoi.



Ce qui me terrifie c'est la tendance qui, si nous la suivons, va nous conduire à un monde assez désertique pour l'âme. C'est-à-dire que l'on peut imaginer qu'il n'y ait plus de sept à huit pays agricoles qui auraient des étendues et des possibilités climatiques qui leur permettraient de produire des biens agricoles au meilleur prix. Et toutes les autres agricultures du monde, si le seul critère du prix était retenu, seraient contraintes à la mort. Donc ce que vous faites est capital et mérite vraiment mon respect parce que c'est grâce à vous qu'on va essayer de lutter contre cette plus grande pente actuelle, montrer que c'est rentable, même économiquement, montrer que c'est la seule façon, je crois, de défendre des agricultures diverses, des productions, mais aussi des modes de production, pas seulement agricoles, c'est-à-dire les artisans, c'est-à-dire toute cette transmission de savoir qui prouve la rentabilité. Parce qu'au bout d'un moment, les gens n'en peuvent plus de l'homogène, n'en peuvent plus qu'il n'y ait plus de saisons. Il y a une conception de la défense des terroirs et de toutes les réalités menacées de notre époque, qui est une conception défensive. On bâtit des barrières, et on conçoit des réserves. Ce n'est pas du tout ma conception. Il faut que chaque

terroir soit connu, aborde le marché mondial avec son histoire propre, trouve les mots – parce que c'est par les mots qu'on défend – et ait une position conquérante. Il faut que ça marche. Moi, je n'aime pas du tout la nostalgie. Je crois que le mélange diversité, qualité, plus l'histoire que ça porte, ça c'est rentable. Parce qu'on en a besoin. Parce que une chose est de juste se nourrir, et c'est ô combien essentiel, mais il y a aussi le goût.

Le terroir, ce n'est pas seulement un sol, ce n'est pas seulement une orientation vis-à-vis du soleil, ce n'est pas seulement un certain nombre de données de climatologie. C'est aussi le lieu des communautés humaines. C'est le lieu dans lequel un certain nombre de communautés se réunissent et se sentent solidaires. C'est un lieu absolument nécessaire dans cette sorte de grande dépossession de la mondialisation où on peut se retrouver soi-même, mais aussi avec ses proches, et on peut se construire encore une fois une identité qui soit une identité accueillante car elle peut vivre en respectant ses valeurs. Donc le terroir n'est pas seulement une donnée physique, mais une donnée historique, une donnée de civilisation, et je dirais une donnée de fraternité.

Un jour, j'ai écrit une nouvelle. C'était « Le cauchemar de Don Juan » (le titre de la nouvelle). Et c'était quoi, le cauchemar de Don Juan ? C'est Don Juan qui se réveille, et toutes les femmes sont pareilles. Imaginez le désespoir de Don Juan. Je ne suis pas Don Juan, loin s'en faut, mais j'imagine me réveillant un jour, et qu'il n'y ait plus terroir. Est-ce que la vie vaudrait la peine d'être vécue, est-ce que même la vie pourrait être vécue ? C'est ce message que je voulais vous donner.

René CARRON, Président de la Confédération Internationale du Crédit Agricole, de la Fondation Grameen crédit Agricole pour la microfinance et de FARM.

Monsieur le Gouverneur, Monsieur le Président, mon cher Dominique, Mesdames et Messieurs, je suis naturellement très heureux d'être parmi vous. Tout d'abord parce que je ne pouvais pas ne pas répondre à l'aimable invitation de Dominique. Parce qu'ensuite je suis attaché à cette région puisque le Crédit Agricole a quelques intérêts au Maroc, et parce qu'enfin je suis passionné par le sujet de par mon histoire, et parce qu'enfin je pense que la crise n'a fait que mettre en évidence le sujet que vous traitez. Alors, autant



vous dire, qu'ayant passé une journée avec vous, je ne suis pas déçu. Car j'ai appris beaucoup de choses et je crois pouvoir dire, si vous me le permettez, que je partage quasiment mot pour mot ce qui a été dit. Et puis vous venez d'entendre mon ami Erik Orsenna. Erik est immortel, puisqu'il est académicien. Et lorsque je le présente, je le présente comme tel, en précisant que s'il est immortel, il n'est pas pour autant éternel, ce qui en général le fait sourire et fait sourire ceux qui nous écoutent

J'ai commencé ma carrière avec huit vaches, en Savoie. C'était en 1960. A l'époque, on n'imaginait pas, dans ma région de Savoie, région à fort handicap, un succès individuel qui soit en dehors du collectif. C'est ainsi que nous avons constitué, avec mon père et des voisins, le premier GAEC de Savoie en 1968. Et puis, à cette époque, le ski, ce sport, est devenu dans la tête de certains une hypothèse d'activité économique. Et donc les élus de l'époque, du Conseil général, quelques maires et le Crédit agricole, qui étaient les trois acteurs des premières remontées mécaniques dans une logique qui était chargée d'incertitudes et de risques, ont compris que si cette activité se développait, elle allait porter atteinte à cette agriculture de montagne dont je rappelle que les vaches laitières étaient alimentées, pendant cinq mois et demi à l'étable avec du foin. Donc vous comprenez bien que si on a les mêmes produits, la même logique que les Bretons et les Hollandais, on n'a aucune chance d'exister. Et les élus ont pensé que le sport d'hiver pouvait être irrémédiablement la condamnation de l'agriculture. Ils ont donc envisagé de créer une taxe sur les remontées mécaniques pour alimenter un fond servant à aider le développement de la coopération et des groupements agricoles. Et, ce faisant, ils ont intégré l'agriculture dans le développement global de cette région. Et c'est aussi – et tu t'en souviens André – qu'est née, en Savoie, la démarche pour le Beaufort, pour l'appellation d'origine contrôlée, qui a utilisé pleinement l'attrait évidemment que représentait la Savoie ou les Savoie pour nos touristes puisqu'en Savoie, il y a plus de lits touristiques que d'habitants aujourd'hui. Ce n'était pas le cas il y a quelques années. Voilà donc cette démarche globale... Et si je puis me permettre une anecdote. Je suis allé en école d'agriculture, il y a

quelques années déjà, j'avais avec moi des gens de la montagne qui étaient arrivés en sabots. Il y en avait soixante. Et ils étaient moniteurs de ski. Et comme ils étaient moniteurs de ski, ils se gardaient bien de dire aux jeunes parisiennes, blondes et très bien vêtues qui étaient avec eux, qu'ils étaient agriculteurs. Et puis quelque temps après, ils ont dit qu'ils étaient agriculteurs. Puis ils ont monté la coopérative et maintenant, ils reçoivent leurs vacanciers chez eux. Voyez donc toute cette mutation qui s'est faite au fil du temps et des années. C'est ainsi que, pour les jeux olympiques de 92, le président de la Chambre d'agriculture que j'étais est devenu le responsable de l'environnement économique des jeux, c'est-à-dire comment peut-on utiliser pour les Savoie, la région Rhône-Alpes, l'évènement extraordinaire qu'est l'évènement olympique. Voilà donc cette évolution qui m'amène à vous dire, quoi en substance ? C'est qu'au fond, en cinquante ans, les Savoie ont changé leur principal handicap, qui était la montagne, le froid, l'éloignement, en principal atout, et dans cet atout il y a bien évidemment les produits agricoles qui sont un élément essentiel de notre identité et de notre histoire, cette histoire sans laquelle on ne peut pas construire notre devenir.

Alors, la crise. Je dirais rapidement. Cette crise financière qui n'a été que l'amplificatrice d'une crise beaucoup plus globale, on ne l'a pas assez dit. C'est quoi, en résumé ? C'est la crise du non-respect des règles. Et de ce point de vue, le premier état du monde, les États Unis, porte une responsabilité extraordinaire. L'histoire l'affirmera. Parce que nous n'avons pas eu assez le courage de le dire. C'est aussi la crise de l'abandon du sens. A quoi doit servir l'argent ? A quoi doit-il servir ? C'est aussi sans doute – on l'a vu à l'annonce de cette crise – la rupture de ce que vous avez souvent cité : le lien. Nous avons bien vu que, même dans notre société française, nous vivons dans des ghettos qui se côtoient, qui ne se comprennent plus parce qu'ils ne parlent pas le même langage. Quand des banquiers vont à la télévision pour parler de spread ou de book de corrélation, combien de Français savent de quoi ils parlent ? Et comme on ne comprend pas ce qu'ils disent, on pense qu'ils noient le poisson, c'est-à-dire qu'ils nous racontent des histoires pour dissimuler ce qu'ils doivent dissimuler. C'est aussi, je le dis au risque de déplaire à certains, pour moi c'est la crise du dictat des sachants sur la légitimité et le bon sens. Et lorsque dans nos métiers, on a tiré les meilleurs cerveaux dans le domaine mathématique, il est clair qu'ils étaient bourrés de certitudes. Et j'en parle parce qu'ils m'ont affirmé que la crise n'était pas grave alors que je prétendais le contraire, j'avais raison mais je les ai écoutés parce qu'eux ils savaient, et qu'ils me démontraient par équation que ce que je disais n'était pas recevable. Ce qui veut dire, et je le dis comme je le pense, que la compétence, l'expertise, dont on a besoin ne vaut pas pour autant légitimité et que nous devons comprendre, que nous devons faire conjuguer la compétence et la légitimité, qui n'est pas l'absence de compétence, mais qui est une autre forme de responsabilité. Alors, je vais le dire aussi comme je le pense, que dans ce monde de plus en plus attiré par l'expression et par le besoin de faire savoir, qui quelquefois tient

lieu de faire, les idées brillantes doivent être écoutées et appréciées. Les idées justes doivent être reconnues et mises en œuvre. C'est une nuance qui n'est pas sans importance.

Alors, en quoi cela concerne-t-il le sujet qui nous intéresse ? Tout d'abord, je crois que, plus le monde se globalisera, plus nous aurons l'impression qu'il y a des éléments de notre propre vie qui seront déterminés ailleurs par des gens que nous ne connaissons pas et par des gens que nous ne comprenons pas, et plus l'espace d'appartenance, l'espace de lien va se recomposer et se reconstituer. Et c'est un problème qui, à mon avis, est central. Et à partir de là, on évacuera la tentation d'avoir des comportements de virtualité qui nous ont amenés là où nous sommes. Je crois aussi que dans nos sociétés de droit, de confort et de liberté, nous avons à construire ce lien qui ne sera pas une rupture entre le citoyen consommateur-client, ces structures publiques, ces structures privées, mais aussi ce lien entre le citoyen et son territoire, cet espace où il y a notre histoire, notre culture qui est mécaniquement notre héritage.

Pour toutes ces raisons, je crois que tout ce qui nous amènera à redéfinir cet espace où nous sentons s'exprimer notre responsabilité, notre solidarité, qui peut être vertueuse si elle inclut la générosité, mais qui devient simplement le moyen habile de gérer nos égoïsmes s'il n'y a pas de générosité, donc cet espace sera reconstruit, et nous devons ensemble le reconstruire car nous en avons besoin. Nous trouverons là aussi une autre réalité agricole, je n'y reviens pas, vous l'avez traitée avec beaucoup de compétences.

Je crois aussi que, si nous n'avons pas de crise financière dans les trois ans qui viennent, la prochaine crise sera celle de l'alimentation. Ça n'est pas d'aujourd'hui, l'alimentation est un problème. La seule différence, c'est que la crise financière a définitivement installé la communication planétaire et qu'il sera de plus en plus difficile de justifier que nous n'aurons pas les centaines de milliards dont nous avons besoin pour ce sujet alors que nous avons trouvé les milliers de milliards pour régler une crise financière. Et lorsqu'on aborde ce problème – Erik y a fait allusion – on voit bien, vous le savez mieux que moi, on aborde tous les défis qui sont devant nous. Le défi de l'eau, le défi des ressources énergétiques, le défi des mutations de population, mais aussi, comment construire des politiques agricoles pour une bonne partie de la planète, qui supposent la stabilité des prix et la durée, dans une économie de marché qui n'accepte pas forcément la durée, et encore moins la stabilité. Grand défi qui est devant nous.

Enfin, je vais terminer sur ma conviction qui est liée au mutualisme et à la coopération. Je ne pense pas que ce monde, dont la caractéristique essentielle, vous l'avez répété dix, vingt, trente ou quarante fois, est la diversité, puisse accepter comme seule alternative économique que le capitalisme orthodoxe par actions avec spéculations sur le titre et la forme étatique de l'économie. Il y aura inmanquablement, entre les deux, une autre logique. Nous en avons une : le mutualisme et la

coopération. Je rappelle qu'en France, 60 % des banques sont mutualistes. Le seul problème, c'est que nous n'avons pas eu suffisamment le courage de l'explicitier. Alors peut-être faut-il revenir aux fondamentaux. On peut être mutualiste ou coopérateur par opportunité. On peut trouver un job comme dans d'autres domaines. On peut l'être par nécessité. La coopération est fille de la nécessité. Il faut bien que l'on fasse ensemble ce qu'on ne peut pas faire tout seul. On peut l'être aussi par conviction, ce qui n'est pas incompatible avec la nécessité. Et, si on l'est par conviction, tout d'abord, un mutualiste ou un coopérateur est fondamentalement un usufruitier. C'est-à-dire qu'il paraphrase cette belle citation de Saint-Exupéry : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ». Un actionnaire, lui, est un propriétaire. La deuxième différence, c'est que, quand vous êtes coopérateur ou mutualiste, vous affirmez clairement : « Le droit d'être reconnu prime le droit d'être le plus fort ». Enfin, la chaîne de légitimité est différente. Le président de la sixième banque au monde, que je suis, que j'étais, aurait pu démissionner dans l'instant s'il avait été démis de ses fonctions de président de la Caisse de Crédit Agricole des Savoie. 2000 collaborateurs et 115 millions d'euros de résultat net. Ça vaut bien cette légitimité-là, la cooptation de quelques copains dans quelques grandes entreprises, fussent-elles du CAC 40. Tous ces éléments là sont des éléments sur lesquels nous devons réfléchir.

Et puis, la coopération et le mutualisme ont deux obligations : la formation et l'information car on ne peut pas décider si on n'est pas formé. Voilà donc ce que je voulais vous dire avec mes convictions, après une crise qui m'a beaucoup perturbé. J'ai vécu deux ans et demi où, pas une seule nuit, je n'ai pensé à cette crise. Et, en étant là où je suis, j'ai dû couvrir ce que je réprouvais, et j'ai dû me taire parce que j'avais entre les mains l'équilibre d'un groupe de 180.000 personnes. C'est un exercice difficile et tous les matins, je me disais : « Il ne faut pas que cette difficulté, que cette obligation de distance que tu dois prendre, René, t'amène à être trop dur, trop indifférent aux autres, et que ton besoin, ta faculté d'aller vers les autres, soit annihilée par cette expérience douloureuse. »

Alors, en conclusion, je voudrais dire que, mes amis, le monde a changé. Ne nous trompons pas un instant. Le centre de la sphère économique aujourd'hui n'est plus en Occident mais en Asie. Cela aura des conséquences considérables. Nous sortons de deux naïvetés : la première c'est d'avoir cru que le marché pouvait tout réguler et se réguler lui-même. La deuxième, c'est avoir imaginé que, plus les états seraient faibles, et plus on créerait de la richesse. L'expérience montre bien que ce n'est pas la réalité.

Comment peut-on imaginer des Etats avec des capacités de contrôle affaiblies, dans des métiers comme la finance, où les meilleurs experts sont dans le privé. Comment peuvent-ils être contrôlés si l'on n'a pas en face un corps de contrôle suffisamment compétent. D'ailleurs, si les banques françaises et européennes en général ont mieux résisté, c'est que parce que la relation entre le

régulateur et les banques a été beaucoup plus forte qu'aux États-Unis. Et dans ce monde qui vient, ce monde qui vient où un bloc à la population, à la croissance, à l'excellence budgétaire et un autre à des déficits et pas de croissance, il est clair que nous avons une opportunité qui est une obligation pour les européens et pour vous de trouver des accords, de trouver des partenariats pour que nous puissions exister dans ce monde. Et nous avons-là la possibilité de conjuguer les dispositions de cœur, d'intelligence et peut-être aussi d'intérêt. Nous devons nous y engager, et je vais vous dire un immense merci pour ce que vous faites.

Car, et ce sera ma conclusion, dans une société de droit, de liberté et de confort, le plus beau mot de responsabilité publique, c'est à mes yeux le mot « engagement », qui repose sur deux valeurs : la responsabilité, celle que nous portons par rapport aux générations futures, l'obligation d'intégrer le temps sans lequel on ne se construit pas, et le travail. Et puis une vertu qu'est la générosité qui nous invite à porter à notre communauté, à notre famille, à notre entreprise, à notre pays un peu de notre temps, de notre disponibilité, sans au préalable en mesurer les retours. Merci d'être des hommes et des femmes engagés. On a besoin de vous. On a besoin de votre créativité, on a besoin de votre engagement, et je suis sûr que les générations futures vous en rendront compte.

Merci.

Antoni Díaz i Vendrell, Directeur Général de Planification et Relations professionnelles, Generalitat de Catalunya.

La Catalogne, comme région méditerranéenne qu'elle est, a été historiquement intéressée au développement des pays du bassin méditerranéen. De ce fait, en Catalogne se trouve le siège de l'Institut Européen de la Méditerranée, et celui du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée. Dans le cadre de ces activités, le gouvernement de la Catalogne collabore dans ce forum de même qu'il l'a fait lors de multiples actions de partenariat pendant les dernières années.



La Catalogne est une importante région agro-industrielle et alimentaire. Elle fût la première à rédiger, en Espagne, une Loi de la Qualité Agroalimentaire qui, entre autres termes, définit le concept de « produits du terroir » avec la création et la mise à jour permanente d'un inventaire des produits du terroir catalans, et l'établissement d'une régulation spécifique de l'artisanat alimentaire. Actuellement, les départements compétents en agriculture et en commerce sont entrain de rédiger un projet de norme pour définir et réguler la « vente directe » des produits des exploitations agricoles, aussi bien sur place qu'à travers différents systèmes télématiques. Nous considérons que connaître ce genre d'expériences, qui sont des outils pour la valorisation économique du patrimoine alimentaire et culturel, peut intéresser les participants à ce forum.

L'inventaire des produits du terroir est un élément d'une valeur importante pour la dynamisation et le développement des zones rurales. D'une part ce recueil peut être la source de produits avec des labels d'origine et qualité. D'autre part, il peut servir comme instrument d'attraction touristique puisqu'il est le résultat de la combinaison du paysage, des cultures, de la tradition, de la gastronomie et des personnes. Chefchaouen est un exemple, comme pourrait l'être bien d'autres zones du Maroc, où ce genre de projets peut permettre la mise en valeur de la région et son développement social et économique.

Dans ce sens, la coopération maroco-catalane dans le domaine agricole pour la période 2008-2012 a organisé conjointement avec le Ministère de l'Agriculture et la Pêche Maritime du Royaume du Maroc, trois séminaires à Agadir, Rabat et Tanger pendant lesquels une vingtaine d'experts invités catalans et marocains ont débattus et échangés leurs expériences sur les systèmes de labellisation, certification, promotion et divulgation des produits du terroir. Parallèlement, le mois d'avril dernier, furent organisées des séances de dégustations par le Panneau de Dégustation d'Huiles d'Olive de la Catalogne, panel qui est agréé par le Conseil Oléicole International, où on pût mettre en évidence le grand potentiel et la diversité des huiles d'olive vierges des deux côtés de la Méditerranée.

Dans le cadre de cette coopération dans le domaine agricole, on a entrepris aussi un projet de formation des formateurs des écoles d'agriculture entre des établissements catalans et ceux de Ben Karich, Larache et Chefchaouen dans les filières de l'huile d'olive, les plantes aromatiques et médicinales, et le fromage de chèvre.

Finalement, je voudrais rappeler que, depuis 30 ans, le gouvernement de la Catalogne réalise une politique de maintien et récupération de la biodiversité agroalimentaire en préservant des variétés, des races autochtones et des produits du terroir. Nous soutenons et participons à ce Forum International Planète-Terroir de Chefchaouen, ville qui se trouve au cœur du territoire marocain de la Réserve de Biosphère Intercontinental de la Méditerranée, pour partager nos efforts et expériences parmi les pays du bassin méditerranéen où l'agriculture et l'alimentation sont des éléments clé du développement social et économique.

Interventions de Clôture du 3^{ème} Forum international « Planète Terroirs – Chefchaouen 2010 »

Philippe Quéau, Directeur du Bureau de l'UNESCO Rabat, Représentant de l'UNESCO au Maghreb

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Depuis qu'Ibn Khaldoun l'a noté dans ses récits, on sait que la ruralité en Méditerranée s'est construite autour de l'opposition ville et campagne. Mais on observe actuellement, du fait de la mondialisation, l'apparition d'une cassure plus globale entre d'une part la zone littorale de plus en plus urbanisée qui forme un tissu continu et qui part d'Agadir et tend à occuper tout le pourtour méditerranéen jusqu'à Beyrouth ou même Istanbul, et d'autre part, des zones intérieures localisées et isolées. L'espace littoral se développe au rythme de la mondialisation. Les espaces intérieurs sont davantage tournés vers le local, leur économie a du mal à se coupler avec les grands flux mondiaux : il y a risque de marginalisation alors que la mondialisation encourage le productivisme. Ainsi, lors d'un congrès à Marrakech des Centres internationaux de recherche agronomique, un intervenant a pu dire : « Les pays qui en sont à 5% de population active agricole se portent mieux ». Cette position est intenable évidemment car elle revient à dire que le marché mondial peut se passer des 50% de l'humanité qui vivent dans les espaces ruraux, si 4% ou 5% de la population mondiale peut assurer la sécurité alimentaire théorique de l'humanité. La grande question de la ruralité en général et des terroirs en particulier revient donc à ceci : comment assurer la durabilité de ces territoires, et leur intégration sociale, alors qu'ils sont menacés d'être économiquement disqualifiés ? Cette question prend toute son acuité quand on la situe dans le contexte de l'évolution démographique.



Les projections démographiques estiment que dans 2 décennies, la population du Maroc pourrait être de l'ordre de 40 millions d'habitants, dont 65% d'urbains (soit 26 millions en majorité sur le littoral) et 35% de ruraux, soit 14 millions. Ceux-ci seraient donc un peu plus nombreux qu'actuellement (en chiffres absolus).

Si l'on fait l'hypothèse du statu quo sociétal et politique en termes quantitatifs et structurels, on retrouverait dans les zones rurales la même population qu'aujourd'hui dans des exploitations à peu près viables économiquement (soit environ 8 millions) tandis que quelques 6 millions de ruraux devraient trouver des revenus venant d'activités essentiellement non agricoles.

Ceci est-il plausible ? On peut en douter quand on observe l'accélération de l'érosion de la micro-exploitation et l'éclatement des petits biens familiaux entre héritiers. Si ces ruraux ne trouvent pas d'emplois, ils devront à leur tour aller vers les villes, posant un problème d'absorption additionnelle de quelques 5 à 6 millions supplémentaires, dans des tissus urbains déjà saturés. On imagine que cet exode, qui pourrait atteindre la moitié de la population rurale actuelle, se déverserait sur des zones périurbaines sans adéquates infrastructures, alimentant la pauvreté, l'insécurité et l'extrémisme. Ce scénario est difficilement acceptable, et c'est bien pourquoi le Maroc a formulé sa stratégie 2020 de développement rural et son Plan Vert.

Cette stratégie peut et doit réussir.

Car le monde rural marocain ne manque pas de ressources humaines notamment. La capacité de travail des paysans marocains est proverbiale. Ils disposent d'un savoir faire indéniable. Ils se caractérisent aussi par une grande résilience. Malgré les sécheresses, les dettes, la pauvreté, ils arrivent à rebondir et la population rurale est aujourd'hui plus nombreuse qu'autrefois malgré les migrations. Il y a aussi la capacité associative, les jmâa villageoises, qui lorsqu'elle est libérée des tutelles, peut obtenir des résultats étonnants. Enfin, il y a la richesse culturelle et sociale du monde rural, faite de connaissance du milieu naturel, de savoir-faire, de langues et technolectes agricoles, de traditions sociales, de fêtes. Le patrimoine que cette culture constitue est le pilier principal de la culture nationale. On reconnaîtra là ce que l'UNESCO s'attache à proclamer : le lien profond entre culture et développement. C'est pourquoi l'un des objectifs de la réserve de Biosphère Intercontinentale en Méditerranée est la mise en valeur du patrimoine culturel (qui inclut aussi les plantes aromatiques et médicinales à la qualité environnementale des centres urbains).

Le Plan d'action de Madrid (approuvé au 3ème Congrès mondial des réserves de biosphère, 2008) entend faire des réserves de biosphère, dans les premières décennies du 21ème siècle, les principaux sites consacrés au développement durable, à l'échelle internationale. Le concept de réserve de biosphère a démontré sa valeur au-delà de la simple notion de zone protégée et constitue à ce titre un outil scientifique et politique et propose un éventail de connaissances et d'expériences sur la conservation de la biodiversité et le développement socio-économique au service du bien-être humain. Il s'agit de développer des modèles de durabilité locale, nationale et mondiale, et des modèles permettant aux réserves de biosphère de fonctionner comme des sites d'apprentissage où décideurs, chercheurs et communauté scientifique, et acteurs concernés travaillent ensemble à traduire les principes mondiaux du développement durable en pratique localement. Les réserves de biosphère demeurent sous la juridiction des États dans lesquels elles sont situées, et ce sont les États qui prennent les mesures qu'ils estiment nécessaires pour améliorer le fonctionnement des différents sites et nous sommes très fiers à l'UNESCO que le Maroc possède à son actif trois réserves

de biosphère qui sont la Réserve de biosphère des Oasis du Sud marocain, la Réserve de Biosphère Arganeraie (RBA) et l'Intercontinental Réserve de biosphère de la Méditerranée (RBIM), Maroc /Espagne.

Au cours des 15 dernières années, depuis l'adoption de la Stratégie de Séville à la Conférence Générale de l'UNESCO en 1995, les problèmes mondiaux se sont aggravés et d'autres sont apparus. Alors que nous fêtons cette année l'Année Internationale de la Biodiversité, on ne peut que constater les progrès de l'urbanisation, la perte de plus en plus rapide de biodiversité et de diversité culturelle qui influent sur la capacité des écosystèmes à continuer à fournir des services critiques pour le bien-être humain.

Si nous nous sommes engagés aux côtés de Terroirs et Cultures dans l'organisation de la 3ème édition du Forum International « Planète Terroirs » et si nous avons travaillé avec tous les partenaires autour du concept et de l'approche « terroir », c'est parce que nous pensons que les terroirs constituent une voie de réponse à cette question centrale pour l'avenir de l'humanité.

Ce que nous voulons montrer ici c'est que les terroirs sont une réponse d'avenir pour un développement durable et diversifié. Les terroirs en s'appuyant sur les Hommes, les ressources locales, les savoir-faire, la particularité des produits alimentaires et artisanaux d'origine, les services et les paysages constituent une alternative à la standardisation et à l'uniformisation. Il s'agit maintenant d'incorporer cette vision dans la gouvernance des terroirs et dans les politiques agricoles, de mettre en relief le lien entre culture et développement en passant par

La formation et l'information des consommateurs, c'est une stratégie d'action sur les terroirs que nous avons l'ambition de construire dans la transversalité et l'interdisciplinarité.

Le Bureau de l'UNESCO à Rabat a eu le plaisir d'être associé à cette importante rencontre et réitère son engagement à appuyer les efforts des ministères de l'agriculture marocain et français, de la « Junta de Andalusia » et bien évidemment de toutes les ONGs, pour faire aboutir les objectifs de Terroirs & Cultures.

Le sens de l'implication de l'UNESCO dans la plateforme Planète Terroirs est de favoriser un échange d'expériences et de savoirs entre des acteurs qui partagent une même vision du développement.

Je vous remercie pour votre attention.

Dominique Chardon

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Voilà que nous nous retrouvons après deux journées, denses, riches, sans doute un peu harassantes ! Mais que de beaux moments passés ensemble.

Depuis hier midi, vous avez travaillé en groupe dans les visites et les ateliers. Vous avez œuvré à



conforter la réflexion autour de cette approche terroir. Vous avez commencé à apprendre à travailler ensemble dans la confrontation de la pensée plurielle, dans l'acceptation de nos particularismes et parfois, quoi de plus normal de nos visions différentes. Nos cultures, nos histoires, nos expériences, nos trajets personnels, nous conduisent à cela. C'est la force de notre diversité. Et, elle est riche de promesse. Car la finalité est commune autour de la construction d'un monde, plus durable, et plus respectueux des Hommes. Tous ceux et toutes celles qui travaillent la terre contribuent à lui donner ses lettres de noblesse avec leurs mains et leurs têtes : paysans, artisans, restaurateurs, transformateurs, chercheurs...

A « chaud » - et je veux en votre nom à tous les remercier et les féliciter pour cet exercice difficile François Casabianca, le professeur Naciri et Guillaume Benoit nous ont fait une synthèse de vos débats et de vos propositions. Vous avez tracé de multiples perspectives qu'il convient désormais de poursuivre et de concrétiser. Le regard d'autres expériences internationales est venu en début d'après-midi compléter l'écriture de ce tableau. Merci de votre contribution. Il ne faut pas laisser sécher l'encre.

Jacques Lefort, le Secrétaire Général de Terroirs & Cultures et Kenny Lahcen, s'y sont immédiatement employés en proposant la structuration internationale de notre mouvement « Planète Terroirs ». Rendez-vous donc dès demain matin dans le cadre du « be to be » pour avancer sur l'idée ! Que de chemin parcouru depuis nos premières « Rencontres Internationales à l'UNESCO » il y a moins de cinq ans. Et à cette heure me revient la phrase qui du Forum des Dentelles de Montmirail : J'avais alors employé cette phrase en conclusion de mon propos : « **Une main sur la beauté du monde; une main sur la souffrance des Hommes; et les deux pieds dans le devoir du moment présent** ».

« **Une main sur la beauté du monde** »

Ici, la beauté nous l'avons autour de nous avec le bel aménagement de cette salle aux couleurs de Chaouen. Monsieur Séfiani, quel bel accueil vous nous avez réservé. J'imagine que tout le monde ici a

vécu un grand moment... On est heureux. On aurait d'ailleurs aimé rester plus longtemps dans votre ville ! On y est si bien. Merci, Monsieur le Président de la Commune de Chaouen de votre hospitalité. A l'image aussi des paysages qui nous entourent. Tout à l'heure, je regardais les arbres autour avec l'ombre, ces couleurs vert, blanc, bleu, le ciel, c'est magnifique. C'est aussi cette diversité que l'on veut promouvoir.

Mais la beauté je la lis surtout sur tous vos visages. Que d'histoires, que d'origines multiples peuvent si lire. C'est cette diversité des cultures, celle aussi de nos expériences qui ont rendu riches nos journées. Nous le retrouvons dans le travail que vous avez réalisé avec des synthèses difficiles. Du Japon, en passant par la Bolivie, en revenant par Madagascar, en retournant par le Sénégal et, si on continue par nos amis Espagnols, par l'Italie, bien sûr par la France, mais on peut continuer aussi par l'Éthiopie et le Vietnam. J'en oublie forcément ! Donc on voit qu'il y a une immensité de diversités. C'est cela aussi la beauté du monde. C'est nos langues et nos spécificités. Depuis deux jours, en vous écoutant les uns et les autres. En vous regardant travailler nous avons fait un formidable tour du monde des terroirs. Dans vos yeux, dans vos analyses, nous avons découvert la passion et la beauté. Nous avons retrouvé de multiples réalités. Comment alors l'uniformité pourrait guider ce monde si divers ! Comment pourrait-elle couvrir une réalité si complexe. Le grand mouvement globalisation en cours ne peut que ramener sur le local et la recherche d'identités.

« Une main sur la souffrance des hommes ».

Mais, derrière vos mots, dans la présentation de vos problématiques, nous avons aussi entendu une souffrance. Naît bien sur des difficultés de vie parfois même pour nourrir sa famille, naît aussi de l'absence reconnaissance et d'appui dans nos démarches et nos projets. J'ai entendu une forme d'expression de désarroi, de douleur, à porter nos milieux, nos terroirs, nos communautés humaines, nos douars, nos villages. Pour autant, cette souffrance, lorsqu'elle est supportable bien sûr, peut-être un moteur extraordinaire, car elle est à source d'un sentiment de fierté. Et cette fierté, finalement, c'est aussi le grand moteur de l'action. Hier, Jorge Tonetto me disait combien dans la mise en place des indications géographiques au Brésil il avait démarré sans aucun soutien ni marque d'intérêt des autorités. Et pourtant il a eu le courage de les mettre en place. N'est-ce pas cela aussi qui a permis à des personnalités comme Jacques Lefort, André Valadier qui a témoigné hier, Mamadou Cissokho qui n'a pas pu venir - mais on a écouté son ami Nadjirou Sall tout à l'heure – de se lever et de résister. Et comment ne pas citer Foulématou Camara, paysanne de Basse-Guinée. Quel succès hier matin ! Et donc nous voyons bien que s'exprime une forte demande de reconnaissance. Je crois pouvoir dire ce soir qu'elle a été entendue ici par les grandes agences de développement, où les Ministères Marocain et Français de l'Agriculture, la Province, les décideurs... tout le monde s'est engagé à la promotion des hommes et des femmes. Hier, j'ai indiqué hier combien la promotion des produits,

des terroirs ou des territoires, c'était avant tout la promotion des Hommes. Mon ami René Carron l'a développé en apportant son expérience: Pour assurer la pérennité des terroirs, ce sera défi majeur !

Nous avons aussi entendu tout à l'heure, Henri Carsalade, Président de l'ICARDA et de la Fondation Agropolis, ex-directeur adjoint de la FAO - témoigner pour nous dire le travail conduit sur les zones sèches. La souffrance je le redis amène parfois à relever des défis exceptionnels, à initier du « travailler ensemble » pour entraîner le changement. Je veux vous le dire, ce que nous faisons à Chaouen depuis deux jours doit permettre de faire naître cette espérance.

Et puis « Les deux pieds dans le devoir du moment présent »

Et, le moment présent c'est le langage du réel. Il est sans concession. Mais personne n'a exprimé de catastrophisme. Tout le monde, nous le sentons a envie de faire quelque chose, d'apporter sa pierre. Et donc, même si la tâche est difficile, des hommes et des femmes se lèvent pour initier un développement durable et harmonieux sur tous ces terroirs et tous ces territoires que nous représentons ici. Et les deux pieds dans le moment présent, c'est bien sûr tout le travail qui est fait, sous forme aussi de petits projets, ici ou ailleurs.

A l'image de l'initiative portée par Jean-Luc Chauvel, il faut que vous le rencontriez... C'est un homme qui n'avait pas de moyens. Il avait une volonté. Il est éleveur dans le Massif Central, Voilà 5 ans il a créé le Collectif des Races de Massif (CORAM). Il a rassemblé les éleveurs de montagne ayant fait le choix de travailler avec leurs races locales, bovines et ovines : Salers, Abondance, Tarentaise, Gasconne.... pour valoriser et donc pour assurer l'avenir de ces races. Il est là. Il est venu voir. Il veut travailler aussi avec les éleveurs du sud.

Merci, Jean-Luc. Je t'ai cité à titre d'exemple, car je crois que c'est toutes ces initiatives qui nous amènent à « penser terroirs ».

Voilà qui doit impérativement nous amener aussi à réfléchir à la transmission des savoirs et donc à la formation des Hommes. Nous ferons des propositions en ce sens. Vous êtes très nombreux à être impliqués sur cette question. Il y a bien sûr des responsables des Ministères de l'Agriculture marocain et français, des Conseils régionaux et Généraux - que je cite particulièrement - du Ministère de la recherche, mais on a aussi de très nombreux formateurs de lycées agricoles, des responsables de centre et institut de formation et même des Maisons Familiales et Rurales. Je pense sincèrement que c'est par la formation aussi que nous allons faire bouger les choses.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Dans les difficultés présentes vos diagnostics laissent la place au Projet. Nous sommes donc désormais en situation de responsabilité collective. Bien sur la tâche est difficile ! Mais elle en

devient exaltante. Il nous fait maintenant partant des expériences tirées, imaginer un avenir pour chaque situation car il ne peut y avoir de réponses uniques. Pas plus qu'elles ne peuvent-être issues d'un schéma vertical modélisé donc descendant et hyperspécialisé. Nous avons entendu hier André Valadier, l'homme de l'Aubrac, vice président de Terroirs & Cultures, nous expliquer qu'il faut régulièrement refaire « le cap ». Nous avons entendu à maintes reprises, notamment dans la présentation du Pilier II du plan Maroc Vert, que le quantitatif ne peut pas être l'objectif partout.

Dans vos témoignages nous avons mesuré, et nous le savons, que la performance ne peut se calculer au seul volume. Que le devenir de ces zones difficiles repose d'abord sur la capacité des Hommes à prendre en main leur avenir en le faisant reposer sur les ressources locales et le qualitatif. Notre ami Rami Zriek venu du Liban pour présider l'atelier sur le Tourisme Rural ferait, j'en suis certain, un beau plaidoyer sur le sujet. Donc il y a possibilité de revenir à des itinéraires de développement différenciés et à les inscrire dans la transversalité. Nous avons entendu Mme Zineb Benramhoun nous dire ce qu'elle réalise sur la région de Brikcha. J'ai la conviction que le terroir n'appartient pas à un modèle-mort

Nous venons tous de le démontrer par notre travail et notre action commune Bravo à tous. Alors, à l'heure de conclure je veux simplement mais très sincèrement toutes celles et tous ceux qui, souvent dans l'ombre ont permis la tenue de ces journées.

Je pense en premier lieu aux équipes de l'ATED. Nos amis Ahmed, Abdelilah, Ahmid et tous les jeunes qui nous ont accueillis accompagnés et aidés.

Je veux saluer de manière particulière toutes les responsables et les équipes de Terroirs & Cultures. Éric Barraud qui a animé depuis hier bien des moments de ce forum. Éric est délégué général. Il se dévoue sans compter. Ceux qui le connaissent, savent que c'est un homme de l'Aubrac, de la montagne, et qu'il a foi dans le développement, et en particulier le développement des pays du sud. Merci Éric. Merci aussi à Karine et Guilhem qui œuvrent depuis des mois à l'organisation du Forum ici à Chaouen. J'ajoute merci aussi à Aurélie toujours présente. Et on a eu quelqu'un qui a la méthodologie pour nous et qui nous aide, c'est Anne-Marie Hamayon. Merci Anne-Marie pour ce que tu as fait.

Vous l'avez compris, nous avons heureusement eu beaucoup de partenaires, je les remercie à nouveau. On devrait dire pour chacun un petit mot tellement ils ont été présents, depuis le début, à dire : « Il faut absolument qu'on soit là pour donner ce coup de main ». Et donc je veux exprimer aux ministères, aux grandes agences marocaines, comme à l'AFD, aux bailleurs publics et privés ma gratitude. Sans vous nous ne l'aurions pas fait ! Nous vous en sommes extrêmement reconnaissants.

Mesdames, messieurs la soirée n'est pas terminée encore un peu de patience pour écouter les derniers intervenants : M ; Achernan, Président de l'ATED, M.Séfiani, Maire de Chaouen et M. Hassani Directeur Régional de l'Agriculture de Tétouan Tanger avant de nous retrouver à la Qasba pour célébrer tous ensemble les « Terroirs en Fêtes ». Bonne soirée à tous et à bientôt.

Ahmed Achernan

Monsieur le Gouverneur, Monsieur le président de la Commune Urbaine de Chefchaouen, Chers invités, Mesdames et Messieurs,

Quand a été proposé à l'Association Talassemiane pour l'Environnement et le Développement « ATED » l'idée de se lancer dans l'aventure de l'organisation du 3^{ème} FORUM International « Planète Terroir »



avec l'association Terroirs et Cultures ; le challenge était grand puisque nous avions à entamer une expérience internationale, celle d'un FORUM qui se fait pour la 1^{er} fois dans un pays arabe, africain et dans une petite ville comme Chefchaouen, sous le haut patronage de sa majesté Mohammed VI et de l'UNESCO.

Cela nous a demandé un travail intense, parfois, continu pour la préparation matérielle et immatérielle du FORUM sans oublier toutefois les objectifs locaux, nationaux, Méditerranéens et Internationaux du FORUM.

Aujourd'hui, alors que le FORUM « Planète Terroirs » est tenu à Chefchaouen et au Maroc, sommes-nous arrivés à nos objectifs ?

Un FORUM de cette taille et sûrement une valeur ajoutée à l'appui de la culture et de l'économie de terroir dans une ville qui possédait jadis beaucoup d'atouts pour s'engager dans cette dynamique.

Le FORUM est aussi une valeur ajoutée aux efforts nationaux investis pour activer et intégrer les dimensions terroirs dans les projets du développement durable. La réalisation de cet objectif est sur la bonne voie et le degré de l'engagement du Ministère de l'agriculture et de toutes ses instances en est la preuve.

L'allocution de M. le Ministre de l'Agriculture a porté plus qu'un message reflétant l'engagement du Maroc envers ses terroirs pour les développer et les valoriser.

Ce FORUM a réuni et rassemblé beaucoup d'acteurs régionaux, méditerranéens travaillant sur le terroir, qui peuvent aider au développement d'une conception méditerranéenne de l'idée du Terroirs, théoriquement et pratiquement vu l'importance des expériences des pays de la région dans le domaine.

Sur le plan international, ce FORUM sous sa forme actuel, a pu mobiliser de nombreux pays, différentes expériences et différents acteurs (scientifiques, experts, agriculteurs, institutionnels...)

cela reflète le large intérêt qu'il y a pour le terroir et aide à instaurer un débat scientifique sérieux sur le thème du terroir qui est devenu un sujet concernant le monde entier et pas une région sans une autre.

Ce 3^{ème} FORUM grâce à vous devient un levier essentiel à la promotion du terroir.

Permettez moi, à mon nom, et au nom de tous celles et ceux qui ont participé à la réussite de ce FORUM, de vous remercier pour tout ce que vous avez apporté comme idées, expériences et savoirs qui surement ouvriront le chemin vers des horizons prometteurs, et permettez moi aussi d'exprimer notre grande joie de vous avoir parmi nous et j'espère que vous avez passé de bons moments.

De tous les membres de l'ATED agréer nos meilleurs vœux.



Mohamed Sefiani, Président de la commune urbaine de Chefchaouen

En signe d'amitié avec nos amis européens, je vais parler en français. Je suis vraiment ému, en tant que président de la communauté urbaine de Chefchaouen, maire de Chefchaouen pour les Français, parce qu'hier, lors du discours que j'ai fait hier matin, j'ai vous ai souhaité la bienvenue, bon séjour dans la ville de Chefchaouen et bon succès pour les travaux de ce forum.



Pour le dernier aspect, je vous félicite tous. Il y a eu un véritable succès. Bravo pour les participants, qu'ils viennent du Maroc et du monde entier, une trentaine de pays. Merci à vous, vous nous avez honorés.

Ça fait quelques mois, j'ai vécu quelques instants avec mes amis des deux associations organisatrices. L'association Talassemrane pour l'Environnement et le Développement (ATED) et l'association Terroirs & Cultures. Ils étaient très confiants, très ambitieux, stressés, mais je voyais dans leurs yeux, Dominique, Éric, Guilhem, Karine et les autres, Ahmed Achernan mon ami président de l'association ATED, leader associatif local, Si Ahmed Chebli, le trésorier, il vient nous voir, il cherche de l'argent partout. Le vice président, il faut qu'il soit avec nous, Abdelilah Tazi. Et puis un panel de salariés de l'association ATED. Je ne vais pas tous les citer mais, par hasard, Salwa, la comptable Mouna, et bien sûr le bureau exécutif de l'association ATED, tous les membres de l'association ATED qui nous honorent, nous les Chaounis, et bien sûr tous les salariés de l'association ATED dont je n'ai pas cité le nom. Bien sûr, tout cela ne pouvait pas être réalisé, parce que j'ai vu l'organisation qui était impeccable. Ce n'est pas une grande agence internationale, multinationale d'évènementiel. C'était un produit de terroirs. Je salue les équipes, les cuisiniers, les serveurs, les gardiens, je salue le directeur de ce beau complexe, Mohammed VI, ce complexe municipal. Et bien sûr, tout à l'heure, Monsieur René Carron a parlé de la banque, de la finance, etc. Toujours, on dit qu'entre la campagne et la ville, il y a bien sûr un grand écart de pouvoir d'achat, un grand écart de produit local ou régional brut. Il y a aussi un grand écart entre la rive sud de la Méditerranée et la rive nord de la Méditerranée en termes de produit national brut par habitant etc., et les différents indicateurs. Moi je dis, je dis qu'il n'y a pas un grand écart entre les différents pays du monde si on tient en compte le produit national du bonheur. Et vous le faites.

Merci beaucoup. Bon séjour. Savourez notre ville et merci beaucoup.

Mostafa Hassani

M. Le Gouverneur, M. les Président des Associations terroirs & Cultures et ATED, Mesdemoiselles, mesdames, messieurs,

Au terme de ces deux jours du Forum organisé sous le Haut Patronage de Sa Majesté, nous ne pouvons que se féliciter de l'écho tant international que national qu'a eu cet événement. En témoigne la plus



grande affluence que nous avons observée et l'intérêt porté à son égard par les différents acteurs. Nous avons eu le plaisir d'assister pendant deux jour à des activités intenses et riches qui ont mis en valeur le pouvoir et la capacité des terroirs à construire un développement durable et surtout de pouvoir échanger les expériences et les vécus et croiser les regards des différents expert et acteurs en la matière. Mes chers participants, Permettez –moi de partager avec vous notre plus grande satisfaction de la réussite de cet événement et de vous remercier de l'opportunité qui nous a été donnée de vous montrer la richesse de nos territoires et les enjeux de développement qui y sont liés et de la possibilité qui nous a été offerte de s'arrête sur les différents itinéraires de développement prônés à l'échelle tant régional, national qu'international.

C'était un défi d'organiser un tel événement de telle envergure pour la première fois dans cette belle ville de Chefchaouen. Aujourd'hui nous ne pouvons que dire que c'est un défi réussi Haut la main grâce aux femmes et hommes qui n'ont ménagé aucun effort pour réussir cet événement et être à la hauteur des ambitions qui lui ont été assignées.

Vous avez vécu avec nous ces quelques jours, j'espère que votre temps n'était pas une perte, mais un investissement important, je dirai avec un retour certain qui va s'inscrire dans la durabilité. Merci donc de votre visite dans notre région, merci de votre visite à Chefchaouen qui est devenu depuis hier la capital des terroirs, le sommet des terroirs, vous l'avez honorée par votre présence remarquable, et combien nous l'avons appréciée, nous vous sommes très connaissant,

Merci pour votre participation active et de la qualité des interventions, et de vos différentes expertises échangées, nous souhaitons en tant que région, en tant que pays bénéficiaire et de continuer à bénéficier du dynamisme de vos réseaux de partage d'expériences.

J'adresse également mes vifs remerciements à l'UNESCO qui a cru fort à la capacité et les biens fondés de cette ville à abriter le 3ème Forum Planète Terroirs, permettez moi d'exprimer également ma profonde gratitude et reconnaissance à Mr le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, à

M. le Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture ,à Mr le Ministre de l'Aménagement de l'espace Français et à Mr le Gouverneur de la province de Chefchaouen et à travers lui l'ensemble des autorités locales et élus qui ont contribué amplement à la réussite de cet évènement. Mes remerciements s'adressent également à l'Association Terroirs & Cultures en la personne de son président M. Dominique CHARDON qui est un grand homme de défis et du changement, il était notre manager coach, c'est un président qui aime la rigueur. Le long de notre collaboration, j'ai découvert un homme de coeur, qui a son style et une manière de faire visionnaire formidable ; ainsi mes remerciements vont aux membres de l'association Talassemrane pour tous leurs efforts et sacrifices qu'ils ont déployés pour l'organisation de ce forum. Merci à toutes les équipes qui ont travaillé jour et nuit pour que ce forum se tienne dans de bonnes conditions et ont fait de telle manière et pour nous tous de joindre l'utile à l'agréable.

Je tiens aussi à exprimer ma profonde gratitude aux directions centrales du Ministère de l'Agriculture, aux cadres et aux structures de la direction Régionale de l'Agriculture de Tanger – Tétouan et à toutes les institutions, organisations et associations qui ont bien voulu contribuer au rayonnement de ce forum.

Un grand merci spécialement pour Guilhem Ismael Calvo de l'effort louable qui l'a déployé durant toute l'année, il était un grand fédérateur, c'est un grand capitaine d'équipe. Merci cher ami.

Enfin, à tous ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de cet évènement, qu'ils trouvent ici nos profondes reconnaissances.

Certainement, nous avons assisté pendant ces deux jours à des débats et discussions constructifs et salutaires sur des sujets à mon avis tout à fait à l'ordre du jour eu égard aux défis liés au développement durable. Aussi, j'ai la certitude de par sa dimension internationale, que la présente édition du forum, a bien été un espace d'échange et de partage des expériences, des savoirs et des itinéraires de développement, et a constitué une occasion pour approfondir le débat et profiler les voies possibles d'émergence et développement des projets de terroirs dans le monde. Il a été aussi, plus spécifiquement un évènement régional unique de son genre permettant de mettre en avant la richesse du potentiel Méditerranéen et d'ouvrir une réflexion partagée et commune sur le rôle possible des terroirs pour une valorisation et une rencontres des civilisations méditerranéennes ;

A mon humble avis, l'organisation au Maroc du 3ème Forum International «Planète Terroirs » vient à point nommé. Comme vous le savez, notre pays est engagé actuellement dans la mise en oeuvre d'une stratégie de développement Agricole baptisée Plan Maroc Vert décliné en 16 plans agricoles régionaux à travers le Royaume et selon les spécificités de chaque région et dont le développement de la petite agriculture constitue un pilier stratégique dans sa configuration. Dans ce sens justement,

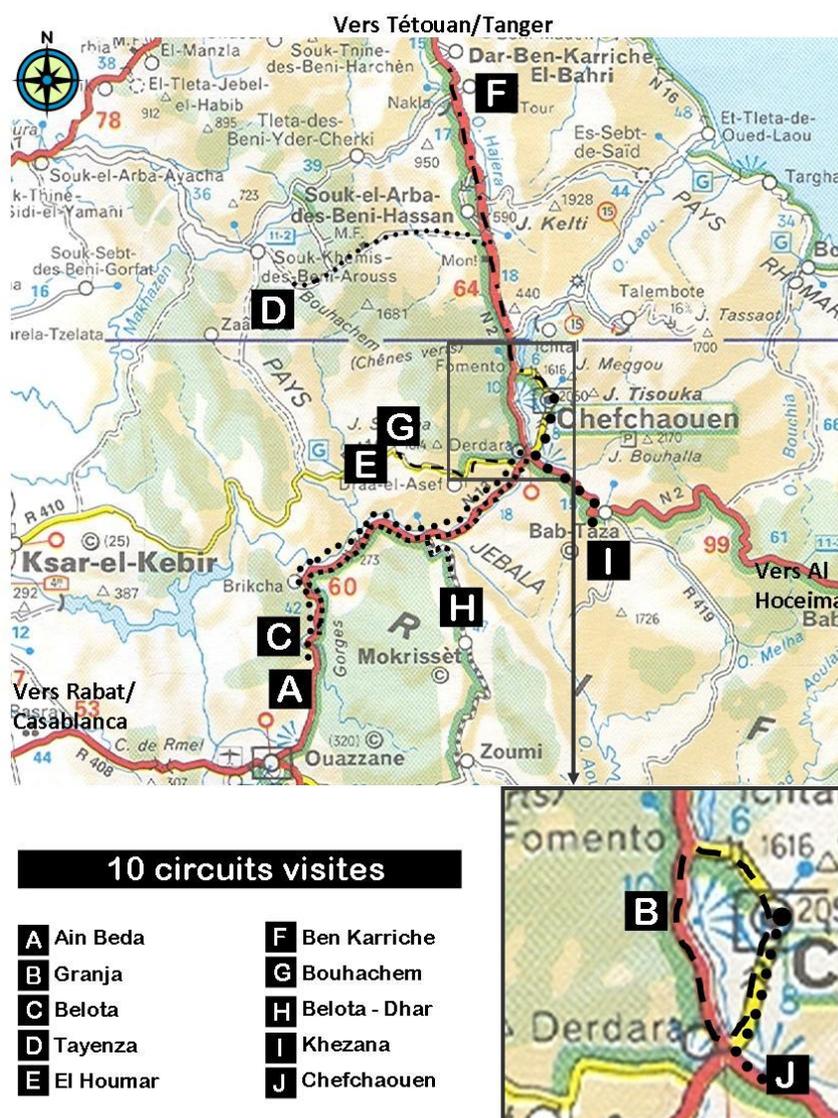
j'ai la conviction que ce forum a constitué un espace privilégié pour d'une part, partager les expériences et dynamiques engagées par les différentes régions du Royaume pour l'affirmation du rôle du terroir dans le développement durable des zones rurales montagneuses, oasiennes et arides du pays et d'autre part, une opportunité de nourrir le débat et de capitaliser les dynamiques et modèles de développement initiés à l'échelle internationale en la matière pour aiguiller et affiner nos démarches d'induction des dynamiques locales portées par les différents acteurs dans la prise en ligne de compte de l'importance et l'utilité stratégique d'intégration de la dimension terroir pour le développement de la petite agriculture dans notre pays.

Honorable assistance, j'ai la certitude que les différentes conclusions et recommandations de ce forum nous seraient d'une précieuse utilité pour adapter et repenser nos démarches pour l'émergence de nos terroirs en tant qu'outils de promotion et de valorisation de nos produits et de conservation de la diversité et des ressources naturelles d'autant plus que nous avons désormais la responsabilité d'appuyer et de promouvoir la petite agriculture dans notre région. Merci à vous toutes et tous.

Annexes

Les Ateliers/visites en détail

Carte des visites du 31 mai 2010



Visite – atelier A

Quelle économie pour les terroirs? Quel marché pour les produits de terroirs?

CIRCUIT VISITE : Ain Beda

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite d'une unité de séchage des figues, la découverte des activités oléicoles du GIE Femmes du Rif ainsi que la rencontre avec les productrices de sel de Zerradoun, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les facteurs de blocages autour de la mise en marché des produits et services de Terroir ?

Ressources : Olives et huile d'olive, sel, figues

Mots clefs : Approvisionnement, Commercialisation, diversification, marketing, les différents marchés

Référent de la visite : Siham Kdada, Direction Régionale de l'Agriculture Tanger Tétouan

ATELIER

(Lieu : *Commune Urbaine*)

L'objectif premier de la formation d'un terroir est son développement économique, l'obtention d'une valeur ajoutée non délocalisable et partagée équitablement entre acteurs :

- Pour un terroir/produits de terroir quels sont les différents marchés et types de marchés ? Quelles sont les conditions d'accès à ces différents marchés ? Emergence historique ou de nouveaux produits par rapport à la demande ?

- Que nous apprennent les premières expériences des pays du Sud ? Que faire en priorité dans ces pays pour réussir la mise en marché et la montée d'échelle économique ? Et comment le faire ?

- Comment capter localement (pour les acteurs locaux) les valeurs ajoutées des produits de terroirs ? Quelles transformations et/ou valorisations locales des produits de terroirs ? Comment appréhender ou analyser les filières concernées ? Comment contrer les risques de captation des avantages par des opérateurs extérieurs au territoire et/ou par des groupes sociaux locaux (souvent situés dans les sphères du pouvoir) ?

- Quels acteurs pour les filières locales de productions et valorisation locale des produits de terroirs ? Place des producteurs et des artisans dans les produits de terroirs ? Comment faire le partage de la valeur de façon équitable ?

- Quels actions/incitations publiques pour orienter vers le développement territorial ?

- La saisonnalité de la production : atout ou handicap ?

- Comment s'organiser et agir, au plan international pour améliorer la reconnaissance des produits de terroirs ?

Personne ressources

Président : **Javier Sanz Canada** – Chercheur à l'Institut d'économie, de géographie et de démographie (Espagne)

Animateur : **Akka Ait El Mekki** – Enseignant chercheur à l'École Nationale d'Agriculture de Meknes (Maroc)

Rapporteur : **Claude Chailan** – France Agrimer

Rapporteur/Marocain : **Mohamed Nhalil** – chef de service des marchés et de la régulation

Experts académiques : **Bruno Romagny** - chargé de recherche IRD

Visite – Atelier B

Les indications géographiques dans la construction des terroirs

CIRCUIT VISITE : Granja

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite de la fromagerie Ajbane Chefchaouen et de la chèvrerie collective de Ain Rami, ainsi que la présentation de produits locaux pouvant faire l'objet d'une labellisation, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les facteurs de blocages identifiés autour de la mise place des IG et des dynamiques territoriales qu'elles peuvent induire.

Ressources : Elevage caprin : Iben, viande ; PAM ; huile d'olive, coings.

Mots clés : Labellisation, cahier des charges, renommée, culture et savoir faire, dynamique locale

Références visites : **Jamila Jout** - Direction Régionale de l'Agriculture Tanger Tétouan et **Hakima Zbakh** (ATED)

ATELIER

(Lieu : *Direction Provinciale de l'Agriculture*)

Les produits sous indication géographique sont un des éléments de base essentiels de la constitution des terroirs, car ils permettent souvent l'émergence du terroir, la reconnaissance et la protection des produits de terroir :

- Quels sont les facteurs de réussite et les conditions de succès des I.G. françaises/européennes ? place par rapport autres labellisations territoriales ou d'origine, publiques ou privées ?

- Que nous apprennent les premières expériences d'IG des pays du Sud ? Celles-ci ont-elles pu créer de véritables dynamiques de développement rural durable ? Quels sont les résultats obtenus, les limites, les points forts et les points faibles ? Quels progrès nécessaires ?

- Comment constituer des cahiers des charges et des modalités de contrôle ?

- Peut-il y avoir des I.G. pour des produits non agricoles : artisanaux, industriels locaux, culturel (ex. du Brésil...)?

- Comment contrer les risques de spécialisation, liés au succès des I.G. ?

Personnes ressources

Président : **Kamal Hidane** - Professeur, Directeur régional de l'agriculture de la région Dakhla (Maroc)

Animateur : **Thierry Linck** – Chercheur à l'INRA Corte (France)

Rapporteur : **Jacques Fanet** - ancien Directeur Adjoint de l'Institut national de l'origine et de la qualité français (INAO) Secrétaire Général de Terroirs & Cultures

Rapporteur marocain : **Khadija BENDRISS** - chef de la division labellisation du Ministère de l'Agriculture

Experts académiques :

Jorge Tonietto - Chercheur à l'Institut de Recherche agronomique Brésil *EMBRAPA*

Jean Luc François - Chef de la Division Développement agricole et rural (DAR) à l'AFD

Emilie Vandecandelaere - FAO, Service de la qualité des aliments et des normes alimentaires

Dong Bui Kim - Chargé de recherche, Vice-directeur du Département des Institutions et des Organisations de l'Agriculture et des Paysans du Vietnam.

Experts :

Myène Maurel - chargée de mission agriculture tourisme au PNR Lubéron

Yvan Guironnet - chargé d'ingénierie, coordonnateur des activités internationales CFPPA de Carmejeane .

M. Bousarehane – Président de la Coopérative d'huile d'olive de Tyout

CIRCUIT VISITE : Bellota

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite de la parcelle de restauration écologique de la forêt de chênes liège de Granja, du SIBE de Brikcha et du douar Bellota, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les facteurs de blocages identifiés autour de la gestion durable des ressources naturelles en lien avec les approches terroir.

Ressources : Liège, produits issus des essences autochtones en matière d'agroforesterie (caroubes, olives,...)

Mots clefs : Mode de production, diversité naturelle et biologique, paysages, agro-écosystèmes, restauration des ressources naturelles, intensification écologique, mode de consommation, changements climatiques, vulnérabilité des agro-écosystèmes

Référents visite : Mofadal Merzguoui (ATED) et Aymar Bourgy (GERERE-GERES)

ATELIER

(Lieu : *Maison du Parc*)

Le terroir est un lieu de d'activation de ressources naturelles et des agro-écosystèmes, mobilisant les savoirs et cultures locales dans un souci de valorisation des territoires. Ceci permet une gestion efficace de la durabilité de ces ressources et de la diversité biologique et culturelle.

- Comment le maintien et la préservation de la diversité naturelle et biologique et des ressources naturelles peut il être lié aux modes de production ? Y a t il des modes de production plus durables et devant/pouvant être associés au concept de terroir ?

- Quels types d' « approches terroirs » peuvent être mis en œuvre dans les pays en développement du Sud pour permettre aux agriculteurs et aux communautés locales de restaurer et de gérer durablement les ressources naturelles et biologiques de leurs terroirs ? Que peuvent nous apprendre les expériences récentes réussies dans ces pays ? Quelles méthodes et quels outils ? Comment en assurer la généralisation ?

- Quelles institutions et organisations mobiliser pour cette approche ? modalités de gestion et de rémunération ?

- Quelles sont les relations des paysages avec les agro systèmes locaux et les acteurs et selon quelles règles ? Comment envisager les éventuelles protections notamment juridiques ?

Personnes ressources

Président : **Mohamed Naciri**, Professeur, Géographe, expert de la montagne (Maroc)

Animateur : **Zineb Benrahmoune Idrissi** – Enseignante ENFI Salé et Agroécologiste (Maroc)

Rapporteur : **François Casabianca** – Ingénieur de recherche –INRA Corté

Rapporteur marocain : **Mohamed Sabir** – Ecole Nationale Forestière d'Ingénieurs (ENFI)

Experts académiques :

Youssef Filali-Meknassi - spécialiste de programme, UNESCO Rabat

Rachid Mrabet - Directeur INRA Tanger

Mohamed Allaoui – Secrétaire Général du GERERE

Ali Nefzaoui - Coordinateur Général de FAO-ICARDA CACTUS

CIRCUIT VISITE : Tayenza

Présentation : Au cours de ce circuit, l'observation d'un jeune verger d'olivier et d'un verger traditionnel, suivie de la visite d'un élevage caprin traditionnel puis de la présentation des problématiques de valorisation du patrimoine génétique caprin, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite ou les freins au développement de projets valorisant les interactions positives entre diversité biologique et culturelle ?

Ressources : Verger d'olivier, verger fruitier traditionnel, élevage caprin, huile de laurier, lin/laine

Mots clefs : Patrimoine culturel et naturel, développement rural, agro-écosystèmes, savoirs, savoir faire, diversité biologique et culturelle, culture gastronomique, espaces protégés

Référent visite : Younes Hmimsa / Amandine Bouillot (Agri-Cultura)

ATELIER

(Lieu : *Chambre d'Agriculture*)

L'approche terroir conjugue la valorisation de la diversité biologique et de la diversité culturelle et leurs interactions :

- Quelles diversités les dynamiques de terroir peuvent elles cultiver, sauvegarder et valoriser ? Comment l'approche terroir peut elle contribuer au maintien de ces diversités et non à leur homogénéisation ?

- Comment les dimensions culturelles et patrimoniales peuvent elles renforcer les diversités biologiques ? Quelles sont les modalités d'interactions ? Comment dépasser la conservation, pour valoriser sans homogénéiser, sans figer ?

- Quel rôle peut jouer la culture gastronomique des consommateurs dans le maintien de ces diversités ? Relations aux fêtes, au patrimoine culinaire....

- La mise en avant des produits de terroir peut-elle avoir un effet néfaste sur des dynamiques culturelles, sociales (ex : transformation du foncier)

Personnes ressources

Président : **Pablo Eyzaguirre** – Chercheur à l'Institut International des Ressources Génétiques (Italie)

Animateur : **Geneviève Michon** - Directrice de l'UR 199 Dynamiques Socio-environnementales et Gouvernance des Ressources – IRD (France)

Rapporteur : **Yldiz Thomas** – Chargée de recherche CNRS

Rapporteur marocain : **Younes Hmimsa** - Université Tétouan

Experts académiques : **Giuseppe Barbera** - Professeur au département de la Culture Arboricole – Université de Studi de Palerme

Joan Reguant - Coordinateur des Projets Culturels de la Fundación Dieta Mediterránea (Barcelona) Coordinateur Technique Transnational de la candidature de la Diète Méditerranéenne (Convention PCI, 2003. UNESCO)

Experts : **Jean-Luc Chauvel** – Président du Collectif des Races de Massif

Jean-Paul Anrès – Président du conservatoire AOC Beaumes de Venise

François Verdeau - IRD

Visite – Atelier E

Quel tourisme pour le terroir et comment le développer ?

CIRCUIT VISITE : El Houmar

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite de la Maison du Parc National Talasemtane puis la découverte du douar el Houmar et de son gîte rural au cœur du Projet de Parc Naturel de Bouhachem, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les facteurs de blocages au développement d'un tourisme responsable et durable reposant sur la valorisation des patrimoines locaux.

Ressources : Maison du Parc National Talasemtane, Projet de Parc Naturel Bouhachem, Maison Rurale El Houmar.

Mots clefs : Gouvernance locale, acteurs du tourisme, tourisme de terroir, politiques territoriales, valorisation des terroirs, panier de bien et de service, offre et demande touristique, folklorisation.

Références visite : Abellah Tazi (ATED) et Louise Gehin (Projet de Parc Naturel de Bouachem).

ATELIER

(Lieu : *Bibliothèque*)

L'atelier traitera de deux thématiques complémentaires et qui renvoient aux besoins mutuels qui peuvent initiés entre le tourisme rural d'une part et le terroir d'autre part.

On débatera dans un premier temps de ce que pourrait apporter le terroir au tourisme. Il faudra rappeler pour lancer le débat qu'à ce jour, les tentatives de développement du tourisme rural au Maroc et dans d'autres pays en voie de développement butent sur le fait qu'il n'y a pas d'approche territorialisée, les initiatives étant souvent individuelles et non mutualisées au niveau local et n'émanant pas d'un projet de territoire. La dimension gouvernance locale, rôles des acteurs locaux et implication des divers acteurs concernés seront au centre du débat.

Mais si le tourisme rural peut tirer profit du concept terroir, ce dernier peut également profiter du développement du tourisme rural pour valoriser ses produits et ses services dans la mesure où le tourisme draine des consommateurs jusqu'au terroir. Dans ce deuxième volet on s'interrogera sur le type de tourisme qui profitera le mieux à la dynamique terroirs. Des questions tels que : Quel type de tourisme peut être associé aux terroirs ? Peut-on définir un tourisme de terroir ? Le tourisme peut-il être un bien (produit/service) de terroir ? Quel patrimoine peut-on valoriser dans un terroir (paysages, historique/architectural), culture populaire, petits métiers et savoir-faire locaux ? Sous quelles conditions (modalités, labellisation...)?

Personnes ressources

Président : **Rami Zuryak** - Professeur au département de Gestion de l'écosystème et du design du paysage et Directeur du diplôme d'inter-faculté sur la science de l'environnement à l'Université Américaine de Beyrouth (Liban)

Animateur : **Mohammed Berriane** - Professeur au département de Géographie de l'Université Mohammed V - Agdal – Rabat

Rapporteur : **Cécile Duoulombier** - Enseignant-chercheur à l'ENSAIA, experte en appui au projet de PNR Aubrac

Rapporteur marocain : **M. Abdelgar** - Professeur à l'Université Mohammed V

Experts académiques : **Bernard Moizo** - Anthropologue – IRD

Experts de terrain : **Aïssa Mokadem** - Directeur du Parc National de Talasemtane

Intervenants : **Noemi Molina Sanz** - Chargée de Mission Développement Durable en milieu rural Junta Andalusia ; **Projet de Route Transfrontalière Andalouse Maroc**

Zouhair AMHAOUCH - Directeur du Parc National d'Ifrane

Visite – Atelier F

Quels enseignements tirer des expériences associant recherche, formation et développement sur les terroirs ?

CIRCUIT VISITE : Ben Karriche

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite de la maison de Boutaleb et du centre de formation « Institut des Techniciens Spécialisés en Agriculture de Ben Karriche », permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les facteurs de blocages identifiés à l'occasion d'expériences associant recherche, formation et développement sur les terroirs.

Ressources : Menuiserie et peinture sur bois, maison d'hôtes, Institut des Techniciens Spécialisés en Agriculture de Ben Karriche (ITSA)

Mots clefs : Savoirs scientifiques et empiriques, transmission des savoirs et savoir faire, formation professionnelle, accompagnement.

Référence Visite : M. Laidouni, Direction régionale de l'Agriculture Tanger-Tétouan

ATELIER

(Lieu : *Maison de la Culture*)

L'approche terroir est innovante et permet d'associer la recherche la formation et le développement dans une action commune pluridisciplinaire. Au delà du besoin d'apports de nombreuses disciplines scientifiques dans la compréhension du fonctionnement d'un terroir, l'action sur le terroir mobilise d'autres savoirs que les seuls savoirs scientifiques ; des formations originales doivent être mises en œuvre pour assurer la transmission des savoirs.

Des expériences diverses sont déjà en cours ; il importe d'en tirer les leçons et perspectives d'actions futures :

- quelles formations et quelles recherches-action mettre en œuvre pour faire dialoguer les savoirs scientifiques et empiriques ?

partage et bilan des expériences en cours sur ce sujet.

- Comment identifier et transmettre les savoirs, quelles recherches sur l'apprentissage, sur les interactions entre les divers savoirs ?

- Comment associer chercheurs, enseignants, acteurs, pour favoriser la construction d'une représentation commune du terroir et du projet de terroir, et le partage de ces savoirs de différentes natures ? L'expérience des réseaux de terroirs.

- Dans les pays du Sud en développement, quel type de décision publique en termes de formation, recherche/action et éducation, pourrait être particulièrement pertinent pour le développement des terroirs ?

Personnes ressources

Présidents : **Vincent Dollé** – Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranée de Montpellier
Mohamed Badraoui - Directeur de l'INRA Marrakech

Animateur : **Fabrice Dreyfus** – Economiste - Directeur de l'Institut des Régions Chaudes IRD

Rapporteur : **Philippe Prévoist** - Directeur de la formation SUPAGRO Montpellier

Rapporteur marocain : **M. Boujnah** - INRA Marrakech

Experts : **Akka Oulahboub** - Directeur de la Direction de l'Enseignement, de la Recherche et du Développement, Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime, Maroc

Abderraouf El Antari - Laboratoire de Technologie Agro-alimentaire UR Amélioration des Plantes et de la Qualité I.N.R.A. Marrakech/INRA Marrakech

Visite – Atelier G

Quelles politiques publiques, quelles coopérations, quelles gouvernances pour les terroirs du sud ?

CIRCUIT VISITE : BOUHACHEM

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite de la Maison d'Accueil Touristique et de l'unité semi-moderne de trituration des olives d'Aghbalou au cœur du Parc Naturel de Bouachem permettront de questionner la superposition des cadres de gouvernance autour d'un projet de terroir et nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les facteurs de blocages à la mise en place et au développement de politiques publiques et de coopérations pour le développement de terroirs au sud.

Ressources : Maison d'Accueil Touristique, Unité de trituration semi-moderne, parc naturel de Bouachem.

Mots clefs : Communautés humaines, projet de terroir, délimitation de terroir, gouvernance locale, financement et accompagnement des terroirs, politiques publiques, coopération bilatérale/Décentralisée

Références visite : Nisrin Alami (Région Tanger Tétouan) et Guilhem Calvo (Agri-Cultura)

ATELIER

(Lieu : *Complexe Mohammed VI*)

Le développement des terroirs et leur durabilité implique la mise en œuvre d'une gouvernance locale coopérant avec différents autres niveaux de décision, dans le cadre de politiques publiques d'appui et de protection :

- Comment émerge une communauté « durable » construisant un projet de terroir sur une zone délimitée ?
- Place des différents acteurs autres que producteurs locaux ? quels niveaux d'intervention et selon quelles modalités ?
- politique générale et stratégie de l'Etat /politiques régionales / gouvernance locale /coopération nationale et internationales / ONG, société civile...
- Importance des initiateurs, des leaders locaux, des élites pour agréger et mettre en synergie les potentialités ? Quels appuis à la formation, quels accompagnement et financements ?
- Quels types de rémunérations pour services environnementaux (PSE) pourraient être mis en place et à quelles conditions ?
- Quelles priorités de politiques pour les pays en développement du Sud qui veulent s'engager dans des stratégies de développement des terroirs ? Quelles leçons peut-on tirer des expériences récentes ? Quels sont les progrès les plus nécessaires pour réussir un développement rural durable ?
- Quelles leçons tirer des coopérations N/S et S/S, bilatérales, régionales ou multilatérales, pour le développement des terroirs au Sud ? Quels points positifs et quelles faiblesses ou quels risques ?

Personnes ressources

Président : **Mohamed Bentouhami** - Directeur du développement des filières de production, Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime (Maroc)

Animateur : **Lahcen Kenny** - Professeur d'Horticulture & d'Agriculture Biologique – IAV Hassan II

Rapporteur : **Thomas Rüger** - Chargé de mission international et foncier outre-mer - Agence de Services et de Paiement (France)

Rapporteur marocain : **Mohamed Khannoufi** - Chef de la division Produits de Terroir du MAP Maroc

Experts académiques : **Sophie Villers** - CGDA France et **Guillaume Benoit** - CGDA Maroc

Jean Yves Grosclaude - chef de la Division développement Agricole et Rural de l'AFD

Experts : **Ignacio Lopez** - Chargé des projets de coopération, Division du développement durable en milieu rural, Junta Andalucía

Jean Grégoire - Directeur du Parc National du Lubéron

Babacar DIOP - maire de Ross Bethio - Sénégal

Mostafa Hassani - Directeur Régional de l'Agriculture Tanger Tétouan

Visite - Atelier H

Comment construire et dynamiser un panier de biens et de services territorialisés ?

CIRCUIT VISITE : AKCHOUR

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite du siège de Chaouen Rural ainsi que la découverte d'une coopérative de tissage, d'une unité de trituration des olives et d'un gîte rural, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les points de blocages identifiés pour créer une synergie entre les différents produits, patrimoines et services locaux.

Ressources : Local de Chaouen Rural, habitat traditionnel, tissage, huile d'olive, gîte rural, activités de pleine nature

Mots clefs : Développement territorial, patrimoines locaux, produits, services, marketing, innovation, valorisation.

Référence visite : Abdelilah TAZI (ATED)

ATELIER

(Lieu : *ATED*)

Le modèle du panier de biens et de services développé par A. Mollard et B. Pecqueur montre comment la valorisation conjointe de produits de terroirs et de services environnementaux permet de construire une forme nouvelle de développement territorial. Ce modèle n'est pas la simple juxtaposition de plusieurs biens, mais une combinaison interactive entre eux et avec des biens publics de qualité ("écran") qui est appréciée par les consommateurs et les usagers de ces espaces. Au-delà du panier de biens, c'est en fait tout le contexte et l'image du territoire qui est achetée, ce qui génère une rente plus élevée que la simple somme des surplus de chaque produit. La "rente de qualité territoriale" issue de cet effet-panier revient aux producteurs de ces produits et, au-delà, à l'ensemble des acteurs qui contribuent à donner une image positive au territoire. Cette rente qui combine l'approche par la qualité et par le territoire, constitue la base de ce nouveau modèle "d'éco-développement territorial" fondé sur la qualité de ses produits et services (dont le tourisme), en y incluant la qualité des services non marchands liés à l'environnement.

Personnes ressources

Président : **Amédée Mollard** - Docteur d'Etat en Sciences économiques, chercheur INRA, UMR GAEL, Université Pierre Mendès-France (France)

Animateur : **Abdeslam Chriqi** – Directeur régional de l'Agriculture de Settat

Rapporteur : **Zineb Fassi**

Rapporteur marocain : **Driss Benbouhia** - Directeur Régional Chambre d'Agriculture Tanger Tétouan

Experts académiques : **Mehdi Moalla** - Maître assistant à Tunis

Hamine Hammas - Université de Sous

Claudia Ranaboldo - Chercheur principal au "Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural"

Experts : **André Valadier** - Eleveur Aubrac, Président du syndicat des communes de l'Aubrac aveyronnais.

Sylvie et Mustapha Amalik - Acteur de tourisme . Gîte à la Ferme Aiss.

Visite - Atelier I

les terroirs peuvent-ils contribuer à la sécurité et à la souveraineté alimentaire ?

CIRCUIT VISITE : Khezana

Présentation : Au cours de ce circuit, l'observation de vergers de coings et de vigne, d'une unité de trituration et d'un projet de tourisme rural innovant accompagné d'éclairages sur les défis que traverse les agro-écosystèmes du Rif Occidental, permettront de nourrir la réflexion autour des éventuelles contributions de l'approche terroir aux débats en cours sur la sécurité et la souveraineté alimentaire.

Ressources : Vigne, coing, huile d'olive

Mots clefs : Politiques alimentaires, culture alimentaire, productions vivrières, petite agriculture, gain de productivité.

Références visite : Larbi Benali (Direction Provinciale de l'Agriculture-Chefchaouen) et Karine Lagarde (Terroirs & Cultures)

ATELIER

Cette question est essentielle pour les pays du Sud. Les productions traditionnelles, souvent vivrières, adaptées au milieu et aux cultures locales ne peuvent-elles pas être développées pour accroître efficacement les productions alimentaires ?

- Les cultures vivrières peuvent-elles être des produits de terroir ?

- Quelle place donner aux cultures alimentaires locales dans les politiques de terroirs et, plus largement dans les politiques alimentaires ?

- Dans les pays en développement : quels équilibres de prix pour les produits de terroir entre la valeur ajoutée liée au terroir (qualité, typicité, ...) et la diffusion auprès des consommateurs nationaux ?

- Les terroirs sont-ils un modèle pertinent pour contribuer à la sécurité alimentaire dans la nouvelle donne mondiale ? Quels messages faudrait-il faire passer aux institutions nationales et internationales compétentes ?

Personnes ressources

Président : **Jean-Louis Rastoin** - professeur d'économie et gestion des entreprises à Montpellier SupAgro (France)

Animateur : **Rachid Doukkali** - Professeur d'économie Agricole IAV (Maroc)

Rapporteur : **Dominique Legros** - Directrice, ADECI

Rapporteur marocain : **M. Moussaoui** - panel expert CGDA petite agriculture

Expert académique : **Henri Carsalade** - Président de la Fondation Agropolis et de l'ICARDA

Mohamed Ater - Université Tetouan

Expert de terrain : **Nadjirou Sall**, paysan, Secrétaire Général de la Fédération des ONG du Sénégal

Visite - Atelier J

Comment impliquer les consommateurs pour qu'ils deviennent levier dans le développement des terroirs ?

CIRCUIT VISITE : Chefchaouen

Présentation : Au cours de ce circuit, la visite du Musée ethnographique de Chefchaouen et du stand de la coopérative Apia au sein de la foire des produits de terroir, ainsi que la découverte de l'Auberge Dardara, permettront de nourrir la réflexion sur les conditions de réussite et les points de blocages identifiés pour impliquer les consommateurs comme moteur et facteur de pérennité des dynamiques de terroir.

Ressources : Musée ethnographique, miel, Chaouen Rural, auberge Dardara

Mots clefs : Mise en marché, commercialisation, catégories de consommateurs, segmentation du marché, santé publique, consomm'acteur.

Référence visite : Fatima Habte (Chaouen Rural)

ATELIER

(Lieu : *Hôtel Parador*)

Le terroir est un lieu de dialogue entre producteurs et consommateurs qui reconnaissent, apprécient achètent et font la réputation du terroir :

- Les produits de terroir pour quels consommateurs : régionaux, nationaux ? occidentaux ?

- Comment faire des consommateurs un levier du développement des terroirs ? Comment les toucher et en faire des acteurs du terroir ? comment bâtir un marché durable non fondé sur des effets de mode ?

- Les terroirs/produits de terroirs sont-ils élitistes c'est-à-dire réservés/orientés vers des consommateurs aisés/avertis ? Peut-il y avoir des produits de terroir pour des consommateurs « populaires » ? Quelle éducation mettre en place, avec quels moyens ? Comment segmenter le marché ?

- Quels mécanismes en jeu dans la formation des prix des produits de terroir ?

- Quelles pourraient être les stratégies à privilégier dans les pays en développement du Sud ?

Personnes ressources

Présidente : **Fatima Fort** – Maitre de Conférence - UMR MOISA : Marchés, Organisations, Institutions et Stratégies d'Acteurs (France)

Animateur : **Laurent Marseault** - Animateur Outils réseaux

Rapporteur : **Jacques Deplace** - MFR Anneyron – Animation territoriale

Rapporteur marocain : **Jamila Buret** -

Expert académique : **Sarah Benjelloun**, nutritionniste IAV.

Expert : **Clayton Lino Ferreira** (Réserve de Biosphère Mata Atlantica Brésil)

Jesus Contreras - Chaire d'Anthropologie Social et Directeur de l'Observatoire de l'Alimentation, à l'Université de Barcelone

Expert de terrain : **Abdellilah Daoudi** (Coopérative APIA)

Touryia Atarhouch-Bendahman - Sala Almoustaqbal

Laurent Richaud – «Etal paysan» vente directe de la région PACA

Les Intervenants



Ahmed ACHERNAN - Président fondateur de l'Association Talasemtane pour l'Environnement et le Développement (ATED), Professeur en science de la vie et de la terre. Il a été fondateur et Vice Coordinateur du GOB (forum des ONGs Baléares) et Vice président FONORD (Forum des ONGs du Nord)



Mohamed AIT KADI actuellement Président du Conseil Général du Développement Agricole, organe permanent du Ministère de l'Agriculture de la Pêche Maritime chargé de réflexions stratégiques sur le développement agricole et rural. Il a été en charge du Secrétariat Général du Ministère. En tant que Directeur Général de l'Administration du Génie Rural, il a eu à mettre en oeuvre le Programme National d'Irrigation et le Programme d'Amélioration de la Grande Irrigation. Il a assuré la coordination du groupe de négociation du volet agricole de l'accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats-Unis. Mohamed AIT KADI est membre résident de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques. Il est professeur à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II et professeur visiteur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari, Italie. Il est président du Comité Technique du Partenariat Mondial de l'Eau. Il est également membre du Comité Consultatif du Forum Mondial de l'Agriculture. Il a été membre du Conseil d'Administration de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI, Washington), du Conseil Scientifique du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes et de la Task Force Africaine de l'Eau. Il a été Gouverneur et membre fondateur du Conseil Mondial de l'Eau et président du comité d'organisation du 1er Forum Mondial de l'Eau de Marrakech (1997). Il est Vice-Président Honoraire de la Commission Internationale des Irrigations et du Drainage et membre de l'Académie Internationale de l'Eau (Oslo, Norvège) et du Club de Tokyo (Think Tank sur l'Eau et le Développement Durable).



diversité culturelle.

Salvatore ARICO est un biologiste de formation, spécialisé par la suite dans les domaines des politiques environnementales. Il a travaillé sur la problématique de transmission des résultats des activités scientifiques auprès des politiques responsables de décisions internationales concernant la biodiversité, changement climatique, l'environnement, la biosécurité, l'accès aux ressources et le partage équitable des bénéfices qui dérivent de leur utilisation. Il travaille au sein de l'UNESCO en tant que spécialiste dans le domaine de la biodiversité et s'intéresse aussi aux rapports entre biodiversité et



Nature et Culture)

Zineb BENRAHMOUNE IDRISI - Agricultrice, praticienne de l'agroécologie/permaculture à Shoul sur un site privé

Enseignante chercheuse à l'Ecole Nationale Forestière d'Ingénieurs Enseigne « l'initiation à l'écologie et gestion/gouvernance des ressources naturelles » dans divers masters universitaires à Rabat

A participé à divers projets de développement liés aux ressources naturelles au Maroc

A formé à l'agroécologie auprès de Terre et Humanisme Maroc

Cofondatrice de diverses associations marocaines (ex-présidente et fondatrice de l'association Maroc

Coauteur de « Invitation à l'amour des plantes » édition scriptura

Encadre et accompagne les agriculteurs en agroforesterie/agroécologie Partie prenante dans la recherche-action liée à la gouvernance et à la gestion durable des ressources naturelles autour du SIBE de Brikcha



Claude BERANGER est Ingénieur Agronome INA (1955) et Directeur de recherches à l'INRA.

Chercheur scientifique à l'INRA de 1958 à 2001 (à Jouy en Josas, Clermont-Theix, Paris) sur la production de viande bovine, l'élevage et la nutrition des herbivores, sur les systèmes agraires et le Développement.

Directeur Scientifique du Développement Agricole (1986-95), il s'est fortement engagé depuis 1987 dans l'animation de recherches, d'expertises, d'actions sur le



Mohamed BERRIANE - Géographe, Mohamed BERRIANE est docteur d'Etat ès-Lettres et Sciences Humaines et Professeur à l'Université Mohammed V – Agdal de Rabat, membre de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques et ancien doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Il est directeur du laboratoire de l'« **Equipe de Recherche sur la Région et la Régionalisation** » et responsable du Master « **Développement et promotion des produits du tourisme rural** ». Spécialiste de l'analyse des espaces touristiques et du développement local et régional, notamment sous l'effet de l'émigration internationale, il a à son actif un total de 108 publications dont 15 ouvrages dont il est l'auteur ou le co-éditeur. Ses travaux des 10 dernières années ont porté sur les rapports entre le tourisme, la culture et le développement local au Maroc et dans les pays arabes, les rapports interculturels et le développement du tourisme rural et culturel ainsi que sur les effets des migrations et les mobilités entre le Maghreb et l'Europe. Expert national et international auprès du Ministère du Tourisme marocain, du PNUD, de l'UNESCO, de l'OMT et du CEDARE. Parmi ses travaux de recherche en cours il convient de signaler deux projets en rapport avec la thématique du forum : « **Le terroir, ses produits et ses services en tant qu'unité de développement local** » et « **Tourisme rural, gouvernance territoriale et développement local en zones de montagnes** ».



Mohamed Badraoui, Directeur de l'INRA Marrakech depuis 2008. Il a occupé le poste de directeur de la lutte contre la désertification et de la protection de la nature au Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification. Titulaire d'un Ph-D en chimie, minéralogie et fertilité des sols, délivré par l'Université du Minnesota aux Etats-Unis d'Amérique en octobre 1988, le nouveau directeur de l'INRA a décroché, en juin de la même année, un doctorat en sciences du sol à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II. C'est au sein de cet institut que M. Badraoui a fait l'essentiel de sa carrière, de septembre 1981 à juin 2005, en sa qualité de professeur des sciences du sol, assurant la coordination et l'animation d'équipes de recherche et la gestion de plusieurs projets de recherche-développement.



Dong BUI KIM - Chargé de recherche, Vice-directeur du Département des Institutions et des Organisations de l'Agriculture et des Paysans. Il dirige actuellement le projet de la recherche sur les indicateurs géographiques de pamplemousse Luan Van – Thanh Hoa (Centre du Vietnam). Il a étudié les indicateurs géographiques de la pamplemousse de Phuc Trach – Ha Tinh (Centre du Vietnam), rapporteur du dossier d'enregistrement AOC du produit Saute des crevettes de Hau Loc – Thanh Hoa (produit traité de la zone littorale – Centre du Vietnam) auprès du Département des Priorités Intellectuelles du Vietnam. Il a aussi été le coordinateur du projet d'Evaluer les impacts socio-économiques et culturels des produits agricoles spécifiques du Vietnam après l'enregistrement aux produits de l'AOC. Dirige le projet de la recherche sur les indicateurs géographiques du miel de menthe d'Ha Giang (Montagne du Nord – Vietnam).



Guilhem CALVO -agro-économiste et géographe de formation, a participé à divers projets de développement rural dans différentes régions du monde, en particulier des diagnostics de systèmes agraires en Bolivie, au Népal et au Honduras. Il travaille actuellement comme consultant à la Division des sciences écologiques et de la terre de l'UNESCO au sein du programme sur l'Homme et la biosphère (M.A.B.). Il a été membre du secrétariat et coordinateur régional pour l'Amérique du Sud et les Caraïbes de l'évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (I.A.A.S.T.D.). Il est désormais coordinateur d'une plateforme d'échange sur les questions agricoles et alimentaires, point focal pour les questions d'agro-diversité, et chargé du suivi des actions conjointes menées avec l'association Terroirs & Cultures.



Foulematou CAMARA - Issue d'une famille paysanne, Foulematou Camara apparaît très tôt comme une militante active pour la défense et la représentation des intérêts paysans. D'un échelon local, elle acquiert peu à peu des responsabilités jusqu'au niveau national. En 1994, elle est à l'initiative de la création du groupement de base de Tounnifily. Cette organisation, regroupant les femmes de son village, développe des activités maraîchères, la riziculture et la production de sel. Par la suite, Foulematou Camara s'est engagée au sein de l'Union des groupements de producteurs de riz de Kolissoko. Vice présidente puis trésorière de cette organisation, Foulematou Camara détient une réelle expertise en matière d'appui des groupements ruraux dans les domaines de la formation, l'accès aux semences et aux intrants, ou encore la commercialisation. Elle a contribué en 2001 à la création de la Fédération des organisations paysannes de Basse Guinée dont elle est aujourd'hui présidente. Elle est enfin devenue trésorière de la Confédération nationale des organisations paysanne de Guinée. Foulematou Camara a développé une connaissance large et approfondie de la situation de la paysannerie en Guinée. Elle garde par ailleurs une attache très forte au terrain et possède toujours sa propre exploitation familiale.



René CARRON – Président de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM). Il a été élu Président de la « Grameen-Crédit Agricole Microfinance Foundation » début octobre 2008. René Carron est né en 1942, en Savoie. Exploitant agricole, il a été Président de la Chambre d'Agriculture de la Savoie de 1983 à 1992.

C'est à partir de 1981 qu'il exerce des responsabilités au sein du Crédit Agricole. Il est élu à la présidence de la Caisse locale de Yenne.

En avril 1992, il est élu au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Savoie et en devient le Président. C'est sous sa présidence que s'accomplit, en 1994, la fusion des Caisses régionales de Savoie et de Haute Savoie qui donne naissance à la Caisse régionale des Savoie. René Carron est toujours Président de la Caisse Régionale des Savoie. A partir de 1995 il accède à des responsabilités nationales. C'est l'année de son élection au bureau de la Fédération Nationale de Crédit Agricole. Il devient Président de la FNCA en juillet 2000 jusqu'en avril 2003. Membre du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. à partir de 1999, il est élu à la présidence du Conseil en décembre 2002. René Carron préside la Confédération Internationale du Crédit Agricole (CICA) depuis 2003. Rappelons que René Carron a été élu par les lecteurs de la "Tribune", stratège de l'année 2003.



Henri CARSALADE - Ingénieur Général du Génie Rural, des Eaux et Forêts à la retraite. Il est Président d'Agropolis Fondation depuis 2008. Après avoir occupé des postes de responsabilité dans les Départements et Territoires Français d'Outre-Mer (Martinique, Comores, Tahiti), Henri CARSALADE a été nommé à la tête du Département de la Recherche en Coopération pour le développement au Ministère de la Recherche et de la Technologie. Il a ensuite occupé le poste de Conseiller pour la Science et la Technologie à l'Ambassade de France, à Madrid, avant d'être nommé Directeur

Scientifique puis Directeur Général du CIRAD, en 1990. Il a été Assistant Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Département du Développement Durable puis Département de la Coopération Technique, de 1995 à 2005. Il a enfin présidé Agropolis International, à Montpellier, de 2006 à 2009. Parallèlement Henri Carsalade a travaillé étroitement avec le CGIAR (groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et présidé les Conseils d'Administration de trois Centres Internationaux dont l'ICARDA (Centre International de Recherche Agricole pour les Zones Arides) à Alep en Syrie depuis janvier 2010.



François CASABIANCA est zootechnicien des systèmes d'élevage à l'Institut National de Recherches Agronomiques (INRA) au département SAD (Sciences pour l'Action et le Développement) en France. Il est directeur du Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Élevage, localisé à Corte, au cœur des montagnes de l'île de Corse. Les recherches qu'il conduit visent à analyser la contribution des activités d'élevage dans les démarches de construction de territoires de production. C'est dans cette logique qu'il privilégie les problématiques liées (i) aux ressources génétiques constituées par les populations animales locales dans leurs enjeux de gestion collective, (ii) à la qualification territoriale des produits sous Indication Géographique, et plus récemment (iii) aux systèmes d'information sur la surveillance des maladies émergentes.

Ses travaux visent à faire le lien entre l'analyse des dynamiques organisationnelles (partage des responsabilités / fonctions d'apprentissage, inclusions / exclusions) et la constitution de référentiels techniques (formalisation de la culture technique, propriétés des objets techniques, codification des savoirs). Ses résultats portent donc à la fois sur la caractérisation des actes techniques pertinents et sur l'appropriation des corps de règles par les opérateurs. Ils intéressent plus largement les dynamiques à l'œuvre dans les territoires, autour de l'appropriation et l'activation des ressources collectives – en particulier les races animales et les produits de terroir– et les différenciations sociales induites.



Dominique CHARDON - Originaire de Lignièrès de Touraine (Indre et Loire). Agriculteur sur la Costière à Bellegarde dans le Gard sur une exploitation familiale avec son épouse et ses enfants, il est depuis plus de 20 ans en agriculture biologique (maraîchage, viticulture, oléiculture et arboriculture). Il est actuellement Président de Terroirs & Cultures, association internationale qu'il a fondé en 2003 et a initié ainsi avec l'UNESCO la création du mouvement "PlanèteTerroirs". Président Délégué de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc, Dominique Chardon a également occupé les fonctions de Président de Sopexa de 1997 à juin 2009, Président fondateur de l'IFOCAP Méditerranée et de Terres en Fêtes. Il a été Président de coopérative, Secrétaire Général de la FNSEA jusqu'en mars 2005, et Président de l'IFOCAP

National jusqu'à fin 2004..



Abdeslam CHRIQI est vétérinaire, lauréat de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat. Il a intégré le Ministère de l'Agriculture en 1989 en tant que vétérinaire inspecteur chargé de l'encadrement sanitaire du cheptel et du contrôle de salubrité des denrées alimentaires d'origine animale. En 1993 Abdeslam Chrigi a été nommé Directeur Provincial de l'Agriculture à Dakhla à l'extrême sud du Maroc. Son centre d'intérêt était focalisé sur le développement de l'élevage de dromadaire, l'amélioration de parcours et l'appui à l'activité halieutique. En 1998 il a rejoint la province d'Essaouira au même titre jusqu'à l'année 2003. Pendant cette période il a consacré son temps au développement de différents partenariats entre la direction provinciale de l'agriculture (DPA) et les différentes organisations professionnelles agricoles et les

ONG intéressées par le développement rural et agricole. Les différents partenariats ont été développés autour de la promotion et la valorisation des différentes productions de la région en particulier l'élevage caprin dans l'écosystème arganier et la valorisation de l'huile d'argan.

En 2003 il a été nommé à la tête de la DPA de Chefchaouen et en même temps responsable d'un projet financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme Meda « le projet de développement participatif des zones forestières et péri forestières de Chefchaouen ». Durant cette période son travail a été axé sur la mise en œuvre d'un projet de développement rural, grâce à la réalisation d'infrastructures de base telles que les pistes, l'adduction d'eau potable, la réhabilitation de périmètres d'irrigation et aussi l'appui à la structuration des filières agricoles. Dans ce cadre, il a été accordé un appui à une meilleure valorisation des produits de terroirs de la région de Chefchaouen tout en les intégrant dans une approche globale de développement local avec la promotion de l'agrotourisme.



Antoni DIAZ I VENDRELL – Directeur général de la Planification et des relations agraires à la Generalitat de Catalunya (Région Catalogne). Membre de la Junta de Govern de l'IDESCAT, membre de la Comission interdépartemental del Canvi Climàtic, Membre de la Comission Interdépartamentale de la participation citoyenne



Vincent DOLLE - Ingénieur Agronome et Docteur en sciences agronomiques. Expert en coopération internationale pour le développement rural et agroalimentaire. Depuis 2005, il est Directeur de l'IAM de Montpellier, Institut du CIHEAM centre intergouvernemental méditerranéen qui forme les cadres du développement rural durable en Méditerranée. L'IAM de Montpellier reçoit 400 étudiants par an pour des formations initiales et diplômantes de niveau Master et doctorat de 20 pays de la Méditerranée. Son corps professoral est composé d'enseignants chercheurs méditerranéens. De 1980 à 2005, il a été chercheur sur les systèmes d'élevage et les systèmes agraires en zones arides et semi-arides en Afrique du pourtour saharien et Amérique latine. Progressivement responsable d'équipe, de programmes, de département, puis secrétaire général du Cirad (1800 agents). En poste à l'étranger puis en France avec de nombreuses missions à l'étranger pour des opérations de recherche et développement en Méditerranée, en Afrique, Amérique latine et Asie au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). Il a publié de nombreuses publications scientifiques, participation à des ouvrages de synthèse en recherche agronomique et vulgarisation sur l'aridité et la désertification, les systèmes agraires, l'agriculture d'oasis, les systèmes d'élevage, la programmation et l'organisation de la recherche, les relations recherche et développement. Participation et animation de colloques scientifiques, communications en français, anglais, espagnol, portugais



Fabrice DREYFUS - Ingénieur en Chef des Ponts et des Eaux et Forêts, a été responsable de la création et du pilotage de programmes de recherche appliquée au développement de l'agriculture, en Haïti, aux Comores et au Viêt Nam, en tant qu'agronome. De retour en France, il a délivré et coordonné des formations d'ingénieur et de Master au sein du CNEARC en y développant les enseignements de sociologie, discipline à laquelle il s'est consacré depuis lors. Il a participé à la fondation d'une équipe de recherche qui a accompagné les coopératives viticoles du Languedoc dans leur démarche qualitative et leur confrontation au marché international. Dans la suite de ce travail, il a assuré la direction de l'UMR « Innovation » (INRA/CIRAD/SupAgro) jusqu'en 2007. Il est aujourd'hui directeur de l'Institut des Régions Chaudes au sein de Montpellier SupAgro.



Jacques FANET - bourguignon d'origine, est ingénieur agronome de l'ENSA de Montpellier, spécialisé en pédologie et aménagement du territoire. Après 3 ans d'enseignement en Lycée Agricole, il poursuit une longue carrière à l'INAO. Chargé tout d'abord des délimitations parcellaires des AOC du Languedoc Roussillon, il s'intéresse très tôt à la problématique terroir. Devenu Directeur Adjoint de l'Institut en 1990, il organise l'extension de la notion d'AOC aux produits agroalimentaires autres que vinicoles, puis en 1993 lance un groupe de réflexion INRA-INAO sur le concept de terroir. Après un passage de 2 ans à l'Office International de la Vigne et du Vin, il développe les relations internationales de l'INAO en organisant des coopérations avec de nombreux pays du monde afin d'aider à la mise en place de systèmes d'indications géographiques. Il publie en 2001 un ouvrage intitulé *Les terroirs du vin* traduit en anglais en 2004. Il a été jusqu'en 2009, Directeur du Syndicat des Coteaux du Languedoc.



Clayton FERREIRA LINO est Président du Conseil National de la Réserve de Biosphère de Mata Atlántica.



Fatiha FORT - Maître de Conférences-HDR à Montpellier SupAgro . Diplômée d'un Doctorat Sciences de Gestion (Marketing), 2005, à l'Université de Montpellier 2. Mention très honorable avec les félicitations du Jury, DESS CAAE (Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises), Université de Valenciennes – 1996, obtenu dans le cadre d'un Congé Individuel Formation, financé par le ministère de l'agriculture. Mes principaux axes de recherche :
En marketing je m'intéresse au comportement du consommateur en matière de consommation durable (produits sous indications géographiques, produits locaux, produits bio...). Plus précisément sur le rôle de l'information produit dans les choix des consommateurs.



Mostafa HASSANI - Directeur régional de l'Agriculture de Tanger- Tétouan et Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur du Loukkos Tétouan. Ingénieur en Chef. Ingénieur de Génie Rural (Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II). Il a été Directeur Provincial de l'Agriculture de Casa et de Settat.



Lahcen KENNY. Ingénieur - Professeur d'Horticulture & d'Agriculture Biologique l'IAV Hassan II, Agadir et Professeur vacataire à L'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari, Italie, L'école Nationale d'Agriculture, Meknes Maroc., L'Université Ibnou Zohr, Agadir, Maroc, L'Université du Bénin, Togo. Chef du laboratoire de Biotechnologie et Physiologie Végétales.



Jacques LEFORT est Secrétaire général de Terroirs & Cultures - Agronome. Spécialiste des systèmes agraires, il est ancien Directeur de recherches au CIRAD et a été Président scientifique d'Agropolis Muséum.



Thierry LINCK - On ne peut pas réduire le développement à une simple question de flux d'investissements, de croissance du produit marchand ou de transfert d'expériences et de compétences. Le développement dépasse le domaine des échanges marchands et doit être situé à la confluence de l'économique, du social et du politique. Pour Th. Linck Une vision globale s'impose. Elle doit nécessairement prendre sens dans une réflexion autour de la notion de ressource. Mais à condition que celle-ci soit abordée dans une perspective large et nuancée. La ressource peut être marchande ou non marchande, elle est tout à tour cognitive, matérielle et/ou environnementale et peut être mobilisée tant pour produire de la richesse que du lien social.

Mais il reste que quelle qu'en soient la nature et les usages, la ressource fait toujours partie intégrante d'un complexe plus large que structurent des savoirs techniques et relationnels. Il reste également que la ressource est toujours appropriée, que ce soit sous une forme collective ou individuelle. La ressource est donc toujours un construit contingent, inscrit dans des temporalités et un cadre social particuliers. C'est invariablement un enjeu situé, à la fois source de tensions et support de l'action collective : par là, elle est au cœur des processus de construction du développement. Ce cadre problématique a été mobilisé dans l'analyse des politiques publiques mexicaines, à propos des modalités de l'approvisionnement de la ville de Mexico en produits frais, du commerce équitable du sort des terres collective dans le cadre de l'aménagement de la loi mexicaine de la réforme agraire. Il prend aujourd'hui pleinement sens dans l'étude des qualifications territoriales des produits et des ressources conduite depuis la Corse au sein du Laboratoire de recherche sur le développement de l'élevage (INRA-SAD).



Laurent MARSEAULT consultant travail coopératif et TIC au sein de l'Association Outils-réseaux où il a en charge l'accompagnement de projets, la formation aux outils coopératifs et aux approches collaboratives



Akka Ait El MEKKI est professeur d'économie agroalimentaire à l'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès au Maroc. Après ses études d'ingénieur de l'ENA spécialisé en Techniques et Développement, il a obtenu son diplôme de Master en Economie Rurale à l'Université Laval (Canada) en 1992. A l'Université Catholique de Louvain (Belgique), il a obtenu son diplôme de Doctorat en 2000 après avoir soutenu sa thèse essentiellement orientée sur l'analyse du système agroalimentaire marocain en général et des filières agroalimentaires dites stratégiques en particulier. Son domaine d'intérêt scientifique est l'analyse économique des filières agroalimentaires en tenant compte du nouveau contexte de libéralisation de l'économie mondiale. En plus de ses activités académiques relatives à la formation des ingénieurs agroéconomistes à l'ENA de Meknès, M. Ait El Mekki est également Chargé de Recherche-Développement au sein de cette institution depuis 2007 et intervient comme consultant en matière de politique et d'économie agroalimentaire et de développement auprès des organismes publiques et privés, nationaux et internationaux (USAID, FAO, PNUD, GTZ, UE, Banque Mondiale, etc).



Geneviève Michon est *Ethnobotaniste*, Directrice de Recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Elle dirige actuellement l'unité de recherche « Dynamiques Socio-Environnementales et Gouvernance des Ressources ». Ses recherches s'attachent à comprendre la construction de la « nature », entre production sociale, construction historique et écologie politique. Elles se déclinent sur deux objets : la *forêt*, produit du croisement des politiques d'environnement et des représentations et pratiques des agriculteurs, et les *savoirs locaux sur la nature*, dans leur requalification actuelle par l'environnement et le développement durable. Elle a travaillé sur la production des patrimoines et des terroirs de *forêt domestique* en Indonésie, puis aujourd'hui en Méditerranée (Maroc, Corse).



Amédée MOLLARD - Docteur d'Etat en Sciences économiques, chercheur INRA, UMR GAEL, Université Pierre Mendès-France. Responsable scientifique national du programme INRA-PSDR "Pour et sur le Développement régional". *Recherches en économie de l'environnement et en développement territorial* réalisées pour la Région Rhône-Alpes, les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement. Thèmes : dynamiques spatiales et territoriales engendrées par les relations entre produits de qualité, services touristiques et aménités environnementales ; potentiel de valorisation économique en lien avec les politiques publiques. Liste de travaux et publications disponibles sur le site web de l'INRA Grenoble (www.grenoble.inra.fr). Activités de formation/expertise pour les organisations professionnelles, les collectivités territoriales.



Francisco Mombiela Muruzábal - Secrétaire Général du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM). Docteur Ingénieur en Sciences Agronomiques (1982), Docteur ès Philosophie (1980) Directeur général des industries et des marchés alimentaires au Ministère de l'Environnement et des Affaires rurales et Marines, Espagne (2008-2009) ; Directeur général de l'agriculture au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (2006-2008) ; Président de l'organisme de coordination des agences espagnoles de paiement des fonds communautaires (2004-2006) ; Directeur général des marchés alimentaires au Ministère régional de l'Agriculture et de l'Environnement du gouvernement de Castille-La Mancha (2003-2004) ; Directeur général de l'alimentation et des coopératives au Ministère régionale de l'Agriculture et de l'Environnement du gouvernement de Castilla-La Mancha (1997-2003). Avant 1997 il occupait différentes positions au Ministère de l'Agriculture espagnol et à la Consejería de l'Agriculture du Gouvernement de Galicie. Décoré de la Gamma Sigma Delta (Société d'honneur de l'agriculture), North Carolina State University, 1978.



Kalemani Joseph MULONGOY - Citoyen congolais (Rép. Démocratique du Congo), marié avec 3 enfants (27, 24 et 21 ans), né le 14 novembre 1949, avec une forte expérience internationale dans les domaines de la recherche scientifique et agricole, du réseautage, de l'enseignement, de la planification stratégique, de politiques d'aide au développement et de dialogues sur les mesures à prendre en matière de diversité biologique, y compris la biodiversité agricole. Planification stratégique et politique d'aide au développement aux niveaux national et international, de l'identification des problèmes majeurs à la négociation, avec les gouvernements et recherche d'un consensus, le tout appliqué aux domaines de l'agriculture et de l'environnement, en particulier dans le contexte des Conventions de Rio et le développement durable. À ce titre, j'ai initié puis supervisé les travaux de la Convention sur la Diversité Biologique qui ont abouti à l'adoption par la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique de la décision VII/7 et VIII/28 sur l'évaluation de l'impact environnemental et l'évaluation stratégique de l'impact, y compris les lignes directrices volontaires relatives à l'évaluation d'impact sur l'environnement. tenant compte de la diversité biologique.



Yoshihiro Natori est de nationalité japonaise. Il a rejoint l'Agence de l'environnement (EA) du gouvernement japonais comme un Ranger du parc national en 1975 et a travaillé à Aso-Kuju et Akan National Park, etc. Natori se joint à la conservation de la nature et le Bureau pour l'environnement mondial ministère de l' EA, et l'ambassade du Japon au Kenya, avant de rejoindre le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE / ROAP) basé en Thaïlande. Il est ensuite devenu le directeur de la Division de la faune du ministère de l'Environnement. Il travaille actuellement à l'Institut des Nations Unies pour l'université des hautes études (UNU-IAS) et chargé de l'éducation pour le développement durable Programme depuis Juillet 2006.



Erik ORSENNA - Après des études de philosophie et de sciences politiques, Erik Arnoult, dit Orsenna, enseigne l'économie à l'École normale supérieure. Il entame par la suite des activités administratives et devient conseiller ministériel puis conseiller culturel auprès du président François Mitterrand de 1981 à 1984, expérience relatée dans 'Grand amour' en 1993. En décembre 1985, il entre au Conseil d'Etat et exerce les fonctions de maître des requêtes. Parallèlement à ses activités, il est l'auteur de sept romans et obtient le prix Roger Nimier en 1978 pour 'La Vie comme Lausanne' ainsi que le prix Goncourt 1988 pour 'L'Exposition coloniale'. Il est élu à l'Académie française le 28 mai 1998. Il est aujourd'hui vice-président de la société Cytale, dédiée au livre électronique. En octobre 2003, il participe au 16e festival du Livre de Mousans-Sartoux dans les Alpes-Maritimes, pour la présentation de son ouvrage, 'Madame Bâ'. L'année suivante, il publie 'Les Chevaliers du subjonctif', 'Portrait du Gulf Stream' en 2005 et 'Voyage au pays du coton' en 2006. En 2007, Erik Orsenna reçoit le prix du Livre d'économie pour 'Voyage au pays du coton' et publie 'La Révolte des accents', un roman sur la disparition des accents dans la langue française. Ecrivain prolifique, l'académicien signe l'année suivante 'La Chanson de Charles Quint', l'histoire de deux frères qui comparent leurs deux visions de l'amour. Avec une carrière longue et saluée, Erik Orsenna est sans conteste l'un des écrivains français les plus importants du XXe siècle.



Michel Prugue Agriculteur dans les Landes sur une exploitation produisant du maïs, des légumes de conserve irrigués et des poulets jaunes des Landes (Volailles Label Rouge – IGP). Il est président du Groupe Coopératif MAÏSADOUR (40 – MONT-DE-MARSAN) depuis 2001, Président du Conseil Permanent de l'I.N.A.O. (Institut National de l'Origine et de la Qualité) depuis 2002. Il est Membre du C.E.S.E. (Conseil Economique, Social et Environnemental) depuis 2003 et maire de MANT (40) depuis 2008 et Trésorier de COOP DE FRANCE (Fédération Nationale des Coopératives Agricoles et Forestières) depuis 2009



Philippe Quéau a été directeur de recherche à l'[Institut national de l'audiovisuel](#) (INA) de 1977 à 1996. Il était responsable du groupe de recherche sur la télévirtualité (clonage virtuel) et fondateur du programme Imagina. Ce forum des nouvelles Images organisé chaque année à Monaco, était l'un des rendez-vous mondial du virtuel, c'est-à-dire de [l'image de synthèse](#), des effets spéciaux, de l'innovation de l'image, réunissant des chercheurs, concepteurs de jeux vidéo, artistes, réalisateurs de cinéma, de la télévision et de la publicité. Il devient fonctionnaire international en entrant à l'[Unesco](#) en tant que directeur de la Division de la Société de l'Information. En 2003, il devient directeur du bureau de l'Unesco à Moscou. Actuellement représentant de l'Unesco pour le Maghreb, il dirige le bureau de Rabat couvrant l'ensemble des pays du Maghreb.



Claudia RANABOLDO – Depuis 2005, elle coordonne le projet de recherche appliquée »territoriale du développement rural avec l'identité culturelle« financé par la Fondation Ford - Rimisp. Le projet a une portée de l'Amérique latine et a des partenaires dans différents Régions du monde et particulièrement en Europe



Jean-Louis RASTOIN - Ingénieur agronome, docteur d'État ès sciences économiques et agrégé de sciences de gestion, Jean-Louis Rastoin est professeur émérite à Montpellier SupAgro, chercheur associé dans l'unité mixte de recherche Moisa « Marchés, organisations, institutions et Stratégies d'Acteurs » (Ciheam-Iamm, Cirad, Inra, SupAgro) et expert à la BEI. Son enseignement et ses recherches portent sur la prospective des systèmes agroalimentaires et les stratégies d'entreprises. Il a dirigé depuis sa création en 2000, jusqu'en 2008 l'UMR Moisa et présidé durant six ans l'Association Internationale d'Économie Alimentaire et Agroindustrielle (AIEA2), dont il est aujourd'hui vice-président. Il est correspondant national de l'Académie d'agriculture de France. Son dernier ouvrage (à paraître en 2010 aux éditions Quae) s'intitule « Le système alimentaire mondial ».



Nadjirou SALL, Paysan, Agriculteur, Producteur de riz (riz de la vallée), Maraîcher (oignons, patate douce, Tomate, gombo, arachide irriguée), Eleveur (ovins, bovins, caprins)

Secrétaire Général UJAK, Secrétaire Général FONGS, Secrétaire Général Adjoint CNCR Participation à l'ensemble des négociations des programmes de la FONGS depuis cette date, Membre du groupe de travail sur la thématique « reconnaissance formelle des métiers de l'agriculture » dans le cadre de la LOASP, Membre du Réseau mis en marché coordonné par l'ARM (Agence de régulation des marchés) sur la filière oignon ; Participation à de multiples rencontres internationales sur les filières agricoles (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Bénin) riz, élevage, oignon. Participations à de multiples rencontres au niveau national et international sur la réforme foncière ; changement climatique, souveraineté alimentaire, microfinance. Multiples présentations en Europe (Parlement Européen à Bruxelles) et dans la sous-région Afrique de l'Ouest de *l'expérience de la FONGS et de sa Vision du partenariat*, de l'exploitation familiale. Il a participé à la 3^{ème} convention ordinaire du ROPPA (Réseau des Organisations de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest). Président du Comité préparatoire du Forum octobre 2010 sur le thème « les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ? ».



Javier SANZ CAÑADA - Né à Madrid en 1959, il est Docteur Ingénieur Agronome, spécialisation en Économie Agro-alimentaire, par l'Université « Politécnica de Madrid » (1990). Il est depuis 1992 chercheur titulaire du Conseil Supérieur de Recherches Scientifiques, il ayant été Chef de Département de dit Institut entre 1996 et 1998. Il a réalisé des études de post-degré en le Centre International d'Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, à Montpellier (1983-1985). Il a obtenu en 1991 le prix à la meilleure Thèse Doctorale du Collège d'Ingénieurs Agronomes et en 1992 le XX Prix National de

Publications Agricoles, de la Pêche et Alimentaires, accordé par le Ministère d'Agriculture, Pêche et Alimentation. Il est membre du Comité d'Orientation Scientifique du GIS (Groupement d'intérêt scientifique)- France «Systèmes Agroalimentaires Localisés», depuis juin 2005. Il est actuellement un des trois coordinateurs scientifiques de l'European Research Group "Local Agro-Food Systems", constitué en juin de 2008 par dix-huit centres de recherche et Universités de la France, l'Italie, la Grèce, le Portugal, la Suède, la Suisse, l'Hongrie et l'Espagne.



Jorge Tonietto - Formation : Ingenieur Agronome, Magister of Science en Fruticulture, Docteur en Ecologie par l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier. Chercheur de l'Embrapa – Entreprise Brésilienne de Recherche Agronomique au Centre National de Recherche de la Vigne et du Vin, depuis 1980. Expert en zonage et terroir vitivinicole. Auteur du Système de Classification Climatique Multicritères Géoviticole. Pionnier inducteur du développement du concept d'indications géographiques au Brésil, un des responsables de la reconnaissance de la première indication géographique au Brésil – IG vins de la Vale dos Vinhedos. Animateur au sein des 40 centres de recherche de l'EMBRAPA au Brésil des actions de recherche, développement et innovation pour la valorisation du terroir et des indications

géographiques des produits agricoles dans les différentes régions brésiliennes. Coordinateur de R&D de plusieurs projets de valorisation du terroir et développement des indications géographiques des vins au Brésil.



Rami ZUREIK est professeur au département de Gestion de l'écosystème et du design du paysage et Directeur du diplôme d'inter-faculté sur la science de l'environnement à l'Université Américaine de Beirut. Ses domaines de recherche comprennent l'organisation d'un programme de développement rural, son exécution et évaluation ; la cuisine traditionnelle et les systèmes alimentaires, l'agriculture soutenable et la gestion de l'écosystème. Il a fait ses études à Oxford (D.Phil) et à l'Université Américaine de Beirut. Blog : www.landandpeople.blogspot.com.

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI



3^{ème}
**FORUM
INTERNATIONAL**

Du 31 Mai au 2 Juin 2010

unionCREATION



**PLANÈTE
TERROIRS**

Chefchaouen - Maroc 2010

DIVERSITÉS, DURABILITÉ, TERROIRS ET DÉVELOPPEMENT



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Sous le patronage
de l'**UNESCO**

Co organisé par

**Terroirs
&
Cultures**



Avec le soutien institutionnel et financier de



Credit Photos Anne-lise Herring et Terroirs & Cultures

Nos équipes

**Terroirs
&
Cultures**



remerciement
pour leur soutien institutionnel et financier :



pour leur appui et leur contribution :



Ainsi que toutes les personnes et les amis qui de près ou de loin ont favorisé la réussite de cet évènement